www.npa-dr.org

Démocratie révolutionnaire
Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Nouvelle époque, actualité de la révolution, du socialisme et du communisme

DR n° 43 du 16 mars 2018

Nouvelle époque, actualité de la révolution, du socialisme et du communisme

Nous vivons dans un monde instable et chaotique. Insécurité sociale, ubérisation du travail, chômage et précarité, terrorisme et guerres dites contre le terrorisme, drames des migrants, effets dramatiques du réchauffement climatique secrètent l'inquiétude et l'angoisse, la révolte et la colère. Les esprits sont dominés par la violence de la société. Chacun voit sa vie lui échapper, déboussolé, désorienté.

Nous vivons un grand bouleversement planétaire dont les mécanismes ainsi que les effets semblent échapper à tout contrôle comme dominés par des forces aveugles, étranges, mystérieuses. La mythologie du marché, de la concurrence, de la compétitivité, du risque, des spéculations financières et boursières nourrissent les élucubrations complotistes, les mystiques religieuses, nationalistes avec leurs corollaires le racisme et la xénophobie.

Il n'y a pourtant rien de mystérieux dans l'évolution de la société. Elle est provoquée par la politique des classes capitalistes et des États qui les servent pour préserver leur domination, accroître leur pouvoir, maintenir leurs profits.

A travers le chaos du monde s'exprime une des contradictions fondamentales du capitalisme qui s'approfondit avec la mondialisation libérale et impérialiste, la contradiction entre la socialisation, l'internationalisation croissante de la production et des échanges et l'appropriation privée des richesses en un nombre de mains de plus en plus réduit.

Jamais la concentration des richesses n'a été aussi grande comme, à l'opposé, jamais les inégalités n'ont été aussi grandes.

Cette situation intenable est d'autant plus choquante et révoltante que l'humanité a fait des progrès considérables dans le domaine des sciences, des connaissances et des techniques. Mais ces progrès sont soumis aux seuls besoins du capital, les populations n'en bénéficient que marginalement alors qu'elles subissent de plein fouet l'offensive des classes capitalistes pour s'assurer le contrôle de toute la société et concentrer entre leurs mains toutes les richesses produites.

Avec la chute du mur de Berlin puis l'effondrement de l'URSS s'est achevée la période ouverte par Octobre 1917.

Les classes dominantes ont cru triompher dans l'euphorie de la « nouvelle économie », de la boulimie financière et boursière.

Les puissances impérialistes ont imposé, sous la houlette des États-Unis, un capitalisme de libre concurrence à l'échelle de toute la planète. Elles ont ainsi aggravé les contradictions capitalistes et créé les conditions d'une nouvelle crise mondiale : socialisation croissante de la production, mondialisation se heurtant à la propriété privée capitaliste et aux États nationaux, aggravation des inégalités, concentration croissante des richesses entre quelques mains…

Les premiers symptômes de cette terrible maladie se sont violemment manifestés lors de la grande crise de 2007-2008. Les remèdes capitalistes n'ont fait qu'aggraver le mal.

La guerre, le drame des migrants, la crise écologique produits de cette faillite soulignent l'urgence de mettre les classes capitalistes hors d'état de nuire.

Nous sommes devant une nouvelle époque à travers laquelle les idées révolutionnaires reprendront vie à une échelle beaucoup plus large, beaucoup plus profonde, où la maturation des forces de la classe ouvrière comme les possibilités techniques et culturelles de la société, donneront à la future révolution une dimension et des possibilités dépassant tout ce que jusqu'alors il a été possible d'imaginer.

L'impasse du réformisme, comme l'effondrement de son avatar monstrueux, le stalinisme, a ouvert une nouvelle période de cette œuvre émancipatrice.

L'ensemble des évolutions économiques, sociales et politiques concourent à créer les conditions de l'émergence d'une nouvelle force porteuse d'un projet de transformation révolutionnaire de la société.

Cette force se façonne dans les luttes dont naît une nouvelle conscience de classe à travers la compréhension concrète des antagonismes sociaux, de leur nature.

Notre programme n'est pas une doctrine toute faite, un dogme à l'image duquel nous voudrions façonner le monde, il est vivant, fruit de la critique de la société de classe en vue de formuler les moyens de l'émancipation humaine.

Notre projet se confond avec la lutte du monde du travail pour la conquête de ses droits sociaux et politiques, pour son émancipation morale, politique et sociale des rapports d'exploitation pour bâtir une société fondée sur la solidarité, la justice et la coopération. Il nie le droit de la propriété privée à s'approprier les fruits du travail collectif.

C'est à travers un large débat que pourront se regrouper les forces du mouvement social pour s'organiser en parti politique sur la base d'une « *compréhension commune de la période et des tâches* », que tout ce qui vit encore du socialisme et du communisme pourra retrouver sa force de contestation sociale, à nouveau rassembler, entraîner.

Débat révolutionnaire soumet à la discussion, à travers une série de 8 articles rassemblés dans un même document, les axes autour desquels s'organise notre compréhension des transformations en cours pour en dégager les éléments d'un programme démocratique et révolutionnaire pour un parti des travailleurs.

Yvan Lemaitre

Sommaire :

Page 4 **Changer le monde, est-ce possible ? Ou la courbe du développement de la révolution…** - *Yvan Lemaitre*

Page 8 **De quoi la crise est-elle le nom ?** - *Daniel Minvielle*

Page 14 **Suraccumulation de capital, la purge financière inévitable et nécessaire. Le krach financier ou l'expropriation ?** - *Daniel Minvielle*

Page 18 **Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde** - *Bruno Bajou*

Page 24 **De l'état de guerre permanent à la globalisation de la guerre, une troisième guerre mondiale est-elle possible ?** - *Galia Trépère, Isabelle Ufferte*

Page 29 **Derrière la financiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à une révolution sociale...** - *Daniel Minvielle, Laurent Delage, François Minvielle*

Page 33 **Les idéologies réactionnaires des classes dominantes contre les progrès du développement humain, permanence du combat pour le matérialisme** - *Bruno Bajou, Monica Casanova*

Page 38 **S'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société** - *Christine Héraud, Daniel Minvielle, Laurent Delage*

Changer le monde, est-ce possible ?
Ou la courbe du développement de la révolution…

Yvan Lemaitre

Le monde apparaît aujourd'hui sous la forme d'un gigantesque conflit entre les progrès réalisés dans tous les domaines, les aspirations nouvelles qu'ils suscitent, nourrissent, renforcent, et la violence économique, sociale, morale, policière, militaire qui régit les rapports sociaux, les rapports entre les classes et les peuples.

Cet ordre des choses ou plutôt ce désordre des choses semble incontournable, tout au plus serait-il possible d'en diminuer les effets destructeurs, les ravages.

Les luttes, les résistances collectives du prolétariat se heurtent aux limites des luttes défensives face à une classe dominante qui a l'initiative et tient les commandes.

Les drames et les défaites du passé obscurcissent l'horizon, les idées du socialisme et du communisme ont été vidées de tout contenu démocratique, libérateur, la possibilité de changer la société apparaît le plus souvent au mieux comme une utopie, un rêve irréalisable.

Pourtant, jamais dans toute l'histoire humaine, les possibilités de changer le monde n'ont été aussi grandes. L'impasse dans laquelle les classes dominantes engagent la société en sont une démonstration, en négatif, celle de leur incapacité à faire face à l'évolution de la société, au progrès créé par le travail humain, à répondre aux aspirations qu'ils engendrent et qui remettent en cause des bases de sa domination, la propriété privée et l'État.

Les classes dominantes en ont confusément, de façon réflexe, conscience en menant une offensive idéologique, politique, légale et juridique contre les droits démocratiques, pour tenter vainement d'empêcher le mouvement qui révèle leur parasitisme et leur archaïsme.

Ce qui manque, c'est la conscience des possibilités objectives d'ouvrir une autre voie de développement à la société humaine, le socialisme et le communisme, l'expression organisée de cette conscience, un parti, un mouvement démocratique et révolutionnaire.

Changer le monde n'est pas une question de volontarisme moral, d'optimisme ou de pessimisme, de degré de révolte mais de compréhension des transformations en cours, des mécanismes qui les engendrent, des voies et moyens de l'action collective des hommes pour faire l'histoire, de la continuité des processus révolutionnaires...

Si l'évolution des luttes de classes n'est pas mécaniquement calquée sur la marche cyclique du capitalisme, toutes les deux se combinent pour écrire les périodes et époques de l'histoire. C'est dans cette combinaison que s'écrit le futur des luttes de classe, que se poursuit la courbe du développement de la révolution...

Evolution économique et sociale, conscience et lutte de classe....

La propagande officielle des États, les mises en scène orchestrées par les médias tenus par les grands groupes financiers donnent le tableau d'une agitation désordonnée, hystérique, obéissant à des logiques d'affrontements personnels comme si l'évolution de la société dépendait des dirigeants de ce monde. Elle obéit en fait à des évolutions et des mécanismes bien plus profonds.

L'ensemble de la vie sociale et politique est conditionné par les transformations économiques en œuvre, à la fois par les moyens, les méthodes utilisées pour les réaliser et par leurs résultats, leurs conséquences, processus dynamique, terrain sur lequel les hommes font, plus ou moins consciemment, leur histoire.

« *Le résultat général auquel j'arrivai et qui, une fois acquis, servit de fil conducteur à mes études*, écrivait Marx en 1859 dans la préface de *La critique de l'économie politique*, *peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie*

matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production.

Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société.

C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir ».

Aujourd'hui, de nouvelles forces travaillent la société en profondeur au point que le sol se dérobe sous les pieds des vieux partis et des appareils dont les discours sont dépassés, sans rapport avec la réalité nouvelle. Leur propre réalité se transforme à leur insu, emportés qu'ils sont dans une dynamique qu'ils ne maîtrisent pas parce qu'ils ne peuvent la comprendre, aveuglés par les besoins de justifier ou de camoufler leurs propres erreurs et incompréhensions, leur duplicité et leurs mensonges.

Les rapports sociaux fondés sur la propriété privée capitaliste sont incapables de contenir et de maîtriser le développement des forces productives. Les conditions d'une nouvelle organisation sociale, « *de rapports de production nouveaux et supérieurs* » existent et bousculent tous les vieux rapports sociaux et politiques.

Les classes dominantes répondent par une offensive réactionnaire, au sens strict du terme, la volonté de revenir en arrière face à un avenir qui menace leur pouvoir. Elles mènent une offensive en règle contre la classe des salariés désarmée parce que leurs organisations, dominées par l'esprit de conciliation, anesthésiées, n'ont rien su anticiper et sont devenues les jouets de la situation et, en conséquence, de leurs adversaires. Le mouvement ouvrier est sans ressort parce qu'il est dominé politiquement et moralement par le patronat qui a toutes les cartes du jeu en main.

Le socialisme et le communisme, enfants de la révolution industrielle

L'économie de marché, contrairement à ce qu'affirment les idéologues bourgeois, n'est ni un choix de société ni « naturelle », elle est un rapport entre les classes qui s'est forgé à travers les transformations économiques et sociales qui ont jalonné l'histoire du capitalisme. Le capitalisme industriel est apparu à partir du XVIII^{ème} siècle quand l'évolution des techniques a permis une concentration de la production dans des manufactures, puis des usines. Dans le même temps que les détenteurs de capitaux investissaient pour développer la production de marchandises, ils donnaient naissance, par la ruine des petits producteurs, à une nouvelle classe qui ne possédait rien d'autre que sa force de travail. Ce prolétariat n'avait d'autre source de revenu que la vente de sa force de travail aux capitalistes qui achetaient le droit de l'exploiter pour le prix du salaire.

Cette évolution ne fut en rien pacifique. C'est à travers la violence et la barbarie des classes dominantes que le progrès a trouvé un douloureux chemin. Son arène était mondiale, et le capitalisme s'est toujours accommodé de toutes les formes d'exploitation du travail humain, y compris les plus barbares comme l'esclavage, ainsi que de toutes les formes de pillage des richesses.

Le développement capitaliste s'est fait à travers les crises, les révolutions, les guerres qui rythment les grandes périodes de l'histoire, conditionnées quant au fond par ce qui détermine la marche générale de la société, l'évolution des techniques.

Le capitalisme industriel est né d'une grande révolution technologique qui permit une meilleure maîtrise de l'énergie, permettant la construction d'usines rassemblant des centaines d'ouvriers, la machine à vapeur.

Une nouvelle classe dominante s'imposait dans la pratique, l'industrie, comme dans le domaine des idées qui justifiait son droit et ses prétentions à diriger la société. Les idées de cette classe nouvelle affirmaient la propriété comme condition du bonheur de l'individu et de la communauté. Le bien, c'est la propriété bourgeoise, le mal, tout ce qui lui nuit !

Cette pensée moderne au sens où, à l'époque, elle contestait les privilèges des vieilles classes féodales et aristocratiques, enfanta les *Droits de l'homme* qui prétendaient garantir les droits de l'individu dans la collectivité, droits qui apparaissaient sous la forme des droits de la propriété privée, c'est-à-dire qui faisaient de la défense des intérêts des classes privilégiées un principe universel.

Cela ne s'accomplit pas seulement par une révolution technique mais il fallut une vaste et profonde révolution politique et sociale qui s'accomplit sur plusieurs siècles et connut son apogée dans la révolution française de 1789 à 1793 dont l'onde de choc secoua toute l'Europe et au-delà. Ses effets perdurèrent tout au long du XIX^{ème} siècle, 1830, 1848, période de bouleversement et d'effervescence dans tous les domaines de l'activité humaine, bouleversements sociaux, politiques, intellectuels dont sont nées les idées formulées par Marx et Engels.

« *L'idée fondamentale et directrice du Manifeste, à savoir que la production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque; que par suite (depuis la dissolution de la propriété commune du sol des temps primitifs), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social ; mais que cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'ex-*

ploitation, de l'oppression et des luttes de classes ; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx » écrivait Engels en 1883 à propos du *Manifeste du Parti communiste*. Leur deuxième grande découverte est celle de l'origine de la plus-value, la mise à nu du rapport d'exploitation.

Le développement de la lutte de classes au long du XIX^{ème} siècle déboucha sur la Commune de Paris de 1871. Pour la première fois de son histoire, le prolétariat conquit le pouvoir, l'exerça durant 72 jours, réalisant dans les actes la forme de sa dictature démocratique, l'Etat-Commune, ébauche des soviets.

1871 est une date charnière. La révolution bourgeoise a épuisé ses forces, les classes dominantes craignent trop la classe nouvelle, leurs « *fossoyeurs* », et composent avec les vieilles classes aristocratiques ou des grands propriétaires féodaux par ailleurs incapables de s'opposer à l'expansion capitaliste. Dorénavant, il appartiendra au prolétariat de débarrasser la société de ces vieilles classes parasites tout en remettant en cause le capital.

La répétition générale de cette future révolution se déroule en Russie en 1905.

De la deuxième révolution industrielle à… la vague révolutionnaire de 1917

Cette nouvelle révolution fut en gestation tout au long de la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}, période à travers laquelle le capitalisme évolua pour passer à son stade impérialiste.

La révolution industrielle avait accéléré les progrès techniques, une mondialisation toujours plus grande, c'est-à-dire une division mondiale du travail sans cesse plus élaborée et avec un réseau toujours plus dense de flux et d'échanges qui rattachaient chaque partie de l'économie mondiale à la domination des grandes puissances dominées par l'Angleterre.

Ce développement de l'industrie sans précédent ne trouvait pas un marché à sa mesure.

En Allemagne, comme aux États-Unis, l'industrie lourde marqua un recul après la forte progression des chemins de fer de la période précédente. Le capital cherchant à maintenir son taux de profit se lança alors dans la spéculation effrénée… jusqu'au krach de 1873 entraînant l'effondrement boursier en Allemagne, ainsi que faillites de banques et de sociétés de chemin de fer. L'Angleterre, qui était jusqu'alors « l'atelier du monde », fut entraînée dans la tourmente faute de débouchés pour ses marchandises, du fait de la concurrence de la France et de l'Allemagne.

Ce fut le début de la « grande dépression », qui dura pendant plus de 20 ans.

Le marasme économique mettait la question sociale au premier rang des problèmes politiques. Les masses se faisaient menaçantes. Il fallait réagir, trouver une issue. Cette issue, ce fut l'impérialisme.

Durant ces 20 ans, la crise fut un moyen de concentration formidable de l'industrie comme de la banque. Les trusts se constituèrent, les banques suivirent le même chemin.

Les banques fusionnèrent avec le capital industriel, et purent investir massivement dans la production pour faire tourner à plein régime la machine à profit. Ce fut la naissance du capital financier, qui allait s'emparer des découvertes technologiques pour développer les secteurs industriels et augmenter le taux de profit.

Ces nouvelles industries se développèrent avec une productivité accrue, en appliquant par exemple les méthodes de l'organisation scientifique du travail de Taylor qui consistaient à décomposer le travail en tâches élémentaires.

Ce fut la deuxième révolution industrielle.

L'exploitation du pétrole et la mise au point du moteur à explosion, l'utilisation de l'électricité comme source d'énergie dans l'industrie avec l'invention du moteur électrique, la révolution dans la sidérurgie avec l'acier, la naissance de l'industrie chimique, l'extension du chemin de fer dans le monde entier, la construction du métro dans les grandes villes, l'automobile, puis l'avion, bouleversèrent la société.

L'oligarchie financière concentra entre ses mains des masses de capitaux qui s'investissaient autant dans les projets industriels que dans les prêts aux États. L'exportation des capitaux vers les colonies ou d'autres pays devint une activité particulièrement lucrative.

Les trusts, étouffant dans le cadre d'un marché national trop étroit, entrèrent dans une concurrence internationale acharnée pour trouver de nouveaux marchés, pour piller les matières premières à travers toute la planète et aussi pour trouver de nouveaux débouchés pour exporter leurs capitaux.

Les États se lancèrent dans la conquête coloniale. En une dizaine d'années, le monde se trouva partagé entre les grandes puissances, principalement la France et l'Angleterre, qui se taillèrent d'énormes empires en Afrique et en Asie, constituant des territoires protégés par des barrières douanières, véritables chasses gardées pour les trusts nationaux.

La Première guerre mondiale fut l'aboutissement de cette folle débauche impérialiste.

La contradiction entre le développement des forces productives, la socialisation et l'internationalisation de la production, et les rapports de propriété explosait dans une conflagration inouïe détruisant d'immenses richesses, des millions de vies humaines.

De cette terrible conflagration surgit la vague révolutionnaire dont la révolution d'Octobre fut le point culminant.

Lénine écrivait en 1920 : « *l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat. Cela s'est confirmé depuis 1917, à l'échelle mondiale* ». A travers ce que l'on a appelé la première mondialisation, les conditions matérielles et aussi sociales et politiques d'une nouvelle révolution avaient mûri. Malheureusement, les forces révolutionnaires n'étaient pas assez puissantes pour poursuivre jusqu'au bout le travail engagé par la révolution russe, liquider les vieilles classes qui réussirent à reprendre la

main sur la marche de l'économie mondialisée, vers... une nouvelle crise et une nouvelle guerre.

Malgré la contre-révolution stalinienne, la révolution poursuit son œuvre...

La première guerre mondiale n'avait rien réglé, bien au contraire. Après le reflux de la vague révolutionnaire, toutes les tensions sociales et les rivalités inter-impérialistes furent exacerbées. La jeune nation-continent américaine, dans l'euphorie de l'issue de la Première guerre mondiale qui avait affaibli ses rivales européennes et dopé son économie, se lançait dans une folle et fébrile poussée de libéralisme qui, en quelques courtes années, se brisa sur les frontières que les vieilles nations coloniales avaient hérissées pour protéger leur territoire économique.

L'ivresse spéculative de la jeune bourgeoisie qui voyait le monde s'ouvrir à elle, la mit KO. Elle entraîna les autres nations dans une crise mondiale sans précédent. Il n'y eut pas d'autres issues pour les classes dominantes qu'une nouvelle guerre.

Le prolétariat désarmé par la contre-révolution stalinienne après la faillite de la social-démocratie et brisé par le fascisme ne put empêcher cette marche à l'abîme.

Au lendemain de cette folie guerrière, les USA imposèrent leur leadership au monde entier.

Les peuples coloniaux, que les grandes puissances avaient entraînés dans leur guerre, redressèrent la tête pour trouver le chemin de leur émancipation nationale contre des bourgeoisies et des États déconsidérés en bénéficiant de l'existence de l'URSS. La bureaucratie, tout en défendant ses propres intérêts, représentait un encouragement et une aide aux luttes de libération nationale.

Si le prolétariat désarmé par le stalinisme ne put prendre la tête de cette nouvelle vague révolutionnaire celle-ci allait cependant bouleverser la face du monde alors que les USA s'imposaient comme première grande puissance sur laquelle reposait le nouvel ordre mondial. La fin des empires coloniaux ouvrit la porte à la libre concurrence globalisée.

Cette période de reconstruction économique et de guerres coloniales, improprement appelée « *Les trente glorieuses* », accoucha d'une nouvelle crise à la fin des années soixante.

Dès la fin des années 70, sous la houlette des États-Unis et de leur alliée la Grande Bretagne, s'ouvre une nouvelle phase, celle de l'offensive libérale. Commence la deuxième mondialisation en réponse à la baisse du taux de profit qui voit le capitalisme s'imposer comme mode de production international atteignant les limites de la planète.

La fin de l'URSS, l'effondrement de la bureaucratie sous le poids de ses propres contradictions, accéléra le processus.

L'euphorie libérale et impérialiste l'emporte durant les années Bush, le capitalisme triomphe à l'échelle de la planète mais le mythe de « la fin de l'histoire » ne résistera pas longtemps à la réalité du nouvel ordre mondial.

La deuxième mondialisation, une nouvelle révolution industrielle

« *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux* » écrivaient Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*. Sous le fouet de la concurrence qui les oppose, les capitalistes sont entraînés dans une course en avant incontrôlée pour conquérir de nouveaux marchés, baisser les coûts… Obligés d'investir, ils cherchent à compenser ces dépenses en renforçant l'exploitation. Les progrès de productivité sont accompagnés d'une stagnation de la consommation, voire d'un recul, d'où les crises, la marche anarchique et cyclique du capitalisme.

Cette marche cyclique n'est pas une simple reproduction, chaque crise et les réponses qui lui sont apportées bouleversent et transforment les rapports de production. Le capitalisme conquiert de nouveaux marchés, développe les rapports d'exploitation, le salariat, étend son mode de production à la planète entière jusqu'à ce que rien ne lui échappe, que chaque parcelle de travail humain participe à ses profits. Il se heurte alors à ses limites, la propriété privée devient un carcan insupportable face au développement des techniques, à la révolution numérique.

Il cherche désespérément des remèdes, liquide toutes les barrières qui s'opposent à la libre circulation des capitaux et des marchandises, crée un vaste marché financier unifié. Cela a entraîné un développement de la sphère financière sans précédent dans l'histoire.

Mais cette sphère financière n'est pas suspendue en l'air, elle ne parasite pas l'économie capitaliste comme un corps étranger, elle est née de la logique même de l'économie de marché, elle prend ses racines dans la base même de l'économie capitaliste, dans l'exploitation du travail humain.

La généralisation de l'économie de marché à l'ensemble du globe, la mondialisation libérale et impérialiste, sape la base même de la domination des classes capitalistes.

Tournant dans la mondialisation, la révolution en permanence...

La folle fuite en avant de l'économie d'endettement généralisé et de spéculation a débouché sur la grande crise de 2007-2008. La suraccumulation de capitaux qui ne trouvaient plus de quoi satisfaire leurs appétits insatiables, a entraîné à travers la ruine de millions de petits propriétaires une dépréciation globale de ces capitaux, ruines, faillites, crise financière mondialisée... Le système a tremblé jusque dans ses fondations. Les États ont investi des milliards pour colmater les brèches, éviter l'effondrement du château de cartes en faisant payer les populations par les politiques d'austérité et en relançant la machine à profits par une offensive, elle aussi mondialisée, contre les travailleurs et les peuples.

Ce faisant ils préparent le prochain épisode aigu de la crise chronique du capitalisme libéral et impérialiste.

« *Si rien ne change, nous allons revivre la crise de 2008* » disait le FMI en octobre 2017 dans son « *rapport sur la stabilité financière* ». Pas 2008 mais pire encore, à un niveau supérieur.

Et la seule chose qui puisse changer quoi que ce soit est l'intervention des travailleurs pour contester radicalement la politique de l'oligarchie financière et des États en exigeant que les richesses qu'ils produisent soient réparties et investies pour répondre aux besoins de la population contre les intérêts d'une minorité de parasites en remettant en cause leur pouvoir pour postuler à diriger la société.

Reprenons une partie de la citation de Marx faite plus haut : « *Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société* ». Force est de constater que jusqu'alors, le capitalisme pouvait encore développer les forces productives, même si le prix à payer par l'humanité a été exorbitant. Les échecs du passé, l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée la révolution d'aller jusqu'au bout de son œuvre renvoient pour l'essentiel à la faiblesse des conditions objectives, au conservatisme des rapports d'exploitation.

Il est probable qu'aujourd'hui le capitalisme ait atteint ses limites historiques, en tout cas, il est certain que les conditions matérielles pour sa transformation révolutionnaire sont infiniment plus développées qu'il y a un siècle.

La révolution fait son œuvre à bas bruit, elle n'est pas un mythe ou une mystique, celui ou celle du grand soir, elle est un processus à l'œuvre au cœur de l'activité sociale, des évolutions des rapports entre les classes dans leur diversité, leur complexité. Elle est le produit du travail quotidien de millions de femmes et d'hommes pour produire leurs moyens d'existence, pour améliorer leur vie, s'approprier les moyens matériels mais aussi les moyens intellectuels, moraux de vivre mieux. Elle est la confrontation permanente entre ces besoins humains du plus grand nombre, éveillés et renforcés par les progrès, et la volonté des classes dominantes de défendre leurs privilèges archaïques, une volonté de pouvoir sans limite, une folie qui menace la planète et met en péril l'Humanité.

« *Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal d'après lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes* » écrivaient Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*.

Lutter pour être acteur de ce mouvement, c'est d'abord et avant tout en prendre conscience, partager cette conscience, la démultiplier en l'enrichissant des expériences des autres par l'échange, la confrontation, la culture, c'est se dégager des préjugés, de l'emprise morale des classes dominantes, de leurs idéologues, prêtres ou imam. C'est développer une pensée démocratique et révolutionnaire, voir dans les luttes et résistances quotidiennes le matériel inflammable, l'énergie des transformations révolutionnaires.

« *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté.* [...] *C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours en pensée dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que lorsqu'il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière.* […] *La révolution sociale du XIX° siècle ne peut pas tirer sa poésie du passé, mais seulement de l'avenir. Elle ne peut pas commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution du XIX° siècle doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase* ».

Ces mots de Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* résonnent avec particulièrement de force aujourd'hui.

De quoi la crise est-elle le nom ?

Daniel Minvielle

Le mot « *crise* » revient comme une litanie, parfois pour nous annoncer qu'« *elle serait finie* », que la « *reprise serait de retour* », parfois sous forme d'un nouveau craquement, Bourses qui paniquent, taux d'intérêt qui remontent au risque de déclencher un nouvel effondrement… Ainsi, la crise serait un mal mystérieux, imprévisible, une fatalité contre laquelle il n'y aurait aucun remède, tout au plus des expédients.

Pourtant, ce mot recouvre à l'évidence une réalité patente, la faillite des classes capitalistes, de l'oligarchie financière, de la propriété privée des moyens de production et d'échange sur laquelle repose le droit que s'octroie une minorité de parasites de s'approprier les richesses produites par la classe des producteurs.

Cette réalité est masquée par un écran de fumée, la propagande des classes capitalistes pour convaincre les classes exploitées que l'économie de marché est le seul système moderne et efficace, qu'il n'y en a pas d'autre possible.

Mais alors pourquoi les crises, pourquoi cette crise permanente dans laquelle est entrée la société à l'échelle mondiale ? Et comment peut-on considérer comme moderne une société dans laquelle l'écart entre les possibilités matérielles et techniques dont dispose l'humanité et le dénuement terrible qui en frappe la majeure partie n'a jamais été aussi flagrant ?

C'est bien de son organisation sociale que l'humanité est malade, du système capitaliste. La critique qu'en a faite Marx au siècle dernier est plus que jamais d'actualité, le triomphe de l'économie de marché est une catastrophe pour l'humanité.

La mondialisation, l'aggravation de toutes les contradictions explosives du capitalisme

L'exacerbation de la concurrence née de la récession se transforme en guerre économique, accentue la montée des militarismes et l'extension des conflits militaires, poussant des dizaines de milliers de réfugiés à l'exode. Les capitaux à la recherche de profits faciles se précipitent plus que jamais dans la spéculation et l'économie de la dette, préparant un nouvel effondrement financier généralisé. L'exploitation débridée des ressources terrestres par une économie dont la seule préoccupation est la rentabilité immédiate menace l'humanité d'une catastrophe environnementale. La guerre de classe que mènent, à l'échelle de la planète, une poignée d'oligarques financiers et les gouvernements aux ordres se poursuit de plus belle. Elle se traduit par une aggravation sans précédent des inégalités sociales et accentue, dans le même temps, la récession chronique qui frappe l'économie mondiale.

La mondialisation, c'est quarante années d'une guerre de classe acharnée contre les travailleurs et les peuples à travers laquelle les vieux impérialismes (USA, Japon, Allemagne, Grande Bretagne, France) ont tenté de restaurer leurs taux de profits dont l'effondrement s'était traduit par la crise mondiale des années 1970. Cette guerre de classe sans répit a certes permis aux profits et aux dividendes que se partagent les « *1%* » d'exploser, mais elle a aussi conduit le capitalisme à une impasse.

La mondialisation de l'exploitation salariée

La mondialisation n'est pas une perversion du capitalisme ni le résultat de la mise en œuvre délibérée d'un modèle néolibéral concocté par certains idéologues de la bourgeoisie. Elle s'inscrit dans la logique même de l'évolution de la société capitaliste, soumise à ses propres contradictions et à la lutte des classes.

En se mondialisant, le capitalisme a poursuivi un processus qui caractérise l'économie de marché depuis ses origines, sous sa forme marchande et dans son berceau féodal. « *La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même* » écrivait Marx. « *Poussée par le besoin de débouchés de plus en plus larges pour ses produits, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, mettre tout en exploitation, établir partout des relations* ». (*Manifeste du Parti communiste*)

Les transformations des quarante dernières années s'intègrent dans ce processus. La mondialisation est la généralisation à l'échelle mondiale du rapport de classe qui définit le capitalisme, le salariat.

La propagande patronale voudrait faire croire que le salariat est un libre contrat entre salariés et patrons. C'est masquer qu'il est un rapport social de domination et d'exploitation qui permet aux capitalistes de s'approprier légalement le produit du travail de l'ouvrier dont ils ont acheté la force de travail en échange d'un salaire. Ce salaire est inférieur à la valeur créée par ce travail, la valeur ajoutée, que s'approprie le capitaliste. Et c'est le vol légal de la plus-value, différence entre la valeur ajoutée et le salaire, qui est la source des profits dont se nourrit le capitalisme. Ce rapport social est le moteur du système capitaliste, sa raison d'être. Aucun salarié, aucun être humain aujourd'hui n'y échappe.

La guerre permanente que livrent les capitalistes à la classe ouvrière pour la diminution du coût du travail, autrement dit l'augmentation de la plus-value, est la meilleure démonstration de la validité de cette idée fondamentale de Marx, la théorie de la valeur.

Mais toute la propagande des classes dominantes, étayée par une armée d'économistes aux ordres, vise au contraire à la masquer, à ressasser sous des formes diverses ce mensonge historique qui voudrait faire croire que le capital a créé… ce qu'il a volé.

Qui crée la valeur ? Le capital ou le travail ?

Marx a donné une réponse à cette question avec la loi de la valeur-travail qui est la base, avec la théorie de la plus-value, de la critique marxiste de l'économie capitaliste. Il distingue la valeur d'usage d'une marchandise, son utilité pour le consommateur, et sa valeur d'échange, ou valeur, qui s'exprime par le prix. Ce qui fait la valeur d'une marchandise, c'est la quantité de travail accumulé dans sa production. A chaque étape de la production, le travail vivant des salariés apporte une valeur ajoutée aux matériaux, énergies, etc., qui entrent dans la fabrication. Leur valeur est elle-même définie par la quantité de travail qui a été nécessaire à leur production. Marx l'appelle « *travail mort* ». Ainsi, la valeur de toute marchandise est égale à la somme du travail mort et du travail vivant (la valeur ajoutée) mis en œuvre au cours de sa production.

La mystification selon laquelle le capital serait à la source de toute nouvelle valeur est ainsi démasquée. Le patron ne paie pas à l'ouvrier la valeur de son travail, qui correspond à la valeur ajoutée, mais celle de sa force de travail, la valeur de ce qui est nécessaire à l'entretenir et la reproduire. L'accumulation des richesses dont disposent les classes dominantes sous forme d'argent, de produits de luxe, d'actions, de titres de dette, etc., n'est que le produit de l'accumulation de plus-value extorquée au fil du temps à d'innombrables générations d'exploités.

« *Le capital*, écrivait Marx, *est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage.* » (*Le Capital*)

Les fondements de la guerre de classe entre patrons et salariés sont là, dans la lutte pour le partage de la valeur ajoutée entre salaires et plus-value. Salariés et capitalistes ne sont pas partenaires dans la production de richesses destinées à satisfaire un prétendu intérêt général, ils ont des intérêts diamétralement opposés. Le rapport social qui les lie est un rapport d'exploitation. Il divise la société en deux classes fondamentalement irréconciliables : la classe des bourgeois, de ceux qui possèdent les moyens de production, la possibilité légale de s'accaparer la plus value ; la classe des prolétaires, ceux qui n'ont pas d'autre solution, pour gagner de quoi vivre, que de vendre leur force de travail.

Les multinationales ont mis le monde en coupe réglée

La mondialisation libérale et impérialiste a débuté au début des années 1980 alors que l'économie mondiale, contrôlée par quelques puissances, Grande Bretagne, Allemagne, France, Japon, sous l'égide des USA, était plongée dans une crise profonde, l'effondrement des taux de profit. La réponse des bourgeoisies a consisté tout d'abord en une offensive massive contre leurs classes ouvrières pour reprendre toutes les concessions qu'elles avaient été contraintes de leur faire. Reagan aux USA, Thatcher en Grande Bretagne lançaient dès 1980 une attaque extrêmement brutale. Mitterrand et l'Union de la gauche allaient le faire plus en douceur à partir de 1981. Forts des illusions que leur arrivée au pouvoir avait suscitées dans la classe ouvrière, de la complicité des confédérations syndicales et de la pression d'un chômage de masse qui s'installait, ils ont permis en six ans de faire passer la part des profits dans la valeur ajoutée de 25 % à 35 %, tandis que la part des salaires diminuait d'autant, passant de 75 % à 65 %.

Le chômage de masse, l'existence de cette « *armée de réserve du capital* » comme l'appelait Marx, a instauré un rapport de force extrêmement favorable à la bourgeoisie. Un des arguments également de sa propagande : c'est au nom de l'emploi que les gouvernements n'ont cessé de justifier cyniquement leurs offensives contre les salaires, les droits des travailleurs et de redistribuer des milliards et des milliards au patronat.

En même temps qu'elles passaient à l'offensive contre leur propre classe ouvrière, les grandes firmes impérialistes entamaient le processus à travers lequel elles allaient, en quelques années, étendre l'exploitation salariale à l'ensemble de l'économie mondiale, imposant la libéralisation des règles du commerce international qui supprimait les obstacles à la circulation des capitaux et, dans une moindre mesure, des marchandises.

En implantant des filiales de production dans certains pays du tiers monde, les grandes firmes impérialistes se sont transformées en multinationales. Elles ajoutaient l'exploitation d'une main d'œuvre très bon marché, inorganisée, sans la moindre protection sociale, au pillage des richesses (pétrole, uranium, minerais en tout genre, etc.) des pays pauvres, qu'elles poursuivaient de plus belle. Quelques grandes multinationales de la chimie et de l'agro alimentaire étendaient leur mainmise sur des pays entiers, les transformant en immenses plantations, détruisant ce qui restait de l'agriculture de subsistance qui permettait aux populations locales de survivre tant bien que mal.

Produire bon marché des marchandises pour l'essentiel destinées à être vendues sur les marchés des pays riches a permis à ces trusts de dégager de juteux surprofits. Lesquels attiraient de nouveaux capitaux, générant un emballement des investissements directs à l'étranger (IDE), et dans leur sillage, la constitution de grandes multinationales bancaires.

S'appuyant sur le développement des nouvelles technologies, informatique, réseaux de communication, le processus a profondément changé l'économie mondiale. De nouveaux flux commerciaux internationaux se sont mis en place.

De nouvelles puissances économiques ont émergé, les BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-South Africa). La Chine, principale destinataire des IDE industriels, est ainsi devenue l'usine du monde, suivie dans une moindre proportion par l'Inde. En quelques années, la Chine est sortie d'un état économique quasi féodal, basé pour l'essentiel sur une agriculture très arriérée. Des millions de jeunes paysans pauvres ont quitté leurs campagnes pour se transformer en prolétaires dans les usines qui poussaient comme des champignons, transformant des villes comme Shanghai en mégalopoles industrielles et financières.

L'économie mondiale est actuellement dominée par une poignée de firmes qui exercent une véritable dictature sur l'ensemble de la production, dans tous les secteurs économiques : financier, industriels, miniers, agro-alimentaires, distribution, pharmacie, services… Parmi les 500 plus importantes, un tiers sont des entreprises financières, banques et assurances, suivies par les industries pétrolières et les télécommunications.

Les multinationales contrôlent la recherche et les nouvelles technologies. Elles imposent leur loi à des milliers de petites entreprises sous-traitantes, de travailleurs indépendants, comme à leurs salariés directs. De leurs choix

économiques dépendent les prix des matières premières, la production de pays entiers et donc la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes à travers le monde. Leur puissance économique leur permet de réaliser des profits colossaux en imposant leurs prix aux petits producteurs comme aux consommateurs, en imposant leurs lois aux États.

La concurrence mondialisée

La mondialisation capitaliste, c'est la mondialisation de l'exploitation salariée et du marché, c'est-à-dire de la concurrence.

Avec le développement des pays émergents, en particulier de la Chine, dans un monde ouvert à la circulation des marchandises et des capitaux, la classe ouvrière des pays riches a été mise en concurrence directe avec celle des pays pauvres. Elle a été ainsi maintenue sous la menace permanente du chômage, des délocalisations, subissant attaques sur attaques pour baisser les salaires, directs comme indirects, retraites, santé, code du travail… S'y ajoutaient la privatisation systématique des services publics, ouverture au capital à la recherche de la moindre bribe de travail à exploiter, au détriment des services rendus aux populations.

Le fait que certains trusts chinois fassent actuellement jeu égal dans certains secteurs avec les multinationales des pays impérialistes donne la mesure des bouleversements profonds apportés par la mondialisation. La Chine a su profiter de l'afflux massif d'IDE venus d'Europe et des Etats-Unis pour développer ses propres trusts, capables de concurrencer les firmes américaines, européennes ou japonaises, y compris dans des secteurs de pointe.

Cette concurrence a été exacerbée par l'état de quasi stagnation dans lequel s'est trouvée plongée l'économie mondiale depuis 2007. Les multinationales chinoises étendent leur exploitation en Afrique, en Amérique latine, dans l'exploitation des matières premières, dans la construction de filiales de production à travers lesquelles elles vont à leur tour exploiter une main d'œuvre à bas coût. Inversant les flux, des capitaux chinois s'investissent actuellement dans des entreprises européennes ou américaines…

Les rapports de force économiques internationaux sont bouleversés, raison pour laquelle l'apologie du libre échange a laissé place aux discours protectionnistes de Trump, à « *L'Amérique d'abord !* ». Dans l'économie de marché, le libre échange, c'est la capacité donnée à l'économie la plus avancée de gagner des parts de marché, d'imposer sa loi à la concurrence. Mais la bourgeoisie américaine, qui avait pu bénéficier du statut incontesté de première puissance mondiale depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, voit son hégémonie contestée et tente de se protéger de la concurrence. Le protectionnisme à la Trump ne vise pas à replier l'économie américaine sur une quelconque autarcie. Elle est une déclaration de guerre à tout ce qui vient aujourd'hui remettre en cause les équilibres du passé, Chine en tête.

La concentration des richesses provoque inégalités et paupérisation croissantes

Dans les anciennes puissances capitalistes, la dégradation des conditions d'existence a touché non seulement la classe ouvrière, mais également des couches toujours plus larges de la petite bourgeoisie, artisans, commerçants ou paysans. La paysannerie est poussée à la ruine. En France, il y avait 4 millions de paysans en 1963. Ils n'étaient plus que 900 000 en 2016, 9,6 % de la population active. La disparition des petites exploitations s'accompagne de la création de grandes fermes, usines spécialisées dans une production particulière. Les jeunes issus des campagnes sont prolétarisés, contraints à chercher un travail salarié.

La régression sociale a brutalement frappé la couche supérieure de la classe ouvrière dont la promotion sociale avait assuré une certaine stabilité à la domination de la bourgeoisie. Il n'y a plus d'avenir pour les générations nouvelles de cette couche sociale condamnée à revenir au mieux à la condition ouvrière, sinon au chômage ou aux petits boulots surexploités qui prolifèrent sous le nom d'auto-entreprenariat ou d'ubérisation.

Dans les pays les plus pauvres, en Afrique en particulier, les économies de subsistance ont été détruites par la mainmise des grands trusts de l'agro-alimentaire. Des populations entières, totalement démunies, condamnées aux pires conditions de survie, cherchent une issue dans l'émigration. Au prix de leur vie, ils tendent de franchir mers et frontières, pour devenir prolétaires, chair à profit sans papiers dans l'eldorado des grands centres de l'exploitation capitaliste.

Ce processus de « *paupérisation absolue* », comme le définissait Marx, est caractérisé par le dernier rapport de l'ONG Oxfam, selon lequel « *le nombre de milliardaires a connu l'année dernière* [2017] *sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours. Leur richesse a augmenté de 762 milliards de dollars en douze mois* […] *sept fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde. 82 % des richesses créées l'année dernière ont bénéficié aux 1% les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres* ».

La mondialisation libérale impérialiste a poussé à ses limites le processus d'accaparement des richesses tout en soumettant au rang de prolétaire, avec ou sans travail, l'immense majorité de la population mondiale mise brutalement en concurrence sur le marché international du travail.

Euphorie boursière et bulle spéculative, ou le parasitisme exacerbé du capital

Les multinationales tirent de la mise en coupe réglée de la planète des masses de capitaux exorbitants. Ces capitaux, en croissance permanente, ont besoin de terrains d'investissement capables de les absorber et de les faire fructifier avec des taux de profit équivalents. Mais, malgré l'emballement de la production dans les pays émer-

gents au cours des années 2000, la croissance mondiale de la production de biens et de service est restée bien inférieure à la croissance des capitaux disponibles, qui se sont précipités dans toute sorte d'opérations spéculatives.

Les moyens modernes de communication font qu'il suffit aujourd'hui d'un quart de seconde pour transmettre un ordre de bourse à l'autre bout de la planète. Les banques emploient des armées de traders dont la fonction consiste à acheter des titres puis à les vendre, le plus rapidement possible, en en tirant un bénéfice. A ce jeu, dans le Trading haute fréquence, des ordinateurs remplacent les traders…

Le boursicotage se nourrit de l'espoir que la valeur des titres ne va cesser de grimper : ce que j'achète, je pourrai le revendre plus cher… Et de fait, la magie semble opérer, les valeurs oscillent à la hausse et à la baisse, mais leur moyenne ne cesse de monter. L'afflux d'acheteurs attirés par des valeurs en hausse… fait monter ces valeurs, ce qui attire de nouveaux acheteurs, etc. Cette euphorie boursière se traduit par la création d'une masse de capitaux fictifs, ne venant d'aucun travail productif, et qui s'accumule dans des bulles spéculatives, sous forme de capitalisation boursière, produit du nombre de titres en circulation par la valeur à laquelle ils s'échangent à un moment donné sur le marché financier correspondant.

La vitesse à laquelle peuvent se gonfler ces bulles est considérable. Entre 2015 et 2016, la capitalisation boursière de Google a gonflé de 143 milliards de dollars, suivi d'Amazon, 104, de Microsoft, 103… De telles augmentations n'ont absolument rien de commun avec la croissance réelle de ces sociétés. La capitalisation boursière est totalement déconnectée de la valeur économique des sociétés qu'elle est censée représenter. Jusqu'à ce que la bulle explose, que l'euphorie face place à la panique…

Le capital financier, foncièrement parasitaire, est aveugle, dévastateur. Il n'est porteur d'aucun développement réel, car il soumet toute la production des richesses indispensables à la vie des hommes à son seul but, la recherche du profit le plus immédiat. Aujourd'hui, à peine un peu plus de 1 % des transactions financières mondiales correspond à un échange réel de biens et de services. Cela donne la mesure du niveau de parasitisme atteint par le capital.

L'économie de l'endettement pour nourrir la finance

Le crédit est indispensable au fonctionnement de la société capitaliste : pour qu'une production puisse exister, il faut avancer l'argent nécessaire à la mettre en œuvre avant de récupérer la mise par la vente. Son mécanisme est, en même temps, une véritable pompe à richesse par laquelle les sommets de la finance accaparent une partie des richesses produites par le travail. C'est le cas avec les crédits aux ménages, où les intérêts qui reviennent aux banques sont prélevés sur les revenus du travail, les salaires ; avec le crédit aux entreprises où les intérêts payés par le patron de l'usine viennent du profit qu'il a réalisé sur le dos des salariés ; et de la dette publique, où les intérêts payés par les États sont issus des impôts, payés pour une bonne part par les travailleurs.

Avec la montée de la financiarisation de l'économie, au cours des années 2000, l'économie de la dette a atteint des proportions considérables. Elle est devenue un des terrains de prédilection de la spéculation financière. Non contentes d'attendre les intérêts de leurs prêts, les banques en tirent une multitude de produits dérivés, paniers de titres divers, assurances contre les risques, etc., qui entrent à leur tour dans la valse de la spéculation, faisant fleurir de nouvelles bulles spéculatives.

Le déclenchement de la crise de 2007 est due à l'explosion d'une de ces bulles, dite des subprimes, un secteur du crédit immobilier s'adressant aux plus pauvres aux États-Unis. Mais cela n'a pas pour autant mis un frein à la course généralisée à l'endettement, bien au contraire, comme le montre le tableau ci-après :

Evolution du stock mondial de dette

(milliers de milliards de dollars)

	2004	2007	2014
Ménages	19	33	40
Entreprises	26	38	56
Etats	22	33	58
Finance	20	37	45
Total	87	142	199

(*Par ici la sortie* –Attac 01/2017)

La suraccumulation du capital financier à l'origine du déclenchement de la crise

Les dirigeants des institutions financières, les gouvernements, les grands financiers, sont tout à fait conscients de la menace que fait peser sur l'ensemble du système financier et de l'économie un tel stock de dette. Ils vivent dans la hantise d'une nouvelle explosion, qu'ils savent inéluctable. Mais s'ils se sont avérés impuissants à inverser la tendance, ça n'est pas parce qu'ils n'auraient rien appris de la crise de 2007. C'est que la logique même du système capitaliste, la nécessité où il est pour se survivre de trouver toujours plus de nouveaux terrains d'investissement, de plus-value à piller, le conduit inexorablement à poursuivre la même fuite en avant destructrice. Jusqu'au krach...

La crise de 2007 n'était qu'une étape d'une crise plus générale, qui se poursuit aujourd'hui, celle d'un système en faillite. Elle en était également un seuil : la fin de l'illusion que cette course à la dette dans laquelle chaque nouvel emprunt pouvait permettre de rembourser les précédents tout en s'enrichissant était devenu le fonctionnement normal de l'économie.

Avec le déclenchement de la crise, l'euphorie spéculative s'était transformée en panique, entraînant l'enchaînement en cascade d'une série d'effondrements bour-

siers, bancaires, économiques… Face au krach généralisé qui menaçait de tout emporter sur son passage, États et institutions financières internationales ont injecté dans le système financier une quantité astronomique de milliards afin de le sortir de l'effondrement dans lequel l'avait conduit sa propre avidité. La dette privée des banques s'est transformée en dette publique, déclenchant en Europe une nouvelle étape de la crise, prétexte, pour les États, à lancer une nouvelle offensive destinée à faire payer la facture aux classes opprimées.

Le seul régulateur du système, la crise

L'explosion de la bulle des subprimes et l'effondrement qui a suivi étaient un brutal rappel à l'ordre de la loi de la valeur-travail. Les capitaux qui ne peuvent plus réaliser les plus-values attendues ne valent plus rien. A travers les crises, le capitalisme subit les contradictions qui sont inhérentes à l'anarchie de son propre fonctionnement. Il se purge brutalement de ses capitaux fictifs, ajuste ses capacités de production à la demande solvable, par la faillite et la fermeture des entreprises les moins rentables, en jetant leurs travailleurs au chômage.

Malgré son caractère dévastateur et son coût économique et social dramatique pour les classes exploitées, la crise est considérée par la bourgeoisie comme un phénomène cyclique auquel on ne peut échapper. Après la crise, le capital purgé de ses contradictions est censé partir de plus belle, au bénéfice des capitalistes qui ont su tirer leur épingle du jeu, profiter de la chute des plus faibles pour se renforcer… Cette logique monstrueuse et cynique est, aujourd'hui, à bout de souffle.

Le capitalisme en crise permanente ou la faillite historique de la classe bourgeoise

Après dix ans de traitement de la crise, la stagnation économique est désormais généralisée, y compris pour les pays émergents que l'on nous présentait comme tirant l'économie mondiale.

Les reculs sociaux massifs imposés aux classes ouvrières des pays riches ont freiné la croissance de la demande solvable globale. En Chine, cette stagnation mondiale freine les exportations. Le retrait massif des investissements étrangers fuyant la baisse des profits due aux menaces de récession mais aussi au fait que la classe ouvrière chinoise a su imposer par ses luttes de substantielles hausses de salaire a été compensée par le recours massif à l'emprunt. En quelques années, la Chine est devenue un des pays les plus endettés du monde.

Comme on l'a vu, le niveau d'endettement global s'est accentué. Avec la récession économique, l'appauvrissement généralisé des populations et des travailleurs, bien de ces créances ne pourront être remboursées, réduisant à néant la valeur des titres détenus par les investisseurs financiers. La multitude de véhicules financiers par lesquels ils ont cru pouvoir démultiplier leur racket perdront toute valeur par la même occasion, transmettant l'effondrement à l'ensemble du système financier, pour en fin de compte se répercuter dans le domaine de la production des biens et des services, avec des conséquences sociales dramatiques.

Faux échec de l'économie planifiée, vraie faillite de l'économie de marché

Un peu plus d'un quart de siècle après la chute de l'URSS, l'économie de marché, que l'on nous présentait alors comme l'avenir naturel de l'Humanité, ne se survit qu'au prix d'une régression économique et sociale continue, nous conduisant inexorablement à la catastrophe.

Le fait que le capitalisme ait atteint ses frontières ne disqualifie pas seulement les politiques néolibérales mais aussi toutes les politiques qui prétendent pouvoir mettre fin à la crise sans remettre en cause ce qui en fait le fondement, des rapports sociaux basés sur le salariat, dans un monde régi par la propriété privée des moyens de production et d'échange, l'économie de marché.

Toutes les exigences sociales et démocratiques, les aspirations à la liberté et au bien-être, à l'égalité, sont foulées au pied par ce système, tous les acquis des luttes passées remis en cause.

Il y a 170 ans, Marx et Engels écrivaient dans le *Manifeste* : « *L'ouvrier moderne* […]*, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société* ».

Il n'y a pas d'autre issue que d'en finir avec la domination des classes capitalistes, en finir avec ses bases juridiques, la propriété privée des moyens de production et d'échange, avec l'économie de marché à travers laquelle se décide, dans le système capitaliste, ce qui sera produit ou pas, en fonction des profits escomptés et au mépris des besoins réels.

Suraccumulation de capital, la purge financière inévitable et nécessaire : Le krach financier ou l'expropriation ?

Daniel Minvielle

Alors qu'à l'automne 2017 le FMI annonçait une reprise de la croissance de l'économie mondiale, on pouvait lire dans *Les Echos* : « *Le monde commence à peine à se relever de la dernière crise financière que la question du prochain choc est déjà sur la table des économistes.* […] *avec la croissance exponentielle de la finance, l'internationalisation des banques... l'économie mondiale est devenue de plus en plus instable, augmentant au passage la fréquence et l'ampleur des crises. Malgré la régulation introduite après 2008, censée rendre le monde plus sûr, et bien que les différentes économies montrent des signes de croissance solide, ce serait un acte de foi énorme d'affirmer que les crises ne constitueront plus un évènement régulier du système financier en place depuis les années 1970* ».

Le problème des financiers, c'est qu'ils ne contrôlent pas plus les flambées spéculatives que les krachs. 2007 a montré que la purge d'un secteur relativement limité de l'économie peut avoir des répercutions beaucoup plus vastes et difficiles à contrôler. L'intervention massive des Etats avait alors réussi à sauver le système bancaire de la menace d'une faillite généralisée. Mais auraient-ils aujourd'hui les moyens d'une telle politique ? De nombreux spécialistes attachés aux grandes institutions financières en doutent, leur système semble avoir épuisé ses capacités de régulation. De l'aveu mêmes des classes dirigeantes, derrière la florissante santé des profits pourraient se profiler des heures plus difficiles.

2007, de l'étincelle des subprimes à la crise globale et à son traitement

La crise de 2007 s'est produite alors que la finance internationale venait de connaitre quelques années particulièrement exubérantes, portées par une croissance continue des marchés. La purge a été déclenchée par l'implosion, aux Etats-Unis, de la bulle spéculative des subprimes, crédits hypothécaires et à taux variables vendus à des familles pauvres pour acheter une maison.

En cas de défaut de l'emprunteur, la maison revenait au prêteur. Comme on était en plein boom immobilier et que le prix des maisons ne cessait de grimper, l'affaire s'avérait très juteuse pour les organismes de crédit qui pouvaient revendre la maison à un prix supérieur au capital avancé si l'emprunteur s'avérait incapable d'honorer ses échéances. D'où le succès : en 2006, les subprimes représentaient 23 % du total des crédits immobiliers aux USA. Les organismes de crédit subprimes se finançaient facilement auprès des banques, leur échangeant des titres de subprimes contre des capitaux frais. Les banques spéculaient sur cette dette, en démultipliant les produits dérivés qui se disséminaient dans l'ensemble du système financier mondial…

Jusqu'au moment où, à partir de 2006, le ralentissement économique des USA et la baisse du marché immobilier détraquaient la mécanique. Au plus fort de la crise, en 2007, près de trois millions de familles, incapables de payer les échéances, avaient été expulsées de leurs maisons. Leur prix s'était effondré, réduisant à néant, pour les détenteurs des titres de subprimes ayant perdu toute valeur, l'espoir de compenser leurs pertes par la vente des maisons saisies. Les subprimes étaient devenues toxiques. Les organismes financiers à l'origine de l'arnaque faisaient faillite, jetant des milliers de salariés au chômage.

Les institutions financières qui s'étaient précipitées sur l'aubaine étaient également touchées, d'autant que les subprimes n'étaient qu'une part relativement réduite d'une industrie de la dette qui avait accumulé quantité de titres à la solvabilité aussi douteuse que les subprimes. Les produits dérivés de la dette, sorte d'assurance contre l'insolvabilité des emprunteurs, avaient été inventés par l'industrie financière pour en répartir les risques. Rapidement devenus objets de spéculation, ils s'étaient disséminés dans l'ensemble du système financier international. L'assurance contre le risque s'était transformée en vecteur de contamination. La confiance entre banques s'effondrait. Une crise du crédit s'instaurait, entraînant l'économie dans la récession.

La panique s'emparait des marchés. En septembre 2008, la débâcle boursière touchait toutes les places mondiales. Les grandes banques se retrouvaient au bord de la faillite, telle Lehmann Brother, qui n'en réchappait pas. Les États volaient à leur secours, afin de compenser de toute urgence l'effondrement de la valeur des titres toxiques accumulés. En 2008, l'État US y consacrait 421 milliards de dollars, Sarkozy 320 milliards. Sur la période 2008-2011, les pays de l'Union européenne ont versé aux banques 1 616 milliards d'euros, 13 % du PIB européen.

Cet argent était emprunté sur des marchés où régnaient ces mêmes banques qu'il s'agissait de sauver des conséquences de leur cupidité… La dette privée des banques se transformait en dette publique.

La crise bancaire stoppée, la spéculation reprenait de plus belle. En 2008-2009, elle se portait massivement sur le pétrole et les matières premières minières et agricoles, affamant des populations entières, déclenchant des émeutes de la faim dans plusieurs pays pauvres. Elle s'attaquait aussi à la dette publique. En Europe, les

taux exigés par les marchés obligataires s'envolaient et conduisaient, fin 2009, à une crise qui touchait plus particulièrement le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, menacés de faillite. La troïka constituée du FMI, de la BCE et de la Commission européenne se lançait, main dans la main avec les Etats nationaux, dans une vaste offensive contre les populations, des politiques d'austérité qui ont atteint, en Grèce, une violence inouïe.

Les banques centrales volaient au secours des profits bancaires. Entre décembre 2011 et février 2012, la BCE a prêté aux banques privées plus de 1000 milliards d'euros à un taux de 1 % alors que ces mêmes banques exigeaient jusqu'à 7 % de taux d'intérêt pour prêter aux États. Les taux directeurs, auxquels les banques centrales prêtent de l'argent aux banques privées, ont été baissés jusqu'à devenir nuls, voire négatifs. Une vaste opération de rachat de titres d'État et de grandes entreprises a été lancée, sous le nom de Quantitative Easing. En Europe, à partir de mars 2015, la BCE a mis 60 milliards d'euros par mois à la disposition des banques. Les montants sont ensuite passés à 80 milliards avant de redescendre à 60, puis à 30 fin septembre 2017. A la fin de 2017, la BCE avait racheté pour 2 300 milliards d'obligations d'Etat et de grandes entreprises (Total, Danone, Volkswagen…) peu rentables, voire douteuses aux banques européennes.

L'aboutissement d'un demi-siècle de politiques au service des profits

La crise de 2007 est l'aboutissement d'un demi-siècle de politiques impérialistes qui, à la recherche permanente de profits, de marchés pour leurs marchandises, de terrains d'investissements pour leurs capitaux ont, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, étendu la domination du mode de production capitaliste à la planète entière.

L'impérialisme US, devenu maître du monde libre à qui il imposait sa gouvernance économique, politique et militaire, finançait à crédit la reconstruction européenne et encaissait les intérêts. Une croissance relativement importante en résultait, d'où le qualificatif de « *glorieuse* » donné à cette période par ceux qui en ont bénéficié, les classes dominantes. Elle s'est achevée sur une crise qui a touché l'ensemble des puissances impérialistes au cours de la décennie 1970-80. La croissance et les profits s'étaient effondrés, entraînant une forte augmentation du chômage. Dès le début des années 1980, les bourgeoisies impérialistes, à l'initiative de Reagan et de Thatcher bientôt suivis par Mitterrand et Kohl, allaient en tirer partie pour s'attaquer aux concessions sociales lâchées à la sortie de la guerre.

Le compromis social laissait place à l'offensive néolibérale, tandis que PS et PC poursuivaient leur collaboration de classe. Ce passage du compromis social au néolibéralisme n'est pas le résultat d'un choix idéologique, la mise en œuvre en quelque sorte arbitraire d'un nouveau modèle élaboré par des secteurs particulièrement réactionnaires et avides de la bourgeoisie. Ses causes sont dans la lutte des classes, dans la nécessité pour la bourgeoisie de restaurer les taux de profit, dans l'opportunité qui lui était donnée par le chômage de masse créé par la crise d'inverser le rapport de force en sa faveur. Les théories néolibérales n'en sont que l'habillage idéologique.

Les profits tirés de l'exploitation du travail repartaient à la hausse. Mais cette reprise des profits ne se traduisait pas pour autant par une reprise équivalente de la croissance économique. Les capitaux nouvellement créés devaient chercher ailleurs des terrains d'investissement. Les grandes firmes impérialistes se transformaient en multinationales. Profitant de la libéralisation des règles du commerce international qui supprimait les obstacles à la circulation des capitaux, elles investissaient massivement dans des filiales étrangères. L'exploitation d'une main d'œuvre très bon marché, inorganisée, sans protection sociale, s'ajoutait ainsi au pillage des richesses des pays pauvres, que les puissances impérialistes poursuivaient de plus belle. Ces investissements directs à l'étranger étaient d'autant plus rentables que les marchandises produites étaient pour une bonne part destinées à être vendues sur les marchés des pays riches, ce qui permettait de dégager de substantiels surprofits.

Mais tandis que les profits prospéraient, que la surchauffe s'installait, de nouvelles contradictions s'accumulaient. En 1997 éclatait la crise des tigres et dragons asiatiques (Corée du Sud, Thaïlande, Taïwan, Indonésie…). Premiers destinataires de l'afflux de capitaux venus du Japon et des autres pays industriels, ils avaient connu une croissance industrielle forte. Jusqu'au moment où, résultat de la surchauffe spéculative, le miracle asiatique s'enraya, provoquant leur effondrement économique et la fuite des capitaux étrangers vers d'autres cieux. Dont celui des nouvelles technologies qui devinrent le terrain d'investissements massifs et d'une spéculation intense jusqu'à l'explosion de la bulle, début 2001. Les profits s'effondrèrent, les réajustements jetèrent à la rue des centaines de milliers de travailleurs dans le monde entier.

Les capitaux se tournaient alors vers les immenses territoires, la masse inépuisable de main d'œuvre et les perspectives de marchés nouveaux que représentaient la Russie, la Chine et les autres pays émergents. Leur industrialisation, particulièrement de la Chine, tirait la croissance internationale, assurant des profits dont la source paraissait intarissable. Les capitaux s'accumulaient, alimentant une spéculation en croissance exponentielle sur l'ensemble de marchés financiers, dont celui de la dette qui prenait, avec le développement des produits dérivés, une ampleur sans précédent.

En 2007, l'écart était devenu énorme entre les bulles de capitaux qui s'étaient constituées au fil des années et la croissance réelle de l'économie mondiale qui, bien que tirée par les pays émergents, n'en restait pas moins freinée par les limitations des marchés solvables. La crise de 1997 s'était cantonnée à l'Asie et à la Russie ; celle des nouvelles technologies, bien que mondiale, était restée limitée à un seul secteur. En 2007, c'est l'ensemble de l'économie

mondiale qui était touchée. La globalisation de l'économie avait globalisé l'incurie des classes capitalistes.

La crise de 2007, une étape et un seuil

Les discours sur le retour de la croissance ne peuvent faire illusion. Dix années de politiques d'austérité pour les travailleurs et les peuples et de crédit illimité pour les banques n'ont pas mis fin aux contradictions qui plombent l'économie mondiale, bien au contraire.

La courte période au cours de laquelle les pays émergents, surtout la Chine, tiraient la croissance mondiale, semble avoir pris fin. Avec la crise, aux effets de laquelle s'ajoutent ceux des politiques d'austérité, le marché mondial s'est tassé. Le ralentissement de l'économie chinoise s'est répercuté sur les marchés des matières premières et du pétrole, qu'elle a entraînés à la baisse. Baisses qui ont à leur tour entraîné l'effondrement de l'économie de certains pays producteurs de matières premières et de pétrole.

Faute de perspectives de croissance pour les investissements industriels, les États volent de plus belle au secours des profits, poursuivant en l'aggravant la politique qu'ils n'ont en fait jamais cessé de mener depuis une quarantaine d'années.

Il s'agit d'une part d'augmenter le taux d'exploitation, la part extorquée par le capital dans la valeur ajoutée par le travail, en poursuivant la destruction de tout ce qui peut constituer une protection légale des travailleurs, en s'en prenant au salaire socialisé, retraites, protection sociale, santé, etc. D'autre part de détourner au profit des plus riches les richesses publiques, par le biais d'une fiscalité sur mesure, de la dette publique, de la liquidation des services publics, de la multiplication des cadeaux censés permettre aux entreprises, en retrouvant de la compétitivité, de gagner des parts de marché, de retrouver de la croissance et de créer au bout du compte des emplois…

Mais ce ne sont pas les capitaux qui manquent pour développer les usines et créer des emplois, ce sont les débouchés solvables pour les marchandises produites. Les capitaux sont plus que jamais surnuméraires, plus nombreux que jamais à se précipiter dans la spéculation boursière, l'économie de la dette.

L'indice *MSCI World* qui suit l'évolution de la capitalisation boursière de 2400 entreprises de 47 pays différents a augmenté en 2017 de 13,7 %, 4 fois plus que le PIB mondial ; les indices boursiers des USA ont augmenté de plus de 25 %, le CAC40 de 22,3 %... Cet écart entre la croissance de la capitalisation boursière et celle du PIB donne une idée de l'ampleur des bulles spéculatives qui se constituent sur les marchés des actions. Depuis 2009, la capitalisation boursière des 500 plus grosses entreprises US a augmenté de 270 %, celle de l'ensemble des entreprises cotées à Wall Street atteindrait actuellement 150 % du PIB américain.

Aux bulles spéculatives liées aux marchés des actions s'ajoutent celles des autres marchés financiers, en particulier celui de la dette et surtout de ses produits dérivés. Le niveau global de dettes, qui constitue selon les économistes un des facteurs principaux de risque, est passé de 142 000 milliards de dollars, 2,4 fois le PIB mondial en 2007, à 200 000 aujourd'hui, 2,6 fois le PIB mondial actuel estimé à 74 540 milliards. Le montant des produits dérivés de cette dette, pour une bonne part spéculatifs, s'élève à 556 000 milliards, 7,5 fois le PIB mondial, et les volumes échangés chaque semaine sont équivalents au PIB mondial annuel.

La purge de 2007 s'était déclenchée dans le secteur de la dette privée. Son niveau mondial était alors de 71 000 milliards de dollars (33 000 pour les ménages, 38 000 pour les entreprises). Il est aujourd'hui de 96 000 milliards (40 000 pour les ménages, 56 000 pour les entreprises). La dette des entreprises constituerait, pour certains économistes, la principale menace d'un effondrement financier imminent. Celle des entreprises chinoises, qui ont compensé la fuite massive des capitaux étrangers due au ralentissement économique par un recours tout aussi massif à l'emprunt est considérée comme une des principales causes probables de la prochaine crise financière.

La crainte de déclencher la crise explique les hésitations des banques centrales à mettre fin à la politique de financement des banques privées dont elles savent parfaitement qu'elle contribue à augmenter le risque. Plus les bulles gonflent, plus la menace est importante… mais les banques centrales continuent de nourrir la bête de peur qu'un geste trop brutal de ralentissement ne déclenche l'effondrement de tout le château de cartes…

« *Une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* »

Au cours de ces décennies de mondialisation libérale impérialiste, le capitalisme a profondément évolué, les rapports de force entre les classes et les États ont été bouleversés.

L'ouverture des frontières à la libre circulation des capitaux et des marchandises s'est d'abord réalisée au sein du monde dit libre suite aux révolutions coloniales qui ont mis fin aux chasses gardées des impérialismes anglais et français, puis s'est étendu à l'ensemble du monde après la chute de l'URSS. Cela a permis aux grandes firmes industrielles et bancaires impérialistes d'étendre leur emprise sur l'économie mondiale. A l'issue d'un vaste processus de concentration, une poignée d'oligarques financiers se partagent aujourd'hui la direction de quelques dizaines de multinationales.

Cet oligopole impose sa loi aux classes opprimées, mais aussi à toute une bourgeoisie secondaire, nationale, patrons d'entreprises qui n'ont pas d'autre choix, pour exister, que de se plier aux contraintes de donneurs d'ordres qui imposent les prix les plus bas en les mettant en concurrence les unes avec les autres, et de banquiers qui ne leur prêtent de l'argent qu'à condition d'en tirer des intérêts suffisants.

Il impose sa loi aux États, assujettis par le biais de la dette publique. Du fait de cet assujettissement, les intérêts

qu'ils défendent en priorité entrent en contradiction avec ceux des bourgeoisies nationales, qui voudraient pouvoir compter sur leur Etat national pour les protéger des diktats des grands groupes. C'est mission impossible, et un important facteur des crises politiques qui touchent les États, nourrissant le protectionnisme, le souverainisme, les politiques réactionnaires de repli sur soi.

Cet oligopole financier, composé des grands patrons des banques et des holdings financières qui gèrent les grandes multinationales, a certes réussi à concentrer tous les pouvoirs économiques et politiques entre ses mains. Il n'en est pour autant pas à l'abri des lois de la concurrence, exacerbée par le ralentissement économique. C'est pourquoi chacune de ses composantes cherche le soutien de son Etat face à ses partenaires. L'apparition de nouvelles puissances industrielles, comme la Chine qui est devenue en quelques années la première exportatrice de biens industriels, bouscule les rapports de force. L'hégémonie des États-Unis, bien que toujours première puissance mondiale, s'en trouve contestée. La gouvernance internationale que les États-Unis ont pu exercer pendant des dizaines d'années en se cachant derrière des organismes internationaux comme l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale et autres OCDE, est devenue inopérante.

Ce nouveau stade de développement, libéral et impérialiste, combine les caractéristiques des vieux rapports impérialistes (concentration sans précédent des entreprises, domination du capital financier concentré entre quelques puissantes holdings financières sur l'ensemble de l'économie…) avec les nouveaux rapports géopolitiques du libéralisme mondialisé, un monde débarrassé des blocs impérialistes hérités de la fin du XIX^{ème} siècle, des obstacles qu'ils opposaient aux échanges internationaux, des rapports coloniaux sur lesquels ils reposaient.

Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine expliquait comment le développement impérialiste était lié à la nature même du capitalisme. « *L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Mais le capitalisme n'est devenu l'impérialisme capitaliste qu'à un degré défini, très élevé, de son développement, quand certaines des caractéristiques fondamentales du capitalisme ont commencé à se transformer en leurs contraires, quand se sont formés et pleinement révélés les traits d'une époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ».

La première mondialisation, impérialiste, avait fait passer le capitalisme industriel libéral des débuts à une économie infiniment plus concentrée, trusts et monopoles de moins en moins nombreux et de plus en plus puissants, sièges d'une progression considérable de l'organisation et de la division du travail, facteurs d'un haut degré de socialisation de l'économie. Lénine y voyait le fait que le capitalisme, par son propre développement, avait préparé les conditions d'une « *transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* », autrement dit les conditions d'une révolution sociale, d'une transition au socialisme.

La révolution d'Octobre 1917, la vague révolutionnaire qui l'accompagnait dans toute l'Europe avaient apporté la preuve de la justesse de ce raisonnement. Mais les conditions de la lutte des classes, les rapports de force ont fait que le prolétariat n'a pas pu l'emporter, subissant défaites sur défaites, jusqu'à ce que le capitalisme après avoir détruit les restes de la vieille période impérialiste, ne reprenne son développement.

Avec la mondialisation libérale et impérialiste, le « *stade monopoliste du capitalisme* » a donné naissance à celui des multi et transnationales et à la financiarisation globale de l'économie. Le raisonnement que tenait Lénine concernant le stade de l'impérialisme s'applique à cette nouvelle phase, produit du développement des propriétés et contradictions du capitalisme, qu'elle accentue en retour et a porté à un niveau supérieur. Tout comme l'impérialisme en 1917, cette nouvelle phase, libérale et impérialiste, ouvre aujourd'hui une nouvelle « *époque de transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* », une période révolutionnaire dont les conditions objectives ont mûri, se sont renforcées au niveau planétaire.

« *Ils n'ont rien appris de 2007* » ?

Certains commentateurs de la crise et des politiques développées au cours des 10 dernières années, dénoncent l'incapacité des dirigeants politiques, par ignorance ou soumission aux lobbies bancaires, à leur imposer les règles qui seraient indispensables pour sortir le capitalisme de sa marche aveugle à l'abîme. Il s'agirait de rétablir les règles qui, selon eux, régissaient le capitalisme au cours des Trente glorieuses et lui assuraient un développement régulier et socialement plus juste. C'est au fond la même logique qui conduit les courants antilibéraux, nouveaux réformistes, populistes de gauche, à proposer des politiques visant le retour au compromis social idéalisé de l'après deuxième guerre mondiale.

Les discours des dirigeants politiques et des économistes en place, eux, associent hypocrisie, fausses promesses et autojustification au nom du fait que les lois économiques, les lois du marché, seraient inéluctables.

Mais ces lois n'ont rien d'inéluctable ni ne sont naturelles et éternelles. Elles sont l'expression d'une organisation sociale, de rapports sociaux spécifiques qui se sont établis au sein des sociétés humaines au fil de leur histoire, produits des progrès techniques et de la lutte des classes : la propriété privée des moyens de production et d'échange, les lois du marché et de la libre concurrence.

C'est à travers ce processus (production puis vente de marchandises) que la classe des bourgeois réalise son profit tiré de l'exploitation de la classe ouvrière. Il est indissociable du mécanisme du crédit, indispensable au fonctionnement du système capitaliste : il faut avancer les capitaux nécessaires à la production des marchandises en attendant la vente qui permettra de récupérer la mise initiale et de réaliser le profit. Cela veut dire qu'il est impossible de distinguer une économie réelle, celle d'un capitalisme industriel qui serait en quelque sorte légitime,

d'un capitalisme financier qui accumulerait tous les maux du système. Crédit et salariat sont deux versants indissociables d'un même système d'exploitation. La dette est au cœur du système. C'est par elle que les sommets de la finance s'accaparent, en plus de la plus value extorquée aux salariés, une part toujours plus importante du revenu des travailleurs par le biais de la dette des ménages (crédits immobiliers, à la consommation, etc.) comme par le biais de la dette publique, dont les intérêts sont payés par les contribuables.

Si la dette s'accumule et prospère, si des masses de capitaux toujours plus gigantesques finissent par étouffer toute l'économie, ça n'est pas que les dirigeants politiques n'ont rien appris de 2007. C'est que faire autrement est impossible sans remettre en cause la propriété privée capitaliste pour retirer le contrôle de l'économie des mains de ses pilotes fous.

Exproprier les expropriateurs

Rien ne justifie objectivement le fait que ce soient des banques privées qui assurent le service qui consiste à avancer de l'argent à des personnes, à des entreprises, à des collectivités.

La seule justification du système bancaire et financier privé qui gruge actuellement l'humanité et la conduit à la ruine, réside dans les lois qui régissent son existence, garantissent juridiquement la place qu'il occupe au sommet du mécanisme capitaliste d'accaparement des richesses produites par le travail. Elles entérinent un état de fait, l'aboutissement d'un processus économique et social qui trouve ses origines au sein des sociétés antiques, puis féodales. Ce processus est celui de la naissance puis du développement d'une bourgeoisie marchande et financière qui s'est enrichie « *par le feu et par le sang* », comme l'écrivait Marx, dans la pratique à échelle de plus en plus grande de l'échange inégal, du pillage colonial, du prêt d'argent avec usure, de la spéculation, de l'expropriation des plus pauvres, et a fini par imposer dans les esprits l'idée que ces pratiques de rapine seraient la loi naturelle des sociétés humaines, l'objectif final de leur évolution.

Le capitalisme industriel s'est construit sur l'accumulation de ces capitaux et sur les progrès techniques qui ont permis la révolution industrielle. Il a à son tour établi son contrôle sur la société en expropriant petits paysans et artisans, par le jeu de la concurrence, les transformant en prolétaires. Commencé avec la révolution industrielle en Angleterre, ce processus n'a jamais cessé. Au cours des dernières décennies, des millions de paysans ont été transformés en prolétaires dans les pays émergents comme dans les vieilles puissances impérialistes. Ce processus d'expropriation ne s'est pas contenté de toucher les classes les plus pauvres. Le capitalisme est le siège d'un irrésistible courant de concentration qui s'est traduit, au cours des dernières décennies, par l'assujettissement des travailleurs indépendants et de nombreuses entreprises industrielles privées au capitalisme financier, aux multinationales de la distribution, etc. Toute une couche de la bourgeoisie se trouve de fait dépossédée du contrôle de ses entreprises, même si elle en garde les titres formels de propriété.

« *A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. La dernière heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés* », écrivait Marx dans *Le Capital*.

Le processus de dépossession des producteurs par les potentats du capital arrive à son terme, avec ses corollaires, une augmentation sans précédent de la socialisation des moyens de production et d'échange, de la division internationale du travail, un développement des forces productives qui ouvre à nouveau la voie à la « *transition du capitalisme à un régime économique et social supérieur* ».

Réchauffement climatique, crise écologique ou l'impérieuse nécessité d'une planification démocratique à l'échelle du monde

Bruno Bajou

En novembre dernier, en marge d'une énième conférence mondiale sur le climat, 15 000 scientifiques issus de 184 pays, ont lancé un appel solennel sur l'état de la planète, largement repris dans les médias. Cet appel souligne que depuis 25 ans la situation n'a fait qu'empirer à l'échelle mondiale : réchauffement climatique, montée du niveau des océans, effondrement de la biodiversité, pollution chimique de l'eau douce et des océans, déforestation... Face à l'impuissance des responsables politiques, ils réclament un sursaut des citoyens mais le fond des

mesures proposées relève plus de préjugés voire d'une escroquerie que de la science. « *Nous mettons en péril notre avenir en refusant* […] *de prendre conscience que la croissance démographique rapide et continue est l'un des principaux facteurs des menaces environnementales et même sociétales* » peut-on lire dans cet appel.

Cela participe du mensonge qui prétend que la crise écologique serait la conséquence d'une croissance démographique, économique et technologique indifférenciée d'une humanité abstraite, en masquant la réalité des rapports d'exploitation, d'oppression, de pillage qu'une minorité impose à la grande majorité de la population.

Que ce soit par cynisme, aveuglement ou simplement préjugés sociaux, cela revient à soigneusement éviter de lier la crise écologique à la critique du capitalisme, de la propriété privée, de l'économie de marché, du pouvoir et de la richesse des classes dominantes, tout en prônant la sobriété aux populations.

C'est l'éternel retour des raisonnements malthusiens… masquer la responsabilité des classes dominantes en rendant les plus pauvres coupables de leur sort.

Si l'origine humaine de la crise écologique ne fait plus aujourd'hui de doute, il faut en chercher les causes dans ce qui caractérise l'humanité actuelle, c'est-à-dire dans les rapports sociaux de classes qui structurent la société capitaliste et sont le moteur de son histoire.

La crise actuelle est le résultat d'une histoire bien concrète, celle de l'émergence et du développement du mode de production capitaliste. Avec la mondialisation, le capitalisme a généralisé à l'échelle de toute la planète, les contradictions qu'il portait en lui dès son origine, entraînant une crise globalisée dont la crise écologique est un des aspects. C'est cette course en avant perpétuelle sans autre but que l'accumulation du capital qui font que, comme Marx l'écrivait, le capitalisme ne peut se développer « *qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ».

Le caractère insoluble de la crise environnementale dans le cadre du capitalisme donne à la question écologique son caractère potentiellement révolutionnaire, à condition de ne pas en faire un problème à part mais de l'intégrer pleinement à notre critique du capitalisme… à la lutte des classes. Elle est en cela un levier puissant de transformation des consciences et un appui pour aider à reconstruire une conscience de classe.

Une crise écologique conséquence de la mondialisation capitaliste

Entre climato-scepticisme et malthusianisme, offensive réactionnaire des classes dominantes

Face à la gravité de la crise écologique, la bourgeoisie et ses représentants font étalage non seulement de leur irresponsabilité, de leur impuissance mais aussi d'idées fondamentalement réactionnaires.

Les climatosceptiques comme Trump qui en viennent à nier les faits scientifiques eux-mêmes, sont l'expression de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, celle notamment liée aux multinationales du charbon et du pétrole qui n'a pas renoncé au pactole des réserves d'énergies fossiles encore non exploitées qu'elle possède à travers le monde. Comme le résumait avec une clarté exemplaire Rex Tillerson, ex- PDG d'ExxonMobil, une des plus puissantes multinationales actuelles, « *Ma philosophie c'est de gagner de l'argent. Si je peux forer et gagner de l'argent, alors c'est ce que je veux faire* ». Dans *Le Capital*, Marx écrivait « *Après moi le déluge ! Telle est la devise de tout capitaliste et de toute nation capitaliste. Le capital ne s'inquiète donc point de la santé et de la durée de la vie du travailleur, s'il n'y est pas contraint par la société* » et, pourrait-on ajouter, il s'inquiète encore moins des dégâts sur l'environnement…

Mais au cynisme réactionnaire et stupide des climatosceptiques répond un mensonge éclairé mais teinté de malthusianisme qui n'est pas moins réactionnaire et qui est désormais repris en boucle par les chefs d'États, les grandes entreprises du capitalisme vert, les grandes ONG environnementales voire certains milieux scientifiques. La première cause de dégradation de l'environnement serait le nombre d'habitants sur la planète.

Pointer la croissance démographique revient en réalité à rendre les populations les plus pauvres responsables de la crise écologique. En effet le rythme de croissance démographique, très inégal à l'échelle du monde, est lié au niveau de vie des populations : faible voire en recul dans la plupart des pays riches mais encore très fort dans les pays les plus pauvres.

C'est un mensonge d'autant plus cynique que ce qui caractérise la situation actuelle, ce n'est pas tant la surpopulation que les effroyables inégalités qui déchirent toute la population mondiale. « *L'humanité* » est une généralisation bien commode pour faire disparaître la réalité de ces inégalités sociales mais bien insuffisante pour comprendre les enjeux de la crise actuelle.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes… Les 1 % d'habitants les plus riches de la planète possèdent autant que les 99 % autres. C'est une réalité qui a des conséquences y compris sur les questions écologiques. Ainsi les 10 % des habitants les plus riches sont responsables de 50 % des émissions mondiales de CO2 en cause dans le réchauffement climatique, alors que les 50 % les plus pauvres ne représentent que 10 % de ces émissions. Depuis quelques décennies, c'est justement dans les pays riches à croissance démographique faible que les émissions augmentent le plus, et dans les pays pauvres à forte croissance démographique qu'elles augmentent le moins. Pour 1/6 de la population mondiale, la plus pauvre, les émissions de CO2 sont tout simplement proches de 0. Selon le lieu où l'on vit, la consommation d'énergie moderne peut varier dans un rapport de 1 à plus de 2000. En clair non seulement les habitants les plus pauvres de la planète sont les moins responsables du changement climatique, mais ils sont en général les plus vulnérables face à ses conséquences et les moins préparés pour l'affronter.

Ne poser le problème qu'en termes démographiques revient aussi à mettre tout le monde sur un même plan, de la bourgeoisie dont les intérêts déterminent toute l'organisation de la production mondiale, aux salariés consommateurs qui en subissent l'exploitation et les conséquences sur leur environnement. Si 90 compagnies d'extraction des combustibles fossiles sont responsables de 63 % des émissions cumulées de CO2 et de méthane entre 1751 et 2010, ce sont bien les dirigeants de ces compagnies et leur système qui en portent la responsabilité, pas leurs salariés ni même les consommateurs qui achètent leurs marchandises.

Les préjugés de l'égoïsme de classe

Le danger de la croissance démographique est un mythe qui revient régulièrement face au développement des inégalités sociales. Il reflète les préjugés et l'égoïsme de classe d'une minorité de nantis, sa peur devant la menace d'une révolte des opprimés comme sa volonté de soumettre les consciences pour leur faire accepter leur sort.

Dans son *Essai sur le principe de population* (1798), le pasteur anglais Malthus prétendait que c'est parce que la population croît plus vite que les ressources disponibles qu'il y avait des famines en Angleterre, en clair s'il y a de la pauvreté, c'est qu'il y a trop de pauvres : « *au grand banquet de la Nature, il n'y a point de couvert pour* [eux] ». La Nature a bon dos ! A l'époque de Malthus, la population mondiale n'était encore que d'un milliard, et on ne comptait en Angleterre qu'une dizaine de millions d'habitants mais, il est vrai, un nombre croissant de pauvres, paysans expropriés, artisans ruinés par les débuts de la première révolution industrielle, obligés de rejoindre les grandes villes industrielles pour venir grossir les rangs du prolétariat. Ce n'est pas l'essor de la démographie qui a entraîné cette misère effroyable du prolétariat anglais comme d'ailleurs la pollution des villes anglaises de l'époque mais bien l'essor de la production industrielle capitaliste. C'est pour faire croître son capital que la bourgeoisie anglaise a cherché à produire toujours plus de marchandises dans ses usines pour en inonder, parfois par la force, son empire colonial puis le reste du monde. La misère du prolétariat était la conséquence de cet essor industriel et les arguments malthusiens, loin de résoudre la question sociale, n'ont servi qu'à l'aggraver en conduisant à la suppression de toutes les formes de protection et d'assistance aux pauvres.

Les mêmes préjugés réactionnaires se retrouvent dans le rapport « *Halte à la croissance* » produit par le club de Rome en 1972. Ce nouveau regain de malthusianisme traduit la peur des classes dominantes et de leurs représentants devant la réalité de l'explosion des inégalités sociales à l'échelle mondiale à la fin des Trente glorieuses notamment du fait d'un échange inégal entre puissances impérialistes et les pays du Tiers Monde… Et là aussi, ces préjugés ont surtout servi à la justification de mesures d'austérité dans les pays pauvres mais aussi contre la classe ouvrière des pays développés, au nom de la « *préservation des ressources* ».

Aujourd'hui dans leur version moderne, ce sont les mêmes raisonnements qui conduisent à dire que s'il y a de la pollution c'est que la population, en l'occurrence celle des pays pauvres, est trop nombreuse et qu'en plus elle deviendrait une menace avec son audace à vouloir atteindre le même niveau de développement que celui des pays capitalistes avancés…

Chercher l'origine de la crise écologique dans les contradictions du capitalisme mondialisé

L'augmentation de la population et de la consommation ne suffit pas à expliquer l'explosion de l'utilisation des énergies fossiles et donc des émissions de CO2. Si entre 1820 et 2017, la population mondiale a été multipliée par 7,5 pour passer de 1 milliard à 7,5 milliards, les émissions de CO2, elles, ont été multipliées par plus de 600. C'est une dynamique bien plus puissante et rapide qui est à l'œuvre, celle de la course aux profits, de l'accumulation sans fin du capital auquel toute l'économie à l'échelle du monde doit se soumettre.

Si la Chine est devenue le premier émetteur de CO2, ce n'est pas suite à l'augmentation de sa population, ni même du fait de l'émergence d'une classe moyenne accédant aux standards de la société de consommation, mais bien parce qu'à partir des années 2000, les bourgeoisies des principaux pays capitalistes ont délocalisé une partie de leurs industries à la recherche d'une main d'œuvre bon marché, faisant de la Chine l'usine du monde et y concentrant finalement leur production industrielle… et une bonne partie de la pollution qui menace aujourd'hui d'étouffer les villes chinoises.

Le capitalisme est incapable d'être le cadre d'une production rationnelle de biens matériels pour la satisfaction des besoins sociaux et encore moins d'intégrer la nécessaire préservation de l'environnement. Ce n'est pas la croissance de la production de biens matériels qui en est la cause mais la croissance capitaliste, celle du capital nourri par la course aux profits. Cette logique capitaliste repose sur une concurrence généralisée entre multinationales mais aussi entre travailleurs ce qui rend le système globalement incontrôlable et irresponsable car il est avant tout le cadre d'une lutte des classes acharnée pour l'appropriation des richesses. Le capitalisme peut tout autant entraîner un productivisme destructeur entraînant surexploitation des salariés et ravage de l'environnement que devenir un frein à la production quand elle se heurte aux limites du marché ou quand le capital trouve d'autres sources de valorisation à travers la spéculation. Gaspillage et pénurie, production et destruction, surexploitation et chômage, accumulation de richesse et de misère sont les conséquences d'un mode de production soumis aux lois du marché et incapable d'une régulation pensée rationnellement.

Le capitalisme vert : une fuite en avant vers la financiarisation de la nature

Depuis 25 ans, l'échec des conférences sur le climat est révélateur des contradictions insolubles à travers lesquelles le capitalisme mondialisé se maintient. Ces conférences se sont tenues en parallèle des sommets internationaux qui, dans le cadre de la mondialisation, ont organisé la libéralisation du commerce et de la finance. L'échec répété des premières est directement la conséquence du succès des seconds. De fait, ce sont les intérêts des multinationales et les rivalités entre les États à leur service qui imposent le cadre des discussions sur le climat. L'irresponsabilité sociale et le cynisme de représentants des classes dominantes sont tels qu'ils ont transformé ces conférences en foires commerciales d'un capitalisme vert qui n'est qu'une fuite en avant vers la marchandisation et la financiarisation de la Nature.

Les chefs d'États, les dirigeants des multinationales comme de certaines des plus grandes ONG environnementales en font même la théorie : c'est le marché mondial qui par le jeu de la libre concurrence sera capable de tout réguler automatiquement et à moindre coût… pour cela il suffirait de donner un prix à tout, même à la pollution ou aux espèces en voie de disparition, tout devrait être transformé en marchandise voire en objet de spéculation. Les multinationales ont la mainmise sur les conférences sur le climat, c'est la finance qui pilote la soi-disant transition énergétique, avec ses méthodes : prédation contre les terres et les peuples et bulles spéculatives aux conséquences désastreuses pour l'environnement quand elles éclateront.

Les chefs d'États font de beaux discours pleins d'émotion sur l'avenir de la planète dans les conférences sur le climat et se consacrent au traitement des affaires courantes du capitalisme dans celles de l'OMC ou du G20… où les choses sérieuses, comme les prix des matières premières et des énergies fossiles, se discutent, se décident avec le plus souvent des conséquences désastreuses pour les peuples et l'environnement.

Pas de solution écologique hors de la réalité des rapports de classe

La situation actuelle n'est pas la conséquence d'un « *développement humain* » abstrait comme le soutiennent les défenseurs de l'Anthropocène. La crise écologique s'inscrit dans l'histoire concrète du capitalisme depuis la révolution industrielle, à travers le colonialisme, l'impérialisme, un échange inégal, qui ont façonné le monde actuel. Il nous faut dénoncer et combattre les délires des climatosceptiques comme le mensonge cynique du mythe de la surpopulation pour faire la critique de fond du mode de production capitaliste, et aborder la crise écologique d'un point de vue de classe.

Se limiter à la critique de la société de consommation et du productivisme revient à prêter le flanc aux raisonnements malthusiens car soit notre critique des causes de la crise écologique conduit à une remise en cause de la propriété privée bourgeoise des moyens de production soit elle ne peut que s'inscrire dans une critique moralisante des consommateurs et prôner une réduction de la consommation et donc de la production comme le font les courants de la décroissance. Les « *alternatives concrètes* », la « *sobriété volontaire* » défendues par ces différents courants même pour « *révolutionner nos modes de vie* » restent sur le terrain du changement des comportements individuels qui empêche d'aller jusqu'au bout de la critique et de la lutte contre le système capitaliste.

Il est tout autant illusoire de penser que la solution viendra d'une somme d'initiatives locales ou individuelles, dont nous pouvons par ailleurs être solidaires, que d'espérer influencer ces mascarades que sont devenus les grands sommets sur le climat.

Toutes les solutions techniques « écologiques » se heurtent à la réalité sociale et politique de la société capitaliste. Elles se heurtent frontalement aux frontières nationales et aux rivalités entre États, comme elles se heurtent aux lois de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales qui se livrent à une concurrence acharnée dans un marché mondialisé avec le plus profond mépris pour les peuples et l'environnement.

Le principal obstacle pour faire face à la crise écologique c'est le capitalisme qui en est pourtant aussi le principal responsable.

La planification socialiste, contre les lois du marché, la concurrence et la propriété privée

La lutte contre le réchauffement climatique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, comme une réponse globale qui implique la réappropriation sociale de l'ensemble de l'économie, contre les intérêts de la finance, des multinationales, de la bourgeoisie. La crise écologique remet ainsi de fait la perspective du socialisme à l'ordre du jour car cette nécessaire réorganisation de l'économie mondiale, de tout l'appareil productif comme des échanges, nécessite la mise en place d'une planification démocratique internationale de l'économie. Cette planification socialiste, communiste, est la condition pour que la rationalité indispensable pour intégrer les données de la science écologique remplace l'irrationalité des marchés et de la concurrence pour organiser l'économie mondiale.

Sur le bilan du dit « socialisme réel *»*

Pour le courant écosocialiste, l'urgence de la situation devrait nous conduire à intégrer à la perspective du socialisme, les apports de l'écologie politique, ce qui le conduit à concentrer ses critiques contre le productivisme en général. Son principal argument est le bilan écologique désastreux des pays dits du « *socialisme réel* » qui serait la conséquence du productivisme de ces régimes mais aussi finalement de conceptions productivistes imprégnant le mouvement révolutionnaire dès son origine.

Ce serait une erreur d'inverser les problèmes… Les politiques mises en œuvre dans ces pays ne sont pas la conséquence d'erreurs théoriques du mouvement révolutionnaire mais celle d'une rupture sanglante avec la perspective même du socialisme, de l'émancipation. Il ne

s'agit pas d'erreurs d'interprétation du socialisme dont nous pourrions discuter sur le plan théorique. Le dit socialisme réel est le produit d'une histoire, d'une lutte des classes, de crises révolutionnaires et de leurs défaites et des reculs qu'ils ont engendrés. Échec de la vague révolutionnaire des années 20 qui a ouvert la voie à l'émergence d'une caste de bureaucrates et au stalinisme en URSS ; impasse du nationalisme dans laquelle est restée enfermée la vague des révolutions anticoloniales faute d'une politique de classe internationaliste. Staliniens ou nationalistes, ces régimes ont mené des politiques pour défendre les intérêts d'une caste de bureaucrates ou d'une petite bourgeoisie nationale avant tout contre leur peuple. Dans leur concurrence économique et politique avec les puissances impérialistes, ils ont fait des choix productivistes dont leur population a subi les conséquences. Les plans quinquennaux avec leurs objectifs absurdes et dévastateurs, les planifications bureaucratiques staliniennes ou des régimes nationalistes, même quand elles ont été la base d'un réel développement économique, sont une rupture avec le projet émancipateur du socialisme.

Les raisonnements campistes conduisent parfois à oublier cette réalité et à voir des prémisses de socialisme là où il n'y a eu que des régimes défendant avant tout les intérêts d'une minorité ayant parfaitement intégré les mêmes comportements sociaux, le même mépris pour les populations et l'environnement que ceux de la bourgeoisie. Faire le bilan du socialisme réel, c'est d'abord aller jusqu'au bout de la rupture avec toutes les caricatures staliniennes et réformistes des idées socialistes, communistes pour retrouver toute la jeunesse et la radicalité de la critique que Marx a faite du capitalisme. Cette réappropriation de la critique de Marx doit être enrichie des données scientifiques de l'écologie, ce qui est à l'opposé de son affadissement, en en retirant tout contenu de classe pour aller, sur le terrain de l'écologie politique, de la seule critique du productivisme et de la société de consommation.

Planification démocratique, condition pour une appropriation du progrès scientifique et technique

Le mythe du danger de la croissance démographique s'accompagne le plus souvent de la remise en cause de la technique, de la science, voire de l'idée de progrès. De même que ce n'est pas une humanité abstraite qui est responsable de la crise écologique, ce ne sont pas les progrès des sciences et des techniques qui sont responsables de la course aux profits et des ravages qu'elle entraîne.

Comme Marx le décrivait, avec le capitalisme les différentes révolutions technologiques ont permis un développement sans précédent dans l'histoire humaine des forces productives matérielles, ce qui s'est traduit par le passage de l'artisanat à la manufacture puis à la grande industrie avec laquelle se fait aujourd'hui l'essentiel de la production à l'échelle du monde. La crise écologique n'est pas la conséquence des découvertes scientifiques qui ont permis ce développement mais du fait qu'il a eu lieu sur la base de la propriété privée des moyens de production. Dans le cadre de ces rapports de propriété capitalistes, les progrès techniques ont été mis en œuvre par la bourgeoisie dans l'objectif du profit, pour augmenter l'intensité de l'exploitation et non pour alléger le travail humain ou réduire l'impact de la production sur l'environnement. Ils ont été mis au service de l'accumulation du capital, et n'ont pu qu'entraîner la généralisation des rapports d'exploitation à l'échelle du globe au lieu de servir à libérer du travail les êtres humains, tout en préservant leur environnement naturel.

A l'heure de la mondialisation, c'est de fait l'ensemble de la production et des échanges qui est organisé du seul point de vue de la rentabilité maximum du capital. D'où cette contradiction de plus en plus insupportable entre les possibilités ouvertes par les progrès des sciences et des techniques et la réalité sociale, une contradiction que Marx formulait ainsi : « *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors* ».

C'est la propriété privée qui entrave les possibilités ouvertes par les progrès des sciences et des techniques, ce sont ces entraves qui empêchent que ces progrès soient mis au service de l'ensemble de la société. Sortir de cette contradiction c'est remettre en cause, non la science et ses découvertes, mais les rapports de propriétés bourgeois. Car seule la réappropriation sociale de l'ensemble des moyens de production, dans le cadre d'une planification démocratique à l'échelle du monde, permettra que les progrès scientifiques et techniques soient la base d'une réorganisation rationnelle de toute la société. Cela nécessite de bouleverser l'ordre social, d'en finir avec la propriété privée bourgeoise qui permet à une minorité de s'approprier les produits du travail humain, en finir avec la logique aveugle du marché et de la mise en concurrence des salariés.

Ainsi libérées des entraves de la propriété, les découvertes scientifiques et leurs applications techniques pourront servir à réduire le temps de travail, à rendre les travaux les plus durs moins pénibles, sans souci de rentabilité et de compétitivité. C'est sur leur base que pourront être faits consciemment et démocratiquement des choix sur les sources d'énergie à utiliser, sur ce qui doit être produit, à quel endroit et de quelle manière, sur la meilleure façon de prendre en compte les impacts des activités humaines sur notre environnement, à l'échelle locale comme de toute la planète.

Ceux qui s'inquiètent de la croissance et du productivisme agitent souvent le spectre cauchemardesque d'une « *généralisation du mode de vie américain* » à l'ensemble de la planète qui épuiserait toutes les ressources en un temps record. Mais c'est en réalité un fantasme absurde qui oublie que la richesse des États-Unis est le produit d'une histoire d'exploitation d'abord de la classe ouvrière américaine mais aussi du pillage des richesses naturelles et des peuples à travers le monde. Et c'est justement pour cela qu'il n'est pas généralisable à toute l'humanité. Au lieu d'agiter cet épouvantail, au relent malthusien, il

faut se demander quel type d'organisation sociale sera capable de mieux répartir les richesses produites jusqu'à satisfaire l'ensemble des besoins des êtres humains à l'échelle du monde… tout en tenant compte de la nécessaire préservation de notre environnement terrestre. C'est le communisme, une société d'abondance, c'est-à-dire une société où toute la production sociale est organisée démocratiquement pour satisfaire les besoins de l'ensemble des êtres humains, libérés de l'aliénation des rapports marchands.

Un seul et même combat contre les multinationales et les États, un combat de classe...

Nous ne nous inscrivons pas dans ce que propose le courant écosocialiste car intégrer les raisonnements de l'écologie politique, revient en réalité à poser l'enjeu du combat en dehors de la lutte des classes réelles, au nom de l'urgence de la crise écologique.

Au nom du productivisme réel ou supposé des organisations syndicales et politiques issues de l'histoire des luttes de la classe ouvrière, la démarche des camarades écosocialistes revient à chercher d'autres sujets révolutionnaires que la classe ouvrière et à espérer les trouver dans les multiples mobilisations qui se développent à travers le monde contre les conséquences sur l'environnement de la mondialisation capitaliste : contre de grands projets d'infrastructures ne répondant pas à de réels besoins sociaux ; contre la mainmise des multinationales sur les terres pour des projets d'extractions minières ; contre les projets du capitalisme vert qui sont en réalité avant tout des opérations spéculatives. Être solidaire et s'inscrire dans ces combats est indispensable, mais à condition de ne pas en surestimer le poids, de ne pas croire que les luttes des peuples indigènes ou plus généralement les mouvements de résistances locales pourraient se substituer à la nécessaire lutte d'ensemble du monde du travail contre le pouvoir des multinationales et des États à leur service.

Il ne faut pas confondre la classe ouvrière et ses organisations aujourd'hui complètement intégrées au capitalisme. La classe ouvrière est plus nombreuse et forte que jamais à l'échelle de la planète, et de par son rôle dans l'économie capitaliste mondialisée, elle reste la force sociale porteuse d'une autre organisation sociale. C'est justement pour cela qu'en rupture avec les discours dominants il est fondamental de poser la question écologique comme une question sociale et politique, inscrite dans la lutte des classes.

Nous nous inscrivons dans la tradition du courant socialiste révolutionnaire, communiste, en affirmant que la classe des salariés est capable de rassembler, d'unifier l'ensemble de ces combats en leur donnant une perspective politique reposant sur la remise en cause de la propriété privée, pour la défense des intérêts du plus grand nombre.

Le combat écologique s'inscrit dans la lutte des classes internationaliste

Le combat écologique n'est pas une sphère autonome dégagée de la lutte des classes et c'est pour cela qu'il est plus que jamais un des enjeux du combat de la classe des salariés dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société capitaliste. Il n'y a pas de raccourci, la perspective socialiste n'est pas un espoir utopique mais une possibilité contenue dans la situation actuelle, aboutissement de toute l'histoire des sociétés humaines, de la lutte des classes.

L'écologie, en tant que science, s'inscrit dans la continuité de Darwin et Marx, de la compréhension matérialiste de l'évolution du monde vivant, de l'émergence des sociétés humaines et de leur histoire comme produit de la lutte des classes.

Les sociétés humaines ont aujourd'hui un impact sur l'ensemble de l'environnement terrestre, capable de créer les conditions de leur propre extinction. Cette situation nouvelle, inédite, oblige l'humanité à devenir un acteur conscient de sa propre histoire pour penser rationnellement sa propre organisation sociale, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles elle produit et répartit tout ce dont elle a besoin pour exister.

La question écologique est devenue une question sociale et politique car dans le cadre du développement capitaliste régi par les lois aveugles du marché, l'humanité est incapable de maîtriser les conséquences à long terme de ses activités.

Pour échapper à cette contradiction, elle doit se hisser consciemment à un niveau supérieur d'organisation sociale lui permettant d'utiliser toutes les connaissances scientifiques et techniques pour planifier démocratiquement et rationnellement la production et les échanges à l'échelle de la planète.

La question sociale et la question écologique conduisent à la même remise en cause du système capitaliste et du pouvoir des classes dominantes. Il s'agit d'un seul et même combat contre la domination par une poignée de multinationales de l'économie mondiale.

C'est un combat qui, de par les enjeux planétaires des problèmes à résoudre, ne peut avoir d'issue locale. Il pose le problème politique d'une lutte internationale, dépassant les cadres nationaux et redonnant toute son actualité aux idées internationalistes du mouvement ouvrier, socialiste, communiste ; l'idée que par-delà les frontières, l'ensemble des travailleurs ont des intérêts communs à défendre, y compris pour la protection de leur environnement de vie, et qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes car ils sont les seuls à pouvoir défendre l'intérêt général jusqu'au bout contre les égoïsmes de classe d'une minorité.

Définir clairement les enjeux de ce combat, c'est prendre conscience qu'il contient la possibilité et la nécessité d'en finir avec la propriété capitaliste pour permettre aux hommes de se réapproprier les fruits de leur travail, de sortir de la division de l'humanité en classes et ainsi de construire une société où l'humanité se réconciliera avec elle-même et la nature.

De l'état de guerre permanent à la globalisation de la guerre, une troisième guerre mondiale est-elle possible ?

Galia Trépère, Isabelle Ufferte

La crise coréenne a refait surgir ces derniers mois l'hypothèse d'une guerre nucléaire. Le 8 août dernier, Trump promettait à la Corée du Nord « *le feu et la fureur comme le monde n'en a jamais connu jusque-là* » et, du haut même de la tribune des Nations-Unies le 19 septembre, il menaçait de « *détruire complètement la Corée du Nord* » si le territoire américain ou celui de ses alliés étaient attaqués comme Kim Jong Un, le dictateur de la Corée du Nord, venait d'en agiter la menace après avoir revendiqué la maîtrise de l'arme nucléaire et effectué plusieurs lancements de missiles.

La crise coréenne rappelle que le monde, dont une grande partie au Moyen-Orient et en Afrique est déjà ravagée par la guerre, n'est pas à l'abri d'une conflagration dont on ne peut connaître les répercussions en chaîne.

Les raisons de cette crise tiennent aux relations entre les États eux-mêmes, aux conflits d'intérêts qui les opposent, à la logique de rivalités dans un monde en crise dominé par le leadership des États-Unis fragilisé par l'émergence de puissances rivales comme la Chine.

Dans *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Noam Chomsky citait un document secret du Haut commandement stratégique datant de 1995. « *Ce document,* précisait-il, *propose que les Etats-Unis exploitent leur potentiel nucléaire pour donner l'image d'un Etat «irrationnel et vindicatif dès lors que ses intérêts vitaux sont menacés».* […] *Le fait que certains éléments du gouvernement américain puissent sembler potentiellement incontrôlables peut permettre de créer et d'implanter la crainte et le doute dans l'esprit de dirigeants ennemis* ». La stratégie de Trump participe de cette imprévisibilité menaçante.

La Corée du Nord a redoublé ses efforts pour se doter de l'arme nucléaire depuis que Bush, en 2002, l'a décrétée « *état voyou* » en même temps que l'Irak et l'Iran. En décembre de la même année, alors que se préparait la guerre contre l'Irak, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, Rumsfeld l'avait ainsi menacée : « *Nous sommes capables de mener deux conflits régionaux majeurs simultanément. Nous pouvons remporter une victoire décisive dans l'un des deux et vaincre rapidement notre ennemi dans l'autre, il n'y a aucun doute là-dessus* ».

La crise coréenne actuelle s'inscrit dans le tournant de la mondialisation libérale et impérialiste après la crise de 2007-2008, marqué par une accentuation de l'offensive des multinationales et des Etats contre les travailleurs et les peuples, l'écrasement des peuples du Moyen-Orient, pris en étau entre les pouvoirs en place, les bandes armées des intégristes islamistes, les armées des grandes puissances ou des puissances régionales, la montée des tensions militaristes et des politiques sécuritaires partout ailleurs. La politique des Etats-Unis dans cette crise est dictée par les intérêts de l'impérialisme états-unien, soucieux de renforcer ses possibilités d'intervention face à la Chine.

« *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* », cette phrase de Jaurès terriblement vérifiée par l'hécatombe des guerres du XX^{ème} siècle garde toute son actualité du fait du maintien d'un système sénile et pourrissant, de la domination de la bourgeoisie et de la faiblesse politique du mouvement ouvrier.

De la guerre de Corée en 1950 à la menace d'un conflit nucléaire, la politique des USA contre les peuples

Instruits par l'irruption de la révolution en Europe et en Russie au décours de la première guerre mondiale, les vainqueurs de la deuxième firent tout pour se prémunir contre ce risque. Dès la fin de l'année 1943, à la conférence de Téhéran, puis en février 1945 à Yalta, Roosevelt, Churchill et Staline décidèrent d'occuper et de partager toutes les régions du monde où la défaite de l'Allemagne et du Japon laissait un vide étatique. Par ailleurs, les populations allemandes et japonaises furent écrasées sous des déluges de bombes plusieurs mois durant, massacres de masse couronnés par l'emploi de la bombe atomique en août 1945 au Japon. Mais les Alliés vainqueurs ne purent empêcher les peuples des empires coloniaux, France, Grande Bretagne, de se révolter en masse, partout réprimés, souvent à travers des guerres atroces comme en Indochine et en Algérie. La dite « guerre de Corée » en 1950 est un épisode de ces révolutions coloniales sur le continent asiatique, plus exactement l'intervention de l'impérialisme états-unien pour l'écraser.

La Corée avait été occupée pendant 40 ans par le Japon et à Yalta il avait été décidé qu'elle serait sous administration conjointe (USA, Grande Bretagne, URSS, Chine) pendant 20 ou 30 ans avant de pouvoir accéder à l'indépendance. Mais l'armée « soviétique » ayant avancé, par le nord, très rapidement en Corée après l'explosion des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki, les États-Unis décidèrent unilatéralement et en toute hâte, le 11 août 1945, le partage du pays en deux territoires, l'un au nord du 38ème parallèle, sous influence soviétique, l'autre au sud qu'ils occupèrent peu après.

Or la défaite du Japon fut suivie dans toute la Corée d'un soulèvement populaire qui prétendait à l'indépendance immédiate. Dans la zone sud, les États-Unis firent intervenir leurs troupes, rétablirent les autorités coréennes qui avaient sévi sous l'occupation japonaise et installèrent un gouvernement à leurs bottes, réactionnaire et dictatorial, celui de Syngman Rhee.

La mainmise sur la Corée du Sud devint d'autant plus cruciale pour eux qu'en octobre 1949, la révolution chinoise l'emportait contre le dictateur Tchang Kaï-chek qu'ils soutenaient. Encouragées, les armées de la Corée du Nord franchirent le 38ème parallèle le 25 juin 1950. Les USA obtinrent immédiatement un mandat de l'ONU pour des sanctions économiques et une intervention occidentale. En septembre 1950, les troupes US repoussèrent les armées nord coréennes, ouvrant la voie à Séoul et dans toute la Corée du Sud à une répression terrible par le gouvernement de Syngman Rhee. Le président des USA, Truman, ordonna à ses armées de franchir le 38ème parallèle mais lorsque celles-ci, en novembre, approchèrent de la frontière chinoise, elles se heurtèrent à 200 000 soldats chinois. Truman n'osa pas aller jusqu'au conflit ouvert et fit revenir ses troupes au sud du 38ème parallèle. C'est pendant cet épisode que le général Mac Arthur menaça de lancer une bombe atomique sur la Chine.

Le conflit s'enlisa dans une guerre de tranchées qui dura trois ans jusqu'à la signature d'un armistice en juillet 1953 -qui laissait la frontière inchangée- sans qu'aucun traité de paix ne soit signé par la suite.

On estime à 1 million le nombre de morts causées par cette guerre dont la crise actuelle est une résurgence mais dans un contexte complètement nouveau, un monde reconfiguré par la deuxième mondialisation capitaliste, l'effondrement de l'URSS et la montée en puissance de la Chine.

Mondialisation et impérialisme

« *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations* ». Dès 1847 dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels soulignaient le lien entre production marchande, naissance du capitalisme et mondialisation. Un demi-siècle plus tard, les bourgeoisies européennes, poussées par les besoins de débouchés pour leurs marchandises, de matières premières pour leurs industries et d'esclaves à exploiter, s'étaient partagé le monde. C'était aussi pour elles, confrontées à une croissance fulgurante du mouvement ouvrier, un moyen de régler la question sociale, dégager des surprofits pour en distribuer des miettes à une partie de leur classe ouvrière, les bases matérielles du réformisme.

Les puissances européennes, « *chiens attachés à la même chaîne* » disait Trotsky dans *Europe et Amérique*, ont plongé le monde dans deux guerres mondiales. L'Allemagne, venue plus tard que ses rivales à la table du festin colonial, remit en cause le partage du monde dont bénéficiaient la Grande Bretagne et la France. Cette première guerre mondiale déboucha sur une vague révolutionnaire qui, vaincue et brisée par la contre-révolution bourgeoise, puis la réaction fasciste et stalinienne, ne put empêcher la deuxième, temps barbare de la lutte pour le repartage du monde. Puis ce furent trente ans de guerres et de révolutions, le soulèvement des peuples coloniaux.

Les États-Unis, dont la suprématie avait émergé de l'effondrement des vieilles puissances coloniales européennes, étaient encore auréolés d'une image de pays moderne et de champions de la démocratie contre les fascismes allemand et japonais. L'épouvantail que constituait alors l'URSS, où la bureaucratie stalinienne faisait régner la terreur pour défendre ses privilèges, leur fournit pendant plusieurs décennies une justification idéologique et morale -la lutte contre le communisme- aux guerres qu'ils menèrent contre les peuples sur tous les continents.

L'URSS qui partageait avec eux, dans sa zone d'influence, la tâche de maintien de l'ordre mondial, représentait en même temps une possibilité de survie pour les peuples qui cherchaient à échapper à la mainmise de l'impérialisme. Lorsqu'elle s'effondra au début des années 1990, les États-Unis restèrent les seuls maîtres du monde.

A la fin des années 1970, les États-Unis et leur alliée la Grande Bretagne avaient lancé une vaste offensive libérale pour faire remonter le taux de profit en s'attaquant à toutes les barrières que les travailleurs et les peuples avaient pu opposer à l'exploitation capitaliste et à la domination de l'impérialisme.

La fin de l'URSS ouvrit de vastes champs d'investissement aux capitaux, un triomphe de l'économie de marché dont les habits neufs de règne de la liberté et de la démocratie se révélèrent rapidement n'être qu'un leurre.

En 1990-91, la guerre contre l'Irak, au prétexte de l'invasion du Koweït par cet ancien allié de l'impérialisme, Saddam Hussein, fut la première guerre du « *nouvel ordre mondial* ». Les États-Unis de Bush père rallièrent sous l'égide de l'ONU, une coalition de 33 Etats (800 000 soldats mobilisés) dont la plupart des pays arabes et l'URSS de Gorbatchev pour délivrer, prétendaient-ils, les peuples de la région du « *nouvel Hitler* ». Après trois mois de préparation militaire et d'une intense propagande mensongère, les armées de la coalition lancèrent l'offensive *Tempête du désert*, clouant au sol l'armée irakienne à coups de missiles, tuant au moins 100 000 soldats et civils, dévastant le pays et ses infrastructures. Les télévisions du monde entier retransmirent en direct les images des bombardements prétendument « *chirurgicaux* » jusqu'à ce que la réalité des horreurs de cette guerre ne puisse plus être cachée. Saddam Hussein, qui capitula le 17 février 1991, fut laissé au pouvoir, réprimant les soulèvements des Kurdes et des Chiites du sud de l'Irak. La population irakienne, elle, continua à subir d'horribles privations du fait de l'embargo de la coalition, des frappes aériennes orchestrées par les États-Unis et la Grande Bretagne pendant toute la décennie et la dictature de Saddam.

Suivirent des interventions impérialistes sous mandat de l'ONU qualifiées d'humanitaires, en Somalie en 1992, au Rwanda en 1994 -qui permit en réalité d'exfiltrer les responsables locaux du génocide en 1994-, puis, en 1999, la guerre menée sous l'égide cette fois de l'Otan seulement dans l'ex-Yougoslavie contre le dictateur de la Serbie, Milosevic, qualifié lui aussi de « *nouvel Hitler* ».

Malgré la formidable propagande déployée par tous les media, le nouvel ordre mondial qui était censé amener liberté et démocratie s'avérait rapidement n'être que le règne de la violence la plus brutale et la plus destructrice contre les peuples pour déployer l'économie de marché et la concurrence généralisée, préserver la domination des multinationales et de leurs États sous la houlette du plus puissant d'entre eux, les États-Unis.

Du 11 Septembre 2001 à la guerre contre Daech : le Moyen-Orient en plein chaos

En 2001, les attentats du 11 Septembre qui causèrent la mort de 3000 personnes à Manhattan et Washington causèrent stupéfaction, horreur et compassion pour les victimes qui furent immédiatement utilisées par l'administration états-unienne pour lancer une nouvelle guerre contre « *l'Axe du mal* », le terrorisme islamiste et les Etats « *voyous* » qui étaient censés l'abriter. Immédiatement après, la guerre fut déclarée contre l'Afghanistan d'où agissait Ben Laden, le chef d'Al Qaida, qui avait fait alliance avec les Talibans qui tenaient le pays.

En réalité ce mal qu'ils désignaient maintenant comme l'ennemi n°1, les terroristes islamistes, les Etats-Unis et leurs services secrets les avaient utilisés pendant des années contre l'occupation « soviétique » en Afghanistan. Leurs propres créatures leur avaient échappé. Ben Laden lui-même était un membre de la famille royale d'Arabie Saoudite -Etat fer de lance de l'intégrisme sunnite et allié privilégié des USA- qui s'était retourné contre eux suite aux bombardements sur le Soudan et l'Afghanistan en 1998.

Le 11 Septembre représenta, pour l'impérialisme états-unien, une étape dans le redéploiement de ses forces militaires en fonction des objectifs stratégiques que définissait la nouvelle configuration du monde après l'effondrement de l'URSS. La guerre en Afghanistan justifia l'existence des bases militaires qu'ils avaient installées dans d'anciennes républiques de l'URSS au cours des années 90, la guerre contre la Serbie leur permit d'en installer de nouvelles au Kosovo et celle contre l'Irak dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

Au printemps 2003, les États-Unis lancèrent en effet une offensive armée, aérienne et au sol, contre l'Irak accusé d'abriter des armes de destruction massive. Ce fut le début d'une occupation militaire qui se solda par un échec cinglant par rapport aux objectifs affichés dans la « guerre contre le terrorisme ». Elle ne fit que rajouter destructions et souffrances pour la population, nourrissant la haine des armées d'occupation que les intégristes islamistes purent, en l'absence de perspectives progressistes, dévoyer en anti-occidentalisme et qui augmenta les sources de leur recrutement.

Après la crise de 2007-2008, les travailleurs et les peuples du monde entier furent appelés à payer les conséquences de la fuite en avant spéculative des grands groupes financiers. Excédées d'être pressurées et humiliées, les populations se soulevèrent dans tout le monde arabe, d'abord en Tunisie en 2011, puis en Libye, en Egypte, au Yémen, en Syrie, contre les pouvoirs en place, contre les dictatures. Face à cette vague de révolutions, les puissances impérialistes ou régionales lancèrent des interventions militaires, la France entre autres en Libye, l'Arabie saoudite au Yémen et à Bahreïn. Le dictateur Bachar Al Assad, en Syrie, libéra les islamistes intégristes contre les forces révolutionnaires et n'hésita pas à bombarder sa propre population.

Il s'ensuivit partout une désorganisation et un chaos sur lesquels prospérèrent les milices armées nées de la dislocation de l'État libyen, se réclamant d'Al Qaida. En Syrie, en 2013, une partie d'Al Qaida fit sécession pour donner naissance à l'Organisation de l'État islamique qui se tailla un territoire en Irak et en Syrie. Les uns et les autres organisent un grand nombre d'attentats dont les premières victimes sont les populations, souvent elles-mêmes musulmanes, du Moyen-Orient, d'Afrique, avant les populations des pays européens ou des USA.

Face au bellicisme d'*America First*, la Chine, force d'équilibre ou nouveau militarisme ?

Enlisés au Moyen-Orient et en Afghanistan, les Etats-Unis sont cependant beaucoup plus préoccupés par les nouveaux rapports de forces en Asie. D'abord terrain d'investissements des multinationales occidentales, la Chine est devenue l'« atelier du monde », la seconde puissance économique mondiale. De 2000 à 2010, 33 % de la croissance mondiale se sont faits en Chine.

Les rapports de force ont été profondément bouleversés, l'hégémonie des Etats-Unis remise en cause. Ils ne sont plus la seule puissance dominante et ne peuvent faire face seuls à la nouvelle instabilité du monde.

L'émergence de la Chine est une menace directe pour l'impérialisme américain. La concurrence s'exacerbe alors même que Chine et USA sont indissociablement liés par les nouveaux réseaux économiques mis en place par la mondialisation. La contradiction entre l'internationalisation de la production et des échanges et les intérêts d'États rivaux n'a jamais été aussi grande.

Face à l'exacerbation des rivalités économiques et au bellicisme US, la Chine prétend jouer l'apaisement, appelle chacun à « *faire preuve de prudence dans leurs mots et leurs actions, et à agir davantage pour apaiser les tensions* ». Mais elle se lance elle aussi dans la course à l'armement afin de combler son retard.

Subissant une crise de surproduction majeure du fait de la récession mondiale, la Chine est confrontée au ralentissement de sa croissance (6,7 % en 2016, le taux le plus bas depuis 26 ans) et à une dette croissante. Xi Jinping

a beau avoir vanté la transition d'une « *croissance rapide* » vers un développement économique *« axé sur la qualité* », « *l'innovation* », la Chine est en quête de nouveaux marchés et débouchés ainsi que de sources d'approvisionnement en matières premières et énergie. Elle s'est lancée dans la construction d'une « *nouvelle route de la soie* » (autoroutes et chemin de fer) qui vise à placer le pays au centre des échanges entre l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe. Son objectif : ouvrir des réseaux terrestres vers l'Ouest pour transporter plus rapidement ses marchandises mais aussi ne pas dépendre exclusivement de la voie maritime à la merci des alliées des USA. Il s'agit également pour elle de développer les échanges économiques tout au long des territoires traversés par cette nouvelle voie commerciale. Le projet concerne de nombreux pays (Kazakhstan, Ouzbékistan, pays du Moyen-Orient, d'Europe, d'Afrique…) avec à la clé des travaux gigantesques, des milliards de dollars d'investissements et de prêts.

Face à l'« *America First* », la Chine et les pays émergents défendent la libre concurrence, l'ouverture des marchés. Lors du sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à l'été 2017 ils ont plaidé pour un « *ordre international plus juste et plus équitable* »… L'Inde et la Chine y ont promis *« un partenariat renforcé pour un avenir plus brillant* »… Mais la veille encore, leurs armées se défiaient le long des frontières himalayennes suite à un différend territorial et au projet d'une nouvelle route militaire chinoise. La rivalité commerciale fait rage entre les deux pays : pour répondre à la « route de la soie » qui la contourne, l'Inde a lancé le projet d'une nouvelle route maritime, « *corridor de la croissance Asie Afrique* », pour une région Indo-Pacifique « *libre et ouverte* », en collaboration avec le Japon, allié des USA.

Dans le même temps le Japon revoit sa constitution afin de redevenir une puissance militaire. Votée sous occupation américaine en 1946, elle lui interdisait toute intervention militaire en dehors du territoire national. En 2015 déjà, au nom de la nécessaire défense face à la menace nord-coréenne, une loi avait autorisé la participation de l'armée à des opérations « *de défense* » de troupes alliées. Aujourd'hui il s'agit de lever toute restriction.

Réarmement du Japon, renforcement de la présence US dans la zone où stationnent actuellement 80 000 GI, course à l'armement de la Chine, rivalités accrues… on ne peut prévoir jusqu'où peut aller l'escalade militaire dans cette région. Aucune hypothèse ne peut être écartée.

De l'état de guerre permanent à la guerre globalisée ?

L'exacerbation de la concurrence et la course au leadership s'accompagnent dans le monde entier d'une militarisation croissante, de la mise en coupe réglée des peuples et d'une intensification de l'exploitation des classes ouvrières.

Le mythe de la mondialisation heureuse promettant un avenir radieux de bien-être et de paix grâce à l'ouverture des marchés et aux vertus de la libre concurrence, synonyme de démocratie… a laissé place à la réalité crue des rapports de domination et d'exploitation, à leur violence.

La guerre fait rage en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Palestine… mais aussi dans de nombreux pays africains où les armées occidentales, en particulier l'armée française, maintiennent leur ordre pour que leurs multinationales puissent piller en paix.

Les USA, qui cherchent à associer leurs alliés au maintien de l'ordre mondial, n'en sont pas moins contraints de se redéployer. De nouveaux contingents ont été envoyés en Afghanistan en plus des 11 000 militaires déjà sur place. Fin 2017, l'armée américaine représentait 1,3 million d'hommes, 8 800 tanks, 14 000 avions, 10 porte-avions, plus de 50 sous-marins nucléaires, 7 400 ogives nucléaires, sans compter les nouveaux équipements promis… Le budget militaire américain 2018 est en hausse de 9 % : 639 milliards de dollars, 16 % du budget national.

Grandes puissances comme puissances émergentes ou régionales tentent de conserver ou d'accaparer des parts de marché, de contrôler territoires et matières premières. Dans la lutte mondiale pour l'appropriation des richesses, de nouvelles forces aspirent à prendre leur part telles Daech ou Al Qaida, nouveaux seigneurs de guerre produits des guerres impérialistes, utilisant le terrorisme djihadiste et l'obscurantisme religieux intégriste pour soumettre les populations.

Le monde entier s'enfonce dans une spirale de violence et de guerres, un chaos né de la décomposition libérale, de la fuite en avant des grandes puissances pour maintenir leur leadership.

Le 23 octobre 2017, alors qu'à Kaboul les attentats venaient de faire 200 morts et des centaines de blessés, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson (par ailleurs ancien PDG d'Exxon Mobil), s'invitait sur une base militaire américaine à 50 kilomètres de là, affirmant la volonté des USA de « *continuer de lutter contre les talibans et les autres groupes terroristes de façon à ce qu'ils comprennent qu'ils ne gagneront jamais au plan militaire* »… avant d'ajouter : « *il y a une place pour eux au gouvernement s'ils sont prêts à le rejoindre, à renoncer au terrorisme, à renoncer à la violence et à s'engager pour un Afghanistan stable et prospère* ». Les USA, comme l'ensemble des puissances impérialistes, n'ont jamais eu la moindre hésitation à utiliser les seigneurs de guerre locaux et autres dictateurs sanguinaires. Leur problème n'est pas de les défaire mais de se les soumettre et de les intégrer dans la lutte pour le maintien de leur hégémonie et de leurs profits.

Moyen-Orient et Proche-Orient sont déstabilisés par les interventions des puissances impérialistes et par la réaction des régimes et des forces obscurantistes contre les révolutions arabes. Des régimes dictatoriaux, militaires, font régner la terreur, répriment les populations, à l'image du général Sissi en Egypte, ou d'Erdogan qui, en Turquie,

flatte chaque jour un peu plus les sentiments nationalistes et antioccidentaux pour mieux diviser et soumettre sa population, bâillonner toute opposition, toute aspiration démocratique, dont celles du peuple kurde.

Ces tensions ont pour cadre la compétition aiguë que se livrent les principales puissances et plus particulièrement les Etats-Unis prêts à tout pour conserver leur hégémonie face à la Chine, tandis que des puissances comme la Russie, la Turquie, l'Inde tentent de jouer leur propre partie, participant de la militarisation et de l'instabilité générales.

On ne peut exclure que l'état de guerre permanent ne débouche demain sur un affrontement militaire majeur pour le leadership mondial. Les Etats l'envisagent, s'y préparent, mais rien n'est écrit : l'intervention de la classe ouvrière et des classes exploitées peut ouvrir une toute autre perspective.

Militarisme et état d'urgence permanent ou la militarisation de l'opinion

Les bourgeoisies n'ont d'autre réponse à la faillite de leur système qu'une fuite en avant qui ne peut qu'aggraver les tensions économiques, les rivalités internationales et l'engrenage militaire… mais aussi la révolte sociale, celle des populations opprimées soumises quotidiennement à une violence inouïe, aux dévastations, et celle des travailleurs et travailleuses répartis aujourd'hui sur l'ensemble des continents. La crainte de cette révolte, de la prise de conscience par des centaines de millions de femmes et d'hommes de la place centrale qu'ils et elles occupent dans l'économie et le fonctionnement de la société, de leur capacité à s'unir et à contester leur pouvoir, est partagée par l'ensemble des classes dominantes par-delà les frontières.

Elles y répondent par des politiques d'union nationale tentant de lier les mains des opprimés, de les solidariser de leurs oppresseurs en flattant les préjugés xénophobes, racistes, religieux, pour tenter de soumettre l'opinion.

Mais aussi par des régimes « d'exception » tels le *Patriot Act* aux USA au lendemain du 11 Septembre. Ce texte dont l'acronyme signifie « *loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme* », a donné au gouvernement des États-Unis les moyens d'un immense flicage dans et hors leurs frontières, permettant entre autre de détenir sans limite toute personne soupçonnée de projet terroriste ou d'accéder aux données informatiques de tous, particuliers ou entreprises, sans autorisation préalable ni information. Prévu pour durer 4 ans, le *Patriot Act* a sans cesse été renouvelé et enrichi de Bush à Trump en passant par Obama. De même, en France, l'état d'urgence instauré après les attentats du 13 novembre 2015, dont les mesures ont été intégrées au droit commun.

Terrorisme islamiste et prétendue guerre contre le terrorisme sont devenus en quelques années le quotidien de la population mondiale. Les consciences sont profondément impactées par cette guerre qui se délocalise, dont les premières victimes sont les populations du monde arabo-musulman et dont les conséquences ensanglantent le monde entier. Leur choc a un effet paralysant sur les consciences dominées par la propagande des classes dominantes, la militarisation de la société, les effets de la décomposition sociale sécrétée par les politiques libérales.

Lutter contre ces effets, se dégager de l'emprise des classes dominantes demande de comprendre les origines, la logique de cet engrenage, de prendre la mesure des affrontements en cours, de leur nature de classe, de l'évolution des rapports de forces et du rôle que peuvent jouer les peuples et la classe ouvrière.

Face à la montée des nationalismes, des extrêmes-droites, des obscurantismes et des intégrismes religieux, face à l'instauration de régimes de plus en plus autoritaires, dictatoriaux qui visent tous à soumettre les opprimés à la défense des intérêts de leurs exploiteurs, le mouvement ouvrier a sa propre réponse à apporter. Une réponse portant une perspective de classe, internationaliste, fondée sur la coopération des peuples.

Pacifisme, désarmement ou internationalisme prolétarien ?

Le capitalisme a développé à l'échelle du monde une classe ouvrière moderne, chaque jour plus unifiée, qui communique d'un bout à l'autre de la planète en une fraction de seconde. Les régions les plus reculées d'Asie ou d'Afrique, leurs populations, leur classe ouvrière, ont été intégrées de façon brutale dans une nouvelle division internationale du travail. Depuis les usines du Bangladesh jusqu'aux ports d'Afrique ou aux banlieues industrielles de Séoul, Casablanca, Bucarest, Shanghai, Sao Paulo, Detroit, Bombay… un même prolétariat mondial est en train de s'homogénéiser, objectivement lié d'un bout à l'autre du globe, ayant face à lui et à ses luttes les mêmes multinationales et les Etats à leur service.

Derrière le mirage d'un « *ordre international plus juste et plus équitable* » promis par les faiseurs de guerre, la violence des rapports de domination, la misère extrême, les conséquences écologiques dramatiques de la course aux profits, les guerres, ont profondément transformé le quotidien de millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Des transformations sans retour possible qui bouleversent la réalité de la classe ouvrière. Elles se font dans les drames et dans le sang mais portent en elles une dimension révolutionnaire, à l'image de la crise des réfugiés qui participe d'une prise de conscience internationaliste.

Face aux menaces de conflit militaire majeur, face à l'éventualité qui ne peut être écartée d'une guerre nucléaire, nombreux sont ceux au sein des organisations du mouvement ouvrier qui appellent au combat pour « *la paix* », mènent des campagnes en faveur du désarmement nucléaire, en appellent à l'ONU.

Mais il ne peut y avoir d'issue sans que le prolétariat intervienne directement, en unissant ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des

multinationales et de l'oligarchie financière. Notre combat pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est un combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme.

En juin 1917, Trotsky de retour en Russie écrivait au cœur de la révolution : « *La tare originelle du pacifisme est fondamentalement la même que celle de la démocratie bourgeoise. Sa critique n'aborde que la surface des phénomènes sociaux, elle n'ose pas tailler dans le vif et aller jusqu'aux relations économiques qui les sous-tendent. Le réalisme capitaliste joue avec l'idée d'une paix universelle fondée sur l'harmonie de la raison, et il le fait d'une façon peut-être encore plus cynique qu'avec les idées de liberté, d'égalité et fraternité* […] *Théoriquement et politiquement, le pacifisme repose exactement sur la même base que la doctrine de l'harmonie sociale entre des intérêts de classe différents. L'opposition entre États capitalistes nationaux a exactement la même base économique que la lutte des classes. Si l'on croit possible une atténuation graduelle de la lutte des classes, alors on croira aussi à l'atténuation graduelle et à la régulation des conflits nationaux* ».

La concurrence mondialisée conduit à la guerre mondialisée.

Face aux ravages de la mondialisation, à la globalisation de la guerre, à la faillite sans retour des classes dominantes, nous voulons œuvrer au regroupement et à l'unité des classes exploitées, du camp international des travailleurs, en rupture avec le capitalisme mondialisé et avec les illusions pacifistes et institutionnelles. Une nouvelle internationale des travailleurs est une nécessité.

Derrière la financiarisation de l'économie, la révolution technologique prélude à la révolution sociale

Daniel Minvielle, Laurent Delage, François Minvielle

L'explosion des profits et de la finance s'accompagne dans tous les domaines de reculs sociaux, de menaces grandissantes dans les secteurs financiers, militaires, environnementaux. L'humanité dispose aujourd'hui des moyens de stopper la course à la catastrophe climatique et d'en finir avec la misère terrible qui frappe des populations entières tout en garantissant le renouvellement des ressources. Mais dans le cadre du capitalisme, ces progrès se transforment en leur contraire, chômage pour des masses toujours plus importantes de travailleurs, précarité et surexploitation pour les autres. Des populations entières sont soumises à une misère terrible, aux conséquences des guerres, condamnées à chercher leur survie dans l'émigration. Les progrès sociaux contenus en puissance dans les progrès techniques se transforment en régression sociale parce qu'ils sont assujettis à la perspective de profit. La maladie qui frappe le système capitaliste, c'est la propriété privée des moyens de production et d'échange qui entre en contradiction avec la socialisation et l'internationalisation de la production.

Aujourd'hui, cette contradiction atteint un degré inégalé qui s'exprime dans la mondialisation financière. Celle-ci est la conséquence de l'inadaptation de la propriété privée et de l'Etat national qui la garantit et la protège au développement des forces productives qui fait exploser le carcan juridique trop étroit tout en restant prisonnier du rapport fondamental capitaliste de l'appropriation privée des richesses.

C'est avec ce rapport qu'il faut en finir. L'évolution des forces productives ne génère pas seulement les contradictions qui poussent le capitalisme à la faillite. Elle prépare aussi les bases matérielles d'une nouvelle époque de révolution sociale, les conditions objectives du renversement du capitalisme, l'avènement d'une société où, libérés du carcan de la propriété privée, les progrès techniques pourront servir à l'épanouissement de chacun.

Le développement des forces productives contre la propriété privée capitaliste

L'histoire de l'humanité est conditionnée par les moyens grâce auxquels les hommes font face à leurs besoins, les forces productives, dont l'évolution est faite de progressions continues entrecoupées de sauts plus brusques, de révolutions technologiques.

La forme que prennent les sociétés humaines, les rapports sociaux que les hommes contractent entre eux dépendent du degré de développement de ces forces productives. C'est seulement lorsque les progrès techniques, avec la révolution néolithique, ont permis aux communautés humaines de produire plus que ce qu'il leur était immédiatement nécessaire pour vivre, de dégager un surproduit social important et régulier, qu'a commencé à se développer la division du travail, la différentiation sociale qui a abouti à la division des sociétés en classes.

Les rapports que les hommes établissent entre eux dans la production de leurs moyens de subsistance en fonction du développement des techniques s'expriment dans des rapports de propriété au nom desquels les classes dominantes s'accaparent le surproduit social créé par les classes dominées. Ces nouveaux rapports sociaux se traduisent par des règles juridiques, des structures politiques, une idéologie qui régissent la vie de la communauté, tandis que s'instaure, entre les classes, un conflit permanent

pour la répartition des richesses tirées du travail, la lutte des classes.

Si les hommes sont les acteurs de leur propre histoire, ils le font dans des conditions déterminées, à travers des rapports sociaux dans la production qui ne dépendent pas de leur volonté ni de choix pleinement conscients.

Mais tandis que la « superstructure juridique et politique » se maintient dans le temps perpétuant les privilèges des classes dominantes, la « structure économique » continue de se développer grâce au travail. Jusqu'au moment où la contradiction entre ce développement et les rapports de propriété existants est telle que la nécessité s'impose d'une révolution sociale, l'instauration de nouveaux rapports sociaux, adaptés au niveau atteint par le développement des moyens de production. C'est bien devant une telle situation que nous sommes aujourd'hui.

Une 3ème révolution industrielle ?

Toute une littérature se développe autour des nouvelles technologies, prophétisant la « *fin du travail* », la « *transversalité* » contre la « *verticalité* », « *l'économie du partage* »... comme si ces techniques s'étaient développées et évoluaient hors de la société de classe et des rapports d'exploitation.

Ces technologies de l'électronique, de l'informatique, des réseaux de communication ou des satellites dataient pour la plupart des années 60, développées par les Etats impérialistes à travers la conquête spatiale et l'armée.

C'est sur la base d'une offensive contre la classe ouvrière et d'une relance de la Bourse et de la finance, menées par Reagan, Thatcher, mais aussi par Mitterrand dans les années 80, que va pouvoir se développer cette révolution technologique. La politique d'austérité menée partout dans le monde se traduisit en France par un recul de près de 10 % des salaires dans la valeur ajoutée entre 1982 et 1998. C'est sur la base de ce rapport de force et du rétablissement de leur taux de profits que les capitalistes vont investir massivement dans ces nouvelles technologies pour engranger d'énormes gains de productivité (+ 55 % entre 1980 et 1998 en France, d'après l'OCDE).

Le vrai bouleversement technologique ne sera pas celui des start-up de la « nouvelle économie » fortement médiatisées, mais bien celui de l'application de l'informatique, des réseaux, de l'automatisation par les principaux trusts industriels, qui se réorganisent à l'échelle du monde, à coups de fusions, d'OPA, de privatisations… et de licenciements massifs dans le cadre des rachats d'entreprises !

Dopés par les gains de productivité, la croissance s'envole dans les années 2000 sous les applaudissements de ceux qui annoncent une nouvelle période de développement du capitalisme. Mais c'est une croissance destructrice, à la recherche permanente de profits pour les actionnaires et la spéculation, provoquant une explosion des inégalités sociales.

La mondialisation financière va soumettre ces progrès techniques à la quête insatiable de plus-value des quatre coins du monde. Ce faisant, un saut va s'opérer dans la productivité des moyens de production et les progrès techniques, liés en particulier à l'informatique.

Une révolution technique à l'échelle du monde…

L'industrie fait preuve aujourd'hui d'une plus grande maîtrise des matériaux, des énergies, des procédés de fabrication (dont certains nouveaux comme l'impression 3D) qui permettent de diminuer les coûts de production.

Des machines automatisées, voire des chaînes entières de production, robotisées, flexibles, ont considérablement augmenté la productivité du travail dès le début des années 1990-2000. Et donc diminué dans les mêmes proportions la quantité de travail nécessaire pour produire une quantité donnée de marchandises. Dans les années 1960, il fallait environ 1000 ouvriers pour produire 500 000 tonnes d'acier, quand une quinzaine peut suffire en 2017. En France, en 2013, une heure de travail produisait 7,8 fois plus de valeur ajoutée qu'en 1950 et rien qu'au cours de la décennie 1991-2001, la productivité horaire du travail a progressé de plus de 4 % par an.

La division internationale du travail s'est profondément renforcée, avec la création et le développement des multinationales. En 1995, il existait environ 36 000 sociétés mères transnationales, un chiffre qui est passé à 104 000 en 2010. Cherchant à exploiter une main d'œuvre sous-payée, ces sociétés vont développer leurs filiales en Chine, en Corée du Sud, en Inde, grâce à la généralisation de la conception et de la production assistées par ordinateur, des machines-outils à commande numérique, des réseaux internationaux de communication.

Au début des années 1990, de nombreuses entreprises occidentales ont délocalisé leur secteur informatique en Inde pour profiter d'ingénieurs qualifiés et bon marché, comme British Airways qui sous-traite aujourd'hui ses réservations et même l'enregistrement des voyageurs et des bagages. Ce secteur informatique offshore emploie quatre millions d'Indiens… et génère 150 milliards de dollars de chiffre d'affaires par an !

Cette internationalisation se retrouve aussi au cœur de la production. Boeing fabrique ainsi son avion Dreamliner dans le monde entier : fuselage en Italie, sièges de pilotage au Royaume-Uni, train d'atterrissage en France, portes de soute en Suède… De plus en plus de produits finis (automobiles, téléphones portables, appareils médicaux) sont produits à partir d'activités parcellisées dans de nombreux pays, en particulier en Chine.

Cette internationalisation grandissante s'est accompagnée de progrès dans les transports de marchandises, par le biais de containers normalisés dont la gestion est assurée, de façon centralisée, par informatique. Des zones multimodales permettent de réaliser des gains de productivité considérables dans le transfert des marchandises d'un système de transport à un autre, sous le contrôle de ces systèmes de gestion. Systèmes qui ouvrent en même temps la possibilité de connaître en temps réel

la circulation mondiale des marchandises produites et consommées. D'immenses investissements sont en cours aujourd'hui, dans le cadre de la concurrence capitaliste entre la Chine, l'Asie et les Etats-Unis, pour gagner sur le temps de transport, comme les nouvelles Routes de la soie.

Enfin, l'utilisation des nouvelles technologies et d'Internet a modifié la façon de piloter la production des échanges et des services. Les grands groupes du commerce comme Walmart, première multinationale mondiale, ont la mainmise sur la production des marchandises qu'ils vendent. Grâce à l'informatique, ils peuvent établir des statistiques sur leurs clients, renseigner leurs bases de données et gérer les stocks au plus près de la demande immédiate pour bénéficier au maximum de la flexibilité des chaînes de production et de logistique fonctionnant en flux tendu.

Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), ces cinq compagnies américaines les plus fortunées qui totalisent 504 milliards de dollars de capitaux, font la même chose en collectant à plus grande échelle encore les traces laissées par les internautes sur les sites qu'ils fréquentent. Grâce à leur position de monopole, elles peuvent récupérer une masse considérable d'informations qu'elles revendent ensuite aux annonceurs ou à d'autres sociétés, engrangeant ainsi des milliards de dollars. Dans cette société capitaliste, toutes ces technologies d'information servent à vendre davantage, même de la dette ! Ainsi, des start-up aident déjà les banques à filtrer les clients pour leurs demandes de prêt en ligne ou de carte de crédit d'après leurs comportements sur les réseaux sociaux.

Toutes ces données de géolocalisation ou d'objets connectés les plus divers devraient revenir à la collectivité et pas à des sociétés géantes qui en tirent d'énormes profits pour une utilisation totalement parasitaire et anarchique. A l'opposé, ces techniques de l'information préfigurent une organisation rationnelle de la production au plus près des besoins de chacun. En cherchant à prévoir et à anticiper, elles constituent les bases matérielles d'une planification centralisée de l'économie, d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, d'une diminution considérable du temps de travail humain nécessaire à la production des biens et des services permettant à tous les êtres humains de vivre décemment.

Etouffées dans le carcan de la propriété privée capitaliste, de la soif de profits d'une infime minorité qui s'en approprie le contrôle, ces nouvelles technologies se retournent contre l'immense majorité. Comme le constatait déjà Marx à son époque : « *Nous voyons qu'une machine douée d'une force merveilleuse, capable de réduire l'effort et d'effectuer un travail humain fécond, mène à la famine et à l'épuisement* ».

… mais un progrès perverti par le capital

Les gains de productivité qui se sont accumulés et qui permettraient de réduire le travail de chacun se transforment aujourd'hui en chômage de masse pour les uns et surexploitation pour les autres. Dans les usines, les robots qui devraient servir à libérer les travailleurs des tâches les plus pénibles, ne sont mis en œuvre qu'à la seule condition de supprimer des emplois… aggravant ainsi les conditions de travail des ouvriers restants.

La flexibilité des équipements introduite par leur modernisation (robotisation, commandes numériques, possibilité de travailler en flux tendu) pousse les entreprises à flexibiliser le travail par la liquidation des CDI et la généralisation du travail précaire. Aujourd'hui, 85 % des salariés en France sont en CDI, mais 87 % des nouvelles embauches se font en CDD. Le nombre de salariés intérimaires est passé lui de 550 000 en 2012 à 650 000 en 2017.

Partout, c'est la chasse aux temps morts et aux suppressions de postes, par des méthodes de management qui se généralisent comme le Lean (littéralement « *gestion maigre* »…) cherchant à enrôler les salariés dans l'augmentation de leur propre productivité.

En France, en Espagne, en Angleterre, les gouvernements institutionnalisent la précarité dans les contrats de travail, comme on le voit avec les différentes moutures de la loi Travail, justifiant ces graves atteintes aux droits des salariés par le baratin sur le « *nouveau travail* ».

Avec l'Ubérisation, des masses de travailleurs chassés des entreprises ou n'arrivant même pas à y entrer, se retrouvent dans les conditions du travail à la tâche des salariés à domicile du 19ème siècle, sans protection sociale. En France, le statut d'auto-entrepreneur a été créé en 2008 par le gouvernement Fillon. Novelli était on ne peut plus clair sur l'objectif : « *Désormais, pour s'en sortir, les Français ne se tournent plus vers la collectivité, ils se tournent vers… eux-mêmes. Quelle plus belle réponse donner à tous ceux qui croient encore que, face à la crise, la seule réponse, c'est l'assistanat ?* […] *Cela abolit, d'une certaine manière, la lutte des classes. Il n'y a plus d'exploiteurs et d'exploités. Seulement des entrepreneurs : Marx doit s'en retourner dans sa tombe* ».

Neuf ans plus tard, les Deliveroo font grève pour être payés correctement et les chauffeurs Uber sont en procès avec la plate-forme. Derrière la propagande, les chiffres sont là : en moyenne, les micro-entrepreneurs gagnent… 410 euros par mois, moins que le revenu de solidarité active (RSA) !

Cette fameuse « *économie du partage* » est bien un produit du vieux monde capitaliste, à l'image d'Uber financé par Goldman Sachs. Elle est incapable d'insuffler un nouveau cycle sur la base de la révolution technologique. Alors que les robots et la productivité du travail augmentent, la baisse de la croissance de la productivité globale de l'économie mondiale se poursuit, même dans les pays émergents. La baisse tendancielle des taux de profit est à l'œuvre.

Dans le cadre de l'exploitation capitaliste, le progrès technique a pour conséquence immédiate de jeter des milliers de travailleurs au chômage tandis que les autres voient

s'aggraver leurs conditions de travail, des populations entières réduites à la misère, condamnées à l'émigration.

A cela s'ajoutent les conséquences sur l'environnement de l'exploitation sans la moindre limite des ressources non renouvelables (minerais, charbon, pétrole…), de la destruction de ressources renouvelables sans souci de leur reconstitution (déforestations massives) et du rejet dans l'environnement des déchets de toute sorte (CO2, résidus chimiques des processus industriels, résidus radioactifs,…) comme des produits chimiques utilisés massivement dans l'agriculture.

Mais la technologie n'y est pour rien. Au contraire, c'est elle qui permet d'envisager une création massive de richesses pour satisfaire enfin tous les besoins de l'humanité, dans le respect de l'environnement et une gestion raisonnée des ressources. Mais pour cela, il faut libérer la technologie et les moyens de production de ce qui les transforme en machine à détruire, la propriété privée capitaliste.

C'est la tâche historique qui incombe à la classe ouvrière, classe révolutionnaire qui s'est profondément développée et internationalisée dans la dernière période.

La classe ouvrière porteuse de la révolution sociale à venir

Alors que de nombreux articles annoncent la « *fin du travail* », la classe ouvrière au sens large, celle des salariés, n'a jamais été aussi nombreuse à l'échelle mondiale, représentant les intérêts de toutes les classes populaires. Ce prolétariat c'est « *la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché.* » Ces quelques lignes du *Manifeste du parti communiste* décrivent ce que vivent toujours l'immense majorité des travailleurs d'aujourd'hui, ne possédant rien, exploités par la propriété privée capitaliste.

Sur les 3,3 milliards de travailleurs que recense l'Organisation Internationale du Travail, 1,84 milliard sont des salariés ; à côté, 1,04 milliard travaillent à leur compte et 311 millions travaillent au sein de leur famille. C'est parmi ces deux dernières catégories qu'on trouve cette presque moitié des travailleurs du monde qui sont encore dans l'économie informelle, c'est-à-dire le plus souvent des exploitations familiales agricoles, des ateliers familiaux, mais aussi parfois en lien avec la grande industrie, travaillant au noir par exemple pour la récupération des matières premières dans des décharges, voire pour des secteurs contrôlés par des mafias.

Parmi ces 3,3 milliards, la proportion de travailleurs de l'agriculture recule dans toutes les zones du monde. En 50 ans, ce sont plus de 800 millions de paysans qui ont quitté les campagnes pour les villes. Depuis 2007, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la population des villes a dépassé celle des campagnes. Les paysans représentent moins de 29 % aujourd'hui de l'ensemble des travailleurs, contre encore 45 % en 1991. Sur ces 970 millions de paysans, de moins en moins sont des petits producteurs individuels. Sans terre, un grand nombre sont des prolétaires de l'agriculture, 500 millions d'entre eux étant employés sur des grandes plantations pour alimenter le marché des produits agricoles mondialisés. L'agriculture concentre encore les injustices les plus violentes, employant 110 millions d'enfants, le plus souvent dans le cadre familial, mais aussi plus de 3 millions de travailleurs forcés.

La production manufacturière, l'industrie, représente 22 % des travailleurs, dont une grande part dépend des entreprises multinationales. Pour ne citer que les premières de quelques secteurs industriels, Glencore (extraction minière) emploie directement plus de 150 000 salariés, Nestlé (agroalimentaire) 340 000 employés, Pepsico (boissons) 274 000, EDF 130 000 dans plus de trente pays. La Sinopec (société pétrolière chinoise), 2ème plus grande entreprise privée mondiale, emploie plus de 640 000 salariés. Le secteur automobile continue d'employer des millions de salariés, plus de 500 000 rien que pour Volkswagen et 330 000 chez Toyota. L'industrie électronique en compte 120 000 chez Microsoft, 220 000 chez Samsung. Et à ces millions d'employés des multinationales, il faut ajouter des dizaines de millions de personnes travaillant pour des sous-traitants.

Les services représentent près de 50 % du travail à l'échelle du monde (plus de 75 % dans les pays les plus riches), comme par exemple les travailleurs de la santé, qui sont maintenant plus de 110 millions, dont plus de 70 % de femmes. Une grande partie des employés des services travaillent dans le commerce qui est structuré par des multinationales qui comptent parmi les plus puissantes de l'économie mondiale, comme les chaînes de distribution Walmart (2,3 millions de salariés dans 27 pays) et Carrefour (360 000 salariés dans 30 pays), ou le commerce électronique avec les 230 000 salariés d'Amazon. Le secteur financier salarie aussi des centaines de milliers de salariés, dans les banques comme la JPMorgan Chase, 235 000 employés, et les assurances comme Allianz (140 000). L'explosion des services repose aussi sur la prolétarisation de ce secteur. De nombreuses tâches de service sont effectuées aujourd'hui par des salariés de grands groupes, alors qu'elles étaient effectuées par une petite bourgeoisie de travailleurs indépendants il y a encore quelques décennies.

Ces quelques éléments dessinent le tableau d'une économie mondiale structurée et dominée par des grands groupes multinationaux qui en se développant ont internationalisé et socialisé le travail salarié comme jamais… et développé une classe ouvrière moderne, qui ne possède que sa force de travail à vendre et dont les luttes pour ses moyens d'existence l'opposent aux dirigeants et propriétaires des multinationales et à leurs relais. La simplification des rapports de classes concentrés dans

l'antagonisme fondamental entre « bourgeois et prolétaires » décrite dans *Le Manifeste* n'a jamais été aussi forte et exacerbée à l'échelle mondiale.

L'offensive généralisée de la bourgeoisie contre la classe ouvrière pour tirer toujours plus de profit de l'exploitation du travail salarié provoque des reculs. La classe ouvrière mondiale a été percutée par la crise. L'OIT recense 201 millions de chômeurs dans le monde, 3,4 millions de plus en un an. 1,4 milliard de travailleurs sont dans une « *situation d'emploi vulnérable* », dans les pays pauvres, mais aussi dans les pays riches avec l'ubérisation de certains emplois, la casse des droits sociaux. 780 millions de travailleurs vivent avec moins de 3,1 dollars par jour. Globalement, les salaires à l'échelle mondiale connaissent des taux d'augmentation très faibles depuis la dernière crise financière (à peine + 0,9 % en 2015).

Cette offensive provoque l'effondrement des vieilles organisations du mouvement ouvrier intégrées depuis des décennies à la gestion du système. Elle favorise la division des travailleurs, la mise en concurrence, les illusions nationalistes, le racisme, le sexisme, autant de préjugés et d'idéologies réactionnaires secrétés par cette société d'exploitation et qui profitent à la domination du capital. Mais elle provoque aussi les résistances, les solidarités, les luttes à travers lesquelles une conscience collective se forme. C'est en menant ces luttes pour l'emploi, pour les salaires, pour les conditions de travail, que les travailleurs remettent en cause le droit des capitalistes à les exploiter et que la classe ouvrière joue un rôle révolutionnaire, force sociale faisant tourner toute l'économie et seule à même d'en saper les fondements pour se réapproprier collectivement les moyens de production.

Les dirigeants du monde s'en inquiètent. L'OIT alerte les gouvernements en indiquant dans un de ces derniers rapports que « *l'indice des troubles sociaux du BIT, qui mesure le mécontentement exprimé à l'égard de la situation socio-économique dans les différents pays, montre que les troubles sociaux se sont intensifiés en moyenne au niveau mondial entre 2015 et 2016* ».

De la révolution technologique à la révolution sociale…

La course aux profits, à l'accumulation des richesses par la bourgeoisie, a transformé les forces productives, révolutionné les moyens de production, développé un prolétariat moderne dans tous les pays. Le fantasme de la bourgeoisie d'une production entièrement robotisée exprime, plus ou moins consciemment, le rêve de se débarrasser de ce danger permanent, ce prolétariat qu'elle développe et qui la menace. A l'inverse, pour des centaines de millions de travailleurs, les progrès techniques et scientifiques pourraient être autant de moyens de libérer du temps pour que les travailleurs assurent eux-mêmes et démocratiquement la direction de la société. Ce sont les forces et les moyens de la révolution sociale à venir qui se sont mis en place, sans que la bourgeoisie ne le souhaite, et avec un contenu bien plus explosif qu'elle ne l'imagine. Bien creusé, vieille taupe, aurait dit Marx !

La révolution technologique se transforme en recul social, le temps libre dégagé par les progrès de la productivité prend la forme du chômage et de l'exclusion. La destruction de l'environnement par l'économie capitaliste, l'incapacité à gérer les ressources et maîtriser les rapports avec la nature sont d'autant plus insupportables que les connaissances scientifiques et la médiatisation permettent d'en avoir conscience. L'accroissement de la production et la circulation internationale des marchandises se combinent avec la frustration de centaines de millions de travailleurs privés de la jouissance du fruit de leur travail. Alors que les multinationales de la distribution savent de mieux en mieux anticiper les achats des clients, le marché s'oppose à la satisfaction des besoins humains. En même temps que les multinationales organisent la production en faisant coopérer en leur sein des centaines de milliers de salariés par-delà les frontières, leur parasitisme aggrave la mise en concurrence entre les pays, les tensions internationales, les guerres.

Toutes ces contradictions se ramènent à une contradiction fondamentale, que le capitalisme est incapable de résoudre, entre d'un côté une production collective et socialisée, et d'un autre l'appropriation privée des richesses, la propriété privée capitaliste.

Cette contradiction entre le capital et le travail atteint une telle acuité que pour exercer et perpétuer sa domination, la bourgeoisie ne peut pas se contenter d'exercer sa pression sociale et économique. Elle mène aussi en permanence une bataille politique et idéologique pour entretenir le mensonge de la légitimité de son pouvoir.

Les idéologies réactionnaires des classes dominantes contre les progrès du développement humain, permanence du combat pour le matérialisme

Bruno Bajou, Mónica Casanova

Les classes dominantes ont toujours cherché à dominer les esprits et les consciences avec des constructions idéologiques reflétant leurs propres préjugés sociaux, leurs illusions sur elles-mêmes comme leur mépris des classes populaires, en s'appuyant sur des morales archaïques, rétrogrades, qui en appellent au respect de Dieu, de l'ordre établi, du pouvoir des riches et des puissants.

Quelle que soit la forme qu'elles prennent, quels que soient le Dieu, la Nation ou les principes dont elles se revendiquent, ces idéologies ont toutes le même fond réactionnaire, car elles masquent la réalité sociale des rapports d'exploitation, enracinent dans les esprits le mensonge du caractère éternel, figé, incontestable de l'ordre établi et s'efforcent de retourner la révolte des classes exploitées contre elles-mêmes en les divisant, les dressant les unes contre les autres au nom de la religion, du nationalisme, du racisme.

Depuis la crise de 2007-2008, l'offensive sociale, militaire, sécuritaire contre les peuples, seule réponse des classes dominantes à la crise globale financière, économique, écologique de leur système, n'a fait que renforcer toutes ces idéologies réactionnaires.

Elles se sont aussi nourries de la faillite politique de la gauche et, en retour, ont accentué l'effondrement des vieilles organisations du mouvement ouvrier et les reculs de la conscience de classe. Elles déstabilisent, brouillent les repères dans toute la société, s'accompagnant de la progression de replis nationalistes ou identitaires, de la montée des populismes mais aussi de différents obscurantismes, du relativisme en science jusqu'aux diverses théories du complot. Elles entraînent la confusion jusque dans les rangs de ceux qui veulent combattre les diverses oppressions qu'engendrent les rapports d'exploitation dans une société de classes, aujourd'hui capitaliste.

Combattre les différentes oppressions, c'est d'abord étudier et faire la critique de la réalité sociale qui les a engendrées pour armer la révolte, construire une conscience collective, une conscience de classe qui inscrive ce combat dans le cadre du développement historique.

La société a évolué, s'est transformée, a progressé en permanence grâce au travail humain, grâce aux progrès de la science et des techniques, à la lutte contre les préjugés, et de façon plus générale aux progrès de la pensée humaine pour comprendre la nature et les rapports sociaux.

Le matérialisme est à la base de cette connaissance objective, scientifique du monde, celle qui émancipe des croyances et des préjugés par la compréhension des lois naturelles qui gouvernent son évolution comme de celles qui régissent l'histoire des sociétés humaines. Il n'est pas une option philosophique, une théorie parmi d'autres qu'on pourrait choisir ou pas, mais bien la méthode sur laquelle repose toute démarche scientifique.

C'est dans cette continuité du développement du matérialisme que s'inscrit, avec Marx et Engels, le socialisme scientifique sous sa forme moderne. Comme l'écrit Engels : « *Comme toute théorie nouvelle, il a dû d'abord se rattacher au fonds d'idées préexistant, si profondément que ses racines plongent dans les faits économiques* ».

La défense du matérialisme et des conceptions évolutionnistes, du marxisme, est la condition pour faire nôtres les progrès des connaissances modernes enfantées par le travail humain, malgré le cadre perverti qu'imposent la propriété privée capitaliste et l'offensive de la bourgeoisie pour perpétuer sa domination.

Cette défense est loin d'être un combat minoritaire, isolé, il rejoint celui que mènent tous ceux qui par leur travail participent, au quotidien à travers le monde, même sans en avoir une claire conscience, aux progrès des connaissances comme au développement des sciences et des techniques à la base de tout progrès social.

Nos idées socialistes, communistes ne sont pas une utopie ou une construction idéologique. Elles prennent leurs racines dans l'évolution même des idées et de la société qui sape les bases de la domination de la bourgeoisie, classe minoritaire, et de l'idéologie qui voudrait la légitimer.

Le combat pour le matérialisme, contre tous les préjugés produits par les rapports d'exploitation et de domination, participe de la lutte du prolétariat pour libérer le travail humain, intellectuel et manuel, de la folie de la propriété privée capitaliste.

Le développement du matérialisme, comme produit et condition du progrès des sociétés humaines

Le matérialisme postule qu'il existe une réalité matérielle indépendamment de la conscience que nous en avons. Le monde, l'univers, la société, tout ce qui nous entoure et dont nous faisons partie, est une réalité qui existe en dehors de nous et dont nous avons conscience grâce à nos organes des sens et à notre cerveau… notre conscience faisant elle-même partie intégrante de ce monde matériel. Celui-ci ne peut s'expliquer ni être compris que par l'étude des lois qui existent et se développent en son sein, sans faire appel ni à un Dieu, ni à aucun grand principe abstrait, mystérieux, existant en-dehors de lui.

En cela, le matérialisme est la condition de toute tentative de tirer de l'apparent chaos de la nature et de la société les bases de la compréhension nécessaire et indispensable pour agir dessus.

Même souvent inconsciemment, c'est en matérialistes que les scientifiques étudient dans leur laboratoire les lois qui régissent le monde matériel, comme c'est en matérialistes que les techniciens, les ouvriers transforment ce monde matériel par leur travail.

Le travail implique de s'appuyer, d'utiliser les lois, les mécanismes qui régissent le monde réel en s'affranchissant pour cela des croyances, des superstitions, des préjugés qui condamnent à l'impuissance et à la résignation. Le matérialisme est la condition du progrès social qui repose sur l'accumulation du travail de millions d'hommes et de femmes à travers le monde et il s'en nourrit.

Il est ainsi partie intégrante des progrès de la pensée humaine, des acquis des sciences et des techniques qui se sont développées et ont accompagné toute l'histoire des sociétés et qui créent aujourd'hui, malgré les ravages engendrés par la mondialisation capitaliste, les conditions matérielles des progrès futurs, des prochaines étapes de cette histoire.

C'est dans une lutte permanente contre les religions, les croyances mystiques, les idéologies que le matérialisme s'est construit. Il a contribué à émanciper, libérer les esprits de l'emprise des croyances religieuses à des époques où ces croyances servaient de justification au pouvoir bien concret et matériel des Églises, des rois et des classes dominantes, et façonnaient toute la vie sociale.

Le matérialisme participe du long combat encore inachevé pour l'émancipation et conserve toute son actualité...

Il est l'enfant du combat des Lumières au XVIII^{ème} siècle et de la critique révolutionnaire de la religion, pilier de la société d'Ancien Régime, qui a préparé la Révolution française et l'avènement de la société bourgeoise. Comme le matérialisme historique est né de l'émergence du mouvement socialiste et communiste, de la prise de conscience des contradictions de la société capitaliste naissante et du développement du mouvement ouvrier.

Des idéologies réactionnaires, produits directs de la division de la société en classe et de la propriété capitaliste

Malgré l'enracinement du matérialisme dans les progrès qui accompagnent l'histoire des sociétés, les idées réactionnaires, les conceptions idéalistes et religieuses de toutes sortes continuent à dominer, à se renforcer, notamment dans les périodes de recul social et politique. Pas un pays n'échappe aujourd'hui à la menace que représente, pour l'ensemble de la société, le renforcement des croyances religieuses, des superstitions et du mysticisme et toutes les formes d'obscurantisme qui les accompagnent, comme les délires des différentes théories du complot.

Ce renforcement des idéologies réactionnaires est avant tout le reflet des contradictions d'une société d'exploitation, dominée par les idées et préjugés des classes dominantes, expression plus ou moins directe de leurs intérêts de classe. Leur opposition au progrès social va de pair avec leur hostilité aux progrès des connaissances. La bourgeoisie utilise les progrès techniques au service de la course aux profits pour améliorer la rentabilité du capital, tout en combattant les apports de la science, les progrès de la connaissance dans leur dimension émancipatrice. Leur acharnement à s'accrocher à leur position sociale parasitaire les conduit à s'opposer aux possibilités ouvertes par les progrès des connaissances, aux avancées du matérialisme, au nom de vieilles idéologies réactionnaires régulièrement recyclées, la religion, le nationalisme, le racisme, le sexisme.

Ces idéologies véhiculent des conceptions sur la nature, sur la vie et sur la société qui sont complètement en décalage avec le développement des sciences modernes, voire qui n'hésitent pas à remettre en cause les progrès des découvertes scientifiques quand ils contredisent leurs dogmes.

Ainsi, si la théorie de l'évolution à laquelle Charles Darwin a donné une base scientifique, matérialiste, est aujourd'hui reconnue comme le cadre fondamental de toute étude du monde vivant jusqu'à l'émergence des sociétés humaines, elle reste encore aujourd'hui l'objet d'attaques virulentes. Pour ne citer que deux exemples, en Turquie, Erdogan a annoncé son retrait des programmes de l'éducation nationale et dans le pays le plus riche et le plus développé du monde, les États-Unis, le gouvernement Trump comporte des créationnistes notoires.

La théorie de l'évolution est inacceptable pour eux parce qu'elle sape les fondements de la croyance religieuse comme elle bouscule plus largement toutes les conceptions idéalistes qui font de l'être humain, et sa capacité à penser, un être à part. Darwin a ruiné cette vieille conception religieuse qui considère l'Homme comme un être créé par Dieu pour dominer une Nature qui lui aurait été donnée pour qu'il y règne en maître.

Alors que pour certains la conscience, la pensée abstraite, l'intelligence, la morale, bref tout ce que la religion résume dans le terme fourre-tout d'« âme », serait l'ultime preuve d'une différence fondamentale de l'Homme par rapport au reste de la nature, la trace du petit coup de pouce de Dieu, les sciences biologiques et les sciences humaines étudient, progressent, et nous aident à décrire et comprendre l'histoire de notre espèce, en inscrivant l'émergence de ses particularités intellectuelles et son organisation sociale dans la continuité de l'évolution du monde vivant. Les êtres humains sont le produit d'un processus évolutif prodigieux qui a conduit en quelque sorte la matière à devenir consciente d'elle-même.

Et si la science n'arrive pas encore à expliquer tous les enchaînements qui y ont conduit, elle continue à progresser pour nous permettre de nous comprendre nous-mêmes, en tant qu'objets et sujets, de prendre conscience de notre pleine intégration à notre environnement naturel et de créer les conditions pour prendre en main notre propre histoire.

Les progrès des connaissances, le développement mondial de l'économie tendent à unifier le monde, à le démocratiser en rendant possible l'accès de tous les êtres humains à des conditions de vie moderne, à l'éducation, aux progrès de la médecine, à la culture sous toutes ses formes. Ces progrès rendent possible l'émancipation des humains de toutes les croyances religieuses, lointain héritage de leurs premières interrogations sur leur environnement, ils sapent en cela les bases mêmes de la domination de la bourgeoisie, classe minoritaire, et créent les bases pour l'émergence d'une autre organisation sociale débarrassée des rapports d'exploitation, d'une autre conscience collective de l'humanité.

Tout au contraire, les idéologies véhiculées par les classes dominantes ne font que morceler le monde, le diviser, en combinant la liberté complète de circulation pour les capitaux et la multiplication bien concrète de frontières contre les peuples. Elles le morcellent aussi en dressant des frontières dans les consciences en s'appuyant pour cela sur de vieilles théories religieuses, sur la nostalgie de nations passées révolues et mythifiées, sur des préjugés ancestraux, racistes, sexistes, xénophobes totalement en

décalage avec le monde moderne international du XXI^{ème} siècle.

L'idéologie libérale individualiste de la bourgeoisie… comme justification des rapports d'exploitation capitaliste

Même quand elles ne prennent pas l'aspect de croyances religieuses ou de nationalismes d'un autre temps, les idéologies véhiculées par les classes dominantes reposent sur des conceptions philosophiques idéalistes qui s'opposent au matérialisme. Car elles reviennent à nier qu'il existe une réalité matérielle qui évolue et se transforme en permanence, indépendante de nous mais à l'origine de la conscience que nous en avons. Les conceptions idéalistes reposent toutes sur la défense de grands principes moraux, aussi abstraits qu'immuables, sur lesquels devrait reposer toute l'organisation sociale.

Que ce soit à la façon ouvertement rétrograde de Trump ou d'Erdogan, ou dans une version qui se prétend moderne avec Macron, c'est aujourd'hui le triomphe de l'idéologie libérale de la bourgeoisie qui, au nom du grand principe de liberté, fait avant tout l'apologie de l'individualisme le plus crasseux, de la concurrence, de la sélection par la loi du plus fort, et n'est finalement que la justification cynique du parasitisme de la propriété bourgeoisie. L'ubérisation est leur modèle de société, à savoir chacun est son propre exploiteur, pas de contrats collectifs, la « liberté » d'être esclave du travail en toutes circonstances.

Macron incarne le retour décomplexé de la vieille idéologie libérale, de ce vieux préjugé éculé des classes dominantes qui justifie les inégalités par les mérites de ceux qui sont faits pour réussir, pour diriger, « *les premiers de cordée* ». Cette idéologie libérale a accompagné depuis le XIX^{ème} siècle le développement de la bourgeoisie. Ce libéralisme, c'est d'abord en réalité la liberté des marchés, les lois de la libre concurrence, bref le règne de la loi du plus fort, idéalisé par ses défenseurs en une loi naturelle. En effet les idéologues de la bourgeoisie ont prétendu s'appuyer sur la découverte scientifique de l'évolution faite par Darwin pour en tirer « *une loi d'évolution* » universelle, justifiant la lutte individuelle, la survie du plus apte bientôt reformulée en « *la survie du plus fort, du meilleur* ». Une telle conception souvent surnommée « *darwinisme social* » n'avait plus grand-chose à voir avec la théorie scientifique de Darwin.

Les défenseurs du capitalisme, à la Macron, ne font que détourner des progrès scientifiques pour donner un semblant de fondement à ce qui n'est que l'expression des préjugés de classe de la bourgeoise : « *Les riches sont riches parce que ce sont les meilleurs et les plus forts… c'est une loi de la nature !* ».

La science, le matérialisme progressent, se remettent régulièrement en cause, remplacent les vieilles explications dépassées par de nouvelles théories intégrant de nouvelles connaissances pour permettre une vision toujours plus précise de la réalité, ouvrant la voie au progrès de la société. Les religions, comme toutes les idéologies, ne cherchent qu'à remanier, recycler, parfois même récupérer la science pour maintenir les mêmes vieux dogmes, les mêmes illusions pour dominer les esprits et maintenir le vieil ordre social.

L'idéologie libérale transforme ainsi la science de l'évolution en une justification de la sélection et donc de l'explosion des inégalités sociales comme la défense de la liberté individuelle en une apologie de l'égoïsme de classe le plus étroit.

A l'influence des idéologies réactionnaires, s'opposent les produits du travail humain, les connaissances scientifiques et les progrès techniques

Toutes ces idéologies nationalistes, populistes, religieuses servent aux classes dominantes à faire accepter le mensonge du caractère éternel de l'ordre social et de leur domination. Leur progression est d'autant plus paradoxale et insupportable que les conditions matérielles rendant possible le socialisme sont plus développées qu'à l'époque de Marx et d'Engels : production plus socialisée et mondialisée que jamais, populations plus instruites et urbaines, classe ouvrière plus féminisée, progrès considérables des sciences et techniques.

L'influence de ces idéologies réactionnaires participe d'un recul de la conscience de classe et entraîne beaucoup de confusion dans les esprits, même s'il existe un sentiment de révolte profond parmi la jeunesse et la classe ouvrière face aux oppressions engendrées par cette société d'exploitation. La confusion désarme cette révolte, l'empêche de formuler consciemment l'enjeu du combat pour l'émancipation.

Le rejet des classes dominantes et du cynisme avec lequel elles utilisent le progrès technique uniquement pour accroître leurs profits peut conduire à douter de tout, jusqu'à remettre en cause les avancées réelles des sciences, les progrès réels du développement historique. La science ne serait qu'une opinion comme une autre, qu'une construction sociale au service des classes dominantes, qui pourrait être remise en cause, sans se soucier de la réalité des faits qu'elle permet de décrire et de comprendre.

La méfiance dans les progrès des connaissances scientifiques, dans le caractère universel du progrès humain ne peut qu'alimenter le sentiment d'impuissance, de résignation, les replis sectaires et identitaires et créer le terrain pour tous les mysticismes et autres délires complotistes.

Les théories du complot reposent toutes sur une même vision de l'histoire : l'histoire serait régie par des forces secrètes, occultes, manipulatrices, toute puissantes, face auxquelles les populations ne pourraient rien pour changer leur sort. Leur caractère réactionnaire vient de cette vision où toute tentative de transformer la société par la lutte collective est vouée à l'échec, où les masses ne peuvent jamais intervenir consciemment dans les événe-

ments. Ces théories perdurent en partie à cause de la difficulté réelle pour les populations de penser qu'elles peuvent diriger leur propre histoire et transformer la réalité sociale. Mais elles ne correspondent pas au fonctionnement réel de la société que le développement du matérialisme, que les progrès des connaissances permettent de comprendre. Cependant les illusions sur lesquelles elles reposent ne pourront être totalement dissipées qu'avec le développement des luttes sociales, d'une conscience de classe, l'appropriation par les classes exploitées du matérialisme pour liquider les préjugés véhiculés par les idéologues et les prêtres des classes dominantes tout en renversant ces dernières pour en finir avec les rapports d'exploitation et toutes les oppressions.

À tous les délires mystiques ou complotistes, aux superstitions, nous ne pouvons qu'opposer une autre conception du monde et de l'histoire des sociétés humaines, qui se nourrit des avancées des sciences qui arment contre les croyances les plus irrationnelles, qui s'appuie sur le développement des luttes sociales. Nous ne pouvons que combattre les doutes, les remises en cause du caractère progressiste du développement des idées, des sciences et des techniques, combattre le relativisme culturel et le relativisme en science qui sur le fond conduisent à rejeter le caractère universel du progrès humain et du combat émancipateur.

Cette confusion se retrouve jusque dans les rangs des militants qui, en faisant de chaque oppression qu'engendre cette société d'exploitation une question spécifique, indépendante des autres, morcellent le combat pour l'émancipation, et finalement subissent la pression de ces idéologies au lieu de s'en émanciper. La lutte contre les oppressions ne se divise pas, ne se hiérarchise pas et aucun combat ne justifie de relativiser une autre forme d'oppression. La lutte indispensable contre le racisme qui se dissimule parfois derrière un rejet de l'Islam ne justifie pas de relativiser la lutte contre l'oppression des femmes en minimisant la signification historique du voile religieux, produit de sociétés d'exploitation où règne une oppression patriarcale justifiée par des traditions religieuses. Comme bien évidemment la lutte pour l'émancipation des femmes ne justifie pas, au nom du rejet du voile, la moindre concession à la démagogie anti-musulmane qui vise en priorité les populations d'origine immigrée des quartiers populaires.

Malgré la diversité que prennent les oppressions dans cette société, sexisme, homophobie, racisme, xénophobie, elles ne peuvent être comprises et combattues du seul point de vue du ressenti individuel des opprimés qui les subissent mais dans le cadre plus large de la critique d'une réalité sociale qui dépasse les individus et la conscience qu'ils en ont, et qui l'inscrit dans la perspective d'une lutte collective pour l'émancipation.

Nous militons pour unifier l'ensemble des combats contre les oppressions qu'engendre cette société d'exploitation comme contre toutes les idéologies réactionnaires en les liant dans une même critique du capitalisme. Ce combat n'est pas un simple combat d'idées, il s'appuie sur le monde du travail, sur son organisation, sur ses luttes, il relève d'un même combat de la classe des salariés pour son émancipation, pour le socialisme et le communisme.

Le socialisme scientifique, synthèse des progrès de la connaissance et de la lutte des exploités

Inscrire le capitalisme dans sa connexion historique, montrer qu'il n'est qu'une forme temporaire de l'histoire des sociétés et en comprendre les mécanismes internes à l'origine du rapport d'exploitation salarié, tels sont les deux problèmes auxquels le socialisme dans sa forme moderne a répondu par deux découvertes. Comme l'écrivait Engels : « *Ces deux grandes découvertes : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value, nous les devons à Marx. C'est grâce à elles que le socialisme est devenu science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails* ».

La conception matérialiste de l'histoire participe du développement du matérialisme, de la connaissance scientifique, en inscrivant l'histoire des sociétés humaines et donc le capitalisme dans le prolongement de l'évolution de l'univers et du monde vivant. La découverte de la plus-value, à la base du rapport d'exploitation capitaliste, a permis de poser de façon matérialiste, scientifique, la question de la transformation sociale, de ses voies et ses moyens, de comprendre les enjeux historiques de la lutte du prolétariat.

Défendre le marxisme comme théorie de l'émancipation, ce n'est défendre ni une utopie, ni une idéologie, mais construire le lien entre cette compréhension matérialiste apportée par les sciences de l'évolution comme par celles de l'histoire et le progrès social porté par le travail et les luttes de la classe des salariés.

Marx s'est appuyé sur les connaissances de son temps, dans le domaine de l'économie mais aussi de l'histoire, de la science et des techniques, pour chercher dans les conditions matérielles d'existence des hommes, les causes de l'histoire des sociétés… comme de leurs contradictions. Il a su voir dans les contradictions traversant le capitalisme naissant du XIXème siècle, les bases matérielles rendant possible le socialisme. Il a inscrit ainsi la perspective du socialisme dans la continuité de l'histoire des sociétés humaines.

A la base des sociétés humaines, il n'y a ni grands hommes, ni idéologies mais tout simplement la façon dont les hommes produisent, répartissent et utilisent ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire l'économie. Les différentes classes, aux intérêts antagonistes, naissent des différentes fonctions que les uns et les autres occupent dans le processus même de la production des richesses : maîtres ou esclaves, seigneurs ou serfs, propriétaires capitalistes ou ouvriers. C'est la production des biens matériels qui détermine les relations sociales et politiques, comme la conscience plus ou moins déformée que les hommes

en ont et à partir de laquelle ils ont élaboré toutes leurs constructions idéologiques, religion, morale, etc..

Le développement des outils, de la technique que les hommes mettent en œuvre par leur travail, est la cause première, la force motrice de tout le développement historique. Les progrès des sciences et des techniques, en modifiant les conditions du travail, modifient les rapports entre les hommes et les classes, et leur conscience, entraînant des luttes sociales et politiques à travers lesquelles les nouvelles classes disputent aux anciennes leur domination sociale. Marx a ainsi montré que la succession des sociétés humaines n'est pas le résultat d'événements aléatoires, mais le produit d'une lutte des classes qui se poursuit toujours avec la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

Le prolétariat, ne possédant que sa force de travail, est la négation même de ce qui fait le fondement du pouvoir de la bourgeoisie, la propriété privée des moyens de production. C'est en cela qu'il constitue la classe porteuse de la perspective historique d'en finir avec le capitalisme, d'en finir avec la propriété privée, pour permettre à l'ensemble de la société de franchir une nouvelle étape de son développement historique en émancipant toute la société des rapports d'exploitation.

Marx a donné ainsi un fondement théorique, une base scientifique aux idées du socialisme et du communisme. Jusqu'alors, pour les militants ouvriers et révolutionnaires, le socialisme restait un idéal de société juste et parfaite, un socialisme utopique né de la révolte contre un ordre social profondément injuste. Ils luttaient contre les conséquences du capitalisme en plein essor, sans en comprendre les mécanismes, les contradictions.

Le marxisme a donné aux luttes d'émancipation, à la perspective du socialisme, une base matérialiste, scientifique, objective, en montrant en quoi cette perspective est inscrite comme une possibilité dans la continuité de toute l'évolution de l'Humanité. Il a donné leur légitimité et leur force aux idées du socialisme, du communisme en les enracinant dans les faits sociaux eux-mêmes, dans leur histoire, leur développement. Il les a reliées au développement du mouvement ouvrier en montrant le rôle historique du prolétariat dans cette histoire des sociétés. C'est ce qui lui donne toute son actualité, l'actualité d'une méthode vivante, matérialiste, en perpétuelle construction, qui constitue le cadre pour une synthèse de tous les progrès de la connaissance visant à mieux comprendre le monde et la société pour les transformer consciemment.

La science a fait des progrès immenses, l'évolution des techniques a bouleversé les conditions de production qui ont transformé profondément la société et la planète, créant par là même les bases matérielles pour une nouvelle étape du développement historique. Les nouvelles connaissances scientifiques nous donnent aujourd'hui les moyens de comprendre le monde dans la globalité de son histoire, un monde dont nous sommes issus, qui nous a façonnés et dont nous sommes partie intégrante, et d'envisager d'agir consciemment pour participer à sa transformation. Cela nécessite, comme à l'époque de Marx et des débuts du capitalisme moderne, d'intégrer l'ensemble des connaissances et des progrès, sans craindre aucune des conséquences théoriques et pratiques de cette synthèse, d'oser voir la réalité telle qu'elle est, pour opposer patiemment les faits à la morale et aux idéologies de la bourgeoisie.

Il n'y a pas de réponse tout faite, déjà écrite, pour faire face aux enjeux de la situation. Le penser serait finalement contraire à la méthode matérialiste, scientifique qui a été celle de Marx, et reviendrait à faire d'une méthode vivante et ouverte à tous les progrès des sciences et à toutes les évolutions et transformations, un dogme mort, replié sur lui, réduit à croire au pouvoir magique des mots d'ordres historiques.

Le développement de la société conditionne les évolutions possibles, indique le sens, la direction du combat à mener, en l'inscrivant comme une possibilité et une nécessité du développement historique pour dépasser les contradictions actuelles en créant les conditions de la réappropriation par les hommes des fruits de leur activité. C'est la condition pour permettre une planification démocratique, consciente, internationale de la production de biens matériels et intellectuels pour satisfaire les besoins de tous, et être la base d'un nouveau développement d'une société humaine pleinement intégrée à son environnement naturel, le socialisme.

S'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société

Christine Héraud, Daniel Minvielle, Laurent Delage

Au cours des dernières décennies, le capitalisme a établi son règne sur l'ensemble de la planète, celui de la concurrence généralisée qui se traduit par une guerre économique entre grands groupes, entre États qui les soutiennent, pour les marchés et le contrôle des matières premières. Elle entretient la montée du militarisme, la multiplication des menaces d'affrontements entre puissances, et fait qu'une multitude de régions du monde vivent en état de guerre depuis parfois plusieurs dizaines d'années.

La concurrence règne dans les relations sociales, entre les travailleurs sur un marché du travail désormais international. Elle est mise à profit par les capitalistes et leurs serviteurs, politiques, propagandistes de toute sorte, pour imposer leur loi, tenter de détourner la révolte sociale sur le terrain de la xénophobie, du racisme, encourageant toutes les discriminations, de genre, sexistes, etc. Et comme cette politique du bouc émissaire ne suffit pas, ils se préparent à l'affrontement de classe en renforçant leur arsenal juridique et répressif, organisant un profond recul des droits démocratiques dans les sociétés dites « démocratiques ».

Mais malgré le poids des menaces répressives, de l'idéologie et de la propagande, les manifestations d'un monde qui se révolte contre les conditions de vie qui lui sont faites montent de toute part, à travers des luttes dispersées mais innombrables des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des jeunes, ou encore des peuples, comme en Iran ou en Tunisie.

Une aspiration irrésistible à l'égalité sociale, économique, à la démocratie, à la paix s'exprime plus ou moins confusément. Les changements politiques que cela exige ne peuvent en aucune façon se concrétiser à travers les « solutions » des organisations qui se présentent aujourd'hui comme un « nouveau réformisme » mais ne proposent en réalité, sur la base de l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier, le Parti socialiste et le Parti communiste, que des politiques populistes qui abandonnent le terrain et la filiation de classe et enferment les aspirations des masses exploitées dans l'impasse institutionnelle nationale.

A l'opposé, la réponse est contenue dans les luttes mêmes des classes exploitées, qui expriment leurs besoins et portent en elles le programme qui peut mettre fin aux lois du marché et de la concurrence, à la propriété privée.

« *Le résultat véritable de leurs luttes*, écrivait Marx dans *Le Manifeste du Parti communiste*, *est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique.* […] *Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante* ».

Le besoin de s'organiser naît de l'affrontement de classe quotidien comme les idées et le programme qui soudent l'union des travailleurs. Ils ne sont ni une utopie ni un programme électoral mais l'expression radicale des besoins des exploités qui ne peuvent se satisfaire qu'en émancipant l'ensemble de la société de la propriété privé capitaliste.

Un programme de lutte pour les besoins du monde du travail, des femmes, des jeunes… vers la prise du pouvoir

Des mesures d'urgences contre le chômage et les inégalités

Les travailleurs ont besoin d'un programme qui donne une réponse globale aux questions sociales, économiques, environnementales, démocratiques, en partant de mesures d'urgence qui contestent directement la propriété privée et le salariat parce que leurs besoins et leurs intérêts se heurtent à la domination même de la bourgeoisie et posent la question du pouvoir.

Lutter contre le chômage, en finir avec la précarité, c'est interdire les licenciements sous menace de réquisition des entreprises et partager le travail entre tous et toutes, une nécessité pour opposer à la logique du profit individuel celle de la défense des intérêts de la collectivité.

C'est imposer l'embauche définitive de tou-te-s et un salaire minimum garanti, avec ou sans emploi.

Pendant des années, les patrons se sont servis du chantage au chômage pour baisser les salaires avec l'aide de tous les gouvernements. La Commission européenne a calculé, dans un rapport de 2007, que la part des salaires dans l'ensemble de l'économie française est passée de 66,5 % en 1982 à 57,2 % en 2006, soit une baisse de 9,3 points de la richesse totale du pays. Une augmentation générale uniforme des salaires, correspondant aux besoins, ne serait que la récupération d'une faible partie de ce que les patrons nous ont volé.

Pour retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance, les travailleurs doivent s'en prendre à la finance, qui concentre aujourd'hui entre ses mains tous les leviers de contrôle de l'économie, et annuler la dette à travers laquelle elle s'assujettit les États et opère le transfert massif et la concentration de la valeur ajoutée entre les mains d'une minorité de parasites. Cela nécessite l'expropriation des banques et la constitution d'un monopole public bancaire sous le contrôle démocratique des travailleurs.

Seule cette mesure peut donner aux travailleurs les moyens de mettre fin à la spéculation et aux ravages destructeurs du parasitisme de la finance ainsi que de financer l'économie, de faire tourner l'appareil de production en fonction des besoins collectifs et non de la perspective de profit.

La défense des droits démocratiques, une lutte révolutionnaire

La lutte pour les droits sociaux, économiques et écologiques est indissociable du combat pour la démocratie face à l'État, sa police, ses tribunaux qui bafouent les droits démocratiques pour étouffer la contestation sociale.

Les luttes des salariés contre l'offensive du patronat et les attaques du gouvernement se heurtent à une répression

dont on a pu mesurer la violence dans les mobilisations contre les lois travail El Khomri et Macron, à Notre-Dame des Landes ou Sivens, et quotidiennement dans les quartiers populaires ou contre la population qui apporte son soutien aux migrants… Au nom de la lutte contre le terrorisme, l'état d'urgence est devenu un état permanent, entré dans la loi, unique réponse des classes dominantes à la faillite de leur politique.

Lutter pour les droits démocratiques, c'est lutter pour la liberté de contester, de s'organiser, d'affirmer son existence en tant que classe pour contester l'ordre social, y compris au sein des entreprises où toute démocratie pour les salariés est bannie.

Seule la force des travailleurs, des jeunes, des classes populaires, leur organisation sur leurs propres bases en toute indépendance des institutions et de l'État, peuvent apporter une réponse à l'offensive sécuritaire et à la répression sociale par leur contrôle démocratique, y compris sur la police et la justice.

La lutte pour les droits démocratiques se combine avec celle contre toutes les oppressions. Les profonds reculs économiques et sociaux, les politiques sécuritaires et xénophobes des États renforcent les préjugés qui divisent notre camp social, racisme, sexisme, homophobie, préjugés communautaristes et religieux…

La lutte des femmes pour l'égalité, en finir avec le patriarcat

Partout dans le monde, y compris dans les pays considérés comme les plus démocratiques et les plus avancés, les femmes continuent d'être l'objet d'une oppression sexuelle insupportable, harcelées, agressées, violées, esclaves du capitalisme patriarcal et de l'obscurantisme religieux.

La violence qui s'exerce à l'encontre des femmes ne relève pas d'un problème moral mais de rapports d'exploitation et de pouvoir qui font d'elles les premières victimes de la dégradation des conditions générales d'existence des exploités.

La réalité de leurs conditions d'existence apparaît d'autant plus insupportable que leur intégration massive dans la classe des salariés leur a ouvert les portes sur tous les progrès et possibilités de la vie moderne, les conditions de leur émancipation. L'aspiration des femmes à l'égalité, au respect, progresse dans le monde et leur révolte qui défie l'ordre social et la morale est un puissant facteur révolutionnaire.

Nous reprenons les exigences démocratiques et sociales des femmes et faisons nôtres leurs luttes de par le monde pour l'indépendance économique et juridique, le droit à l'avortement, au divorce, à toutes les libertés comme celles de sortir seules dans la rue ou de disposer librement de leur corps, libertés de genre et d'orientation sexuelle…. L'émancipation des femmes suppose leur plein accès au travail social, leur libération des tâches domestiques, partagées ou prises en charge par la collectivité.

La lutte pour l'égalité des sexes se combine avec la lutte contre les intégrismes et les préjugés véhiculés par les religions qui, toutes, justifient et défendent la soumission des femmes. Il est de l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier de reprendre à son compte les luttes féministes, qui sont partie intégrante du combat de l'ensemble des travailleur-se-s pour leur émancipation.

Ouverture des frontières !

La misère économique, les guerres, les catastrophes écologiques, produit de la folie meurtrière du capitalisme jettent des millions de travailleurs du monde, nos frères de classe, sur les routes de l'exil.

La propagande des démagogues nationalistes ou souverainistes de droite ou de gauche laisse croire que sur le marché mondial du travail, ces travailleurs « étrangers » ou migrants seraient nos adversaires. Face à la domination de la bourgeoisie, de la finance et des multinationales qui opèrent à l'échelle mondiale, nos intérêts sont les mêmes. Nous sommes une seule classe ouvrière. Quel salarié pourrait croire être protégé par le patronat français ou par les gouvernements qui le servent ?

La défense des frontières tourne le dos aux intérêts des exploités, divise les travailleurs et les peuples, qui ne trouveront leur unité qu'en luttant pour l'ouverture des frontières, pour le droit au travail, à l'installation et à la régularisation sans condition de tous les travailleurs migrants et sans-papiers, et pour la réquisition des logements vides pour les accueillir.

La crise provoque une montée des réflexes de peur et de rejet xénophobe mais elle est aussi un puissant ferment révolutionnaire au sens où elle accélère la prise de conscience que la seule réponse est la solidarité internationaliste des exploité-e-s face à ceux qui n'ont que les armes de la guerre sociale et de la répression pour contenir le chaos dramatique que leur politique engendre.

Contrôle de l'économie, de l'État et des administrations par les travailleurs et la population

La classe ouvrière ne pourra mener jusqu'au bout la lutte pour ses droits et la mise en œuvre des mesures sociales et démocratiques indispensables qu'en prenant le contrôle de l'économie avec ses organisations, syndicats, associations, comités de grève et toutes les formes d'auto-organisation démocratiques qu'elle se s donnera au cours de la lutte. En développant leur contrôle sur les différents rouages de l'économie comme sur l'ensemble de la vie sociale, les travailleurs commenceront à exercer leur propre pouvoir, à prendre eux-mêmes en main la gestion de la société, sans patrons ni bureaucrates, pour la faire fonctionner dans l'intérêt de tous.

Gouvernement démocratique et révolutionnaire

Le contrôle de l'économie suppose la remise en cause de la propriété privée, des institutions et du pouvoir qui la défendent. La longue histoire des luttes du prolétariat montre qu'il ne peut exercer son propre pouvoir qu'en arrachant aux classes dominantes leur pouvoir politique

et économique, qui repose sur la propriété et l'État. La conquête du pouvoir nécessite de briser cet État pour instaurer un gouvernement des travailleurs, en rupture avec toutes les formes de démocratie bourgeoise, électorale et parlementaire, reposant sur la démocratie directe des travailleurs en lutte.

Un gouvernement qui mette un terme au pillage des capitalistes, légalise toutes les revendications arrachées par les luttes des travailleurs appelant aux plus larges initiatives et mettant à la disposition de l'ensemble de la population tous les moyens financiers et matériels qu'il se sera appropriés, pour qu'elle s'organise elle-même afin de prendre le contrôle de la vie sociale, donne naissance à de nouvelles institutions remplaçant les corps de répression de la bourgeoisie (police, armée, justice).

Il organisera la planification de l'ensemble des besoins économiques, sociaux, environnementaux, rendue possible par le développement technique et scientifique de la société, produit du travail humain.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Un tel gouvernement, loin de se replier sur ses frontières, inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Europe actuelle, celle des banquiers et des patrons de multinationales, de la BCE, concentre aujourd'hui contre elle la contestation et la révolte de bien des catégories sociales, qui lui attribuent la responsabilité des conditions de vie qui leur sont faites, des offensives dont elles sont victimes. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette Europe là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font toute une série de souverainistes de droite comme de gauche, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale des véritables causes des attaques qu'ils subissent, d'une politique de classe et internationaliste.

Pour en finir avec les guerres, une politique internationaliste

L'exacerbation de la concurrence internationale sous les effets de la crise ouvre une période de chaos géopolitique, de guerres. La conjonction de la crise écologique et climatique et de la crise économique et sociale ne peut trouver de solution sans sortie du capitalisme, à l'échelle mondiale, et sans une planification démocratique fondée sur la coopération des peuples, en fonction des besoins économiques, sociaux et écologiques. C'est une lutte qui dépasse les frontières. Elle donne aujourd'hui à l'internationalisme un contenu concret qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale se combinent dans les consciences. Notre démarche vise à montrer à travers les luttes le lien indissociable entre la concurrence économique mondialisée et les conflits internationaux entre grandes puissances, entre la guerre sociale menée contre les travailleurs et la guerre contre les peuples. Nous lui opposons des relations internationales fondées sur la solidarité et la coopération des peuples. Notre combat internationaliste pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est indissociable de notre combat pour le socialisme.

Pas de réponse à la crise écologique, au réchauffement climatique, sans une planification démocratique de la production et des échanges

La planification de l'économie, de la production et des échanges est aussi la seule réponse possible aux catastrophes écologiques générées par l'irresponsabilité et le parasitisme du capital, la course au profit.

Toute mesure de préservation de la planète ou contre le réchauffement climatique se heurte à la réalité du capitalisme, aux lois du profit et de la concurrence, aux intérêts des multinationales.

La lutte écologique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, d'une réponse globale impliquant l'appropriation sociale par le prolétariat de l'ensemble de l'économie, sa nécessaire réorganisation, sources d'énergie, appareil productif, échanges…, une planification démocratique internationale c'est-à-dire le socialisme. Elle ne constitue pas une sphère autonome dégagée de la lutte des classes et c'est pourquoi elle est un des enjeux majeurs du combat de la classe ouvrière pour la transformation révolutionnaire de la société.

Pour le monde du travail, exercer ses droits, c'est s'organiser en parti, revendiquer son droit légitime à diriger la société

Pour le capitalisme, le salariat serait un « libre » contrat de travail entre individus égaux en droits. Les travailleurs vivent une toute autre réalité : celle d'un rapport d'exploitation à travers lequel la plus-value produite par leur travail est accaparée par ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange. Et ils en ont depuis bien longtemps tiré la conscience que la seule façon d'y faire face est d'unir leurs forces, de s'organiser collectivement, pour s'opposer à la concurrence qui les oppose les uns aux autres sur le marché du travail.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier est celle de l'émergence et de l'évolution des organisations des travailleurs : associations de solidarité nées de la nécessité de venir en aide aux victimes de la lutte des classes ; syndicats à travers lesquels s'est structurée la riposte sur le terrain économique (conditions de travail, salaires, etc.) ; partis politiques, expression de la prise de conscience que la question sociale passe par la contestation du pouvoir politique.

Cette histoire est indissociable de l'émergence des idées du marxisme. Marx et Engels ont montré comment le prolétariat représentait l'avenir de la société humaine, le renversement du capitalisme, l'avènement, sur ses ruines, d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes les formes d'oppression qui en découlent. Une société socialiste, communiste.

Cette perspective s'inscrit dans l'évolution des sociétés humaines mais elle a besoin, pour se réaliser, que la classe ouvrière prenne conscience de son rôle historique. Pour cela, elle doit s'organiser en parti, se donner les moyens d'exiger son droit légitime à diriger la société.

Reconstruire un parti des travailleurs, une urgence et une possibilité

La question d'un parti des travailleurs, d'un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, se pose comme une nécessité urgente.

Sur ce chemin, il y a bien des difficultés : pressions économiques, idéologiques des classes dominantes, recul du syndicalisme, sur lequel règnent des directions totalement soumises au dialogue social ; effondrement des vieux partis du mouvement ouvrier ; difficulté pour les organisations révolutionnaires qui se revendiquent du marxisme à sortir de leur isolement, à élaborer une politique qui réponde aux exigences et aux possibilités du moment.

Pourtant, la classe ouvrière n'a jamais été aussi forte et nombreuse. Des possibilités nouvelles existent. Elles résultent du développement même du capitalisme au cours de sa dernière phase d'expansion. La mondialisation libérale impérialiste a étendu le salariat à toute la planète, créé une immense classe ouvrière, jeune, moderne, qui a su trouver le chemin de la lutte. Elle a développé la division internationale du travail, socialisé la production à un degré jamais atteint, constitué les bases matérielles d'une société capable de répondre aux besoins de chacun. Le contexte aussi bien national qu'international est en même temps marqué, comme jamais, par une multitude de luttes qui vont des conflits d'entreprises aux luttes des peuples contre l'austérité et des régimes dictatoriaux, en passant par les luttes pour les droits des femmes.

La diversité de ces luttes comme l'unicité de leur cause profonde constituent les bases du programme dont nous avons abordé précédemment les grandes lignes. Elles expriment en même temps la nécessité et la possibilité de la reconstruction d'un parti des travailleurs, s'inscrivant dans la continuité politique du parti communiste de Marx et Engels, du parti bolchevik de Lénine, qui ne peut se penser et se réaliser qu'à travers des relations internationales.

S'organiser dans l'entreprise sur le plan syndical et politique

L'intervention des militants révolutionnaires sur les lieux de travail, dans les syndicats, est un vecteur fondamental de la construction d'un parti, outil de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

L'idéologie dominante, les courants réformistes politiques et syndicaux font tout pour dissocier la question sociale, la lutte syndicale, de la question politique, domaine réservé des élections et du pouvoir de l'État bourgeois. Ils voudraient, à défaut de pouvoir l'éviter, cantonner la lutte des travailleurs à la bataille pour le partage de la valeur ajoutée, salaires contre profits, faire en sorte qu'elle ne débouche pas sur la remise en cause du salariat, de la propriété privée bourgeoise.

Les directions syndicales s'en justifient au nom d'une soi-disant « *indépendance vis-à-vis de la politique* ». Mais quelle indépendance ? Sous les coups de l'offensive de la bourgeoisie et des gouvernements de gauche qui ont tous mené, de 1981 à 1995 et de 1997 à 2002, des politiques anti-ouvrières que les directions syndicales ont soutenus ou accompagnés, puis de la concertation des réformes anti-ouvrières avec les gouvernements -quelle que soit leur étiquette-, les syndicats ont été désertés par les salariés. Ils paient ainsi leur manque d'indépendance… vis-à-vis du patronat et de l'État, leur abdication de toute indépendance de classe.

Les besoins de la lutte n'en continuent pas moins à conduire les travailleurs, dans les secteurs qui entrent en lutte, à chercher le soutien des organisations syndicales, à se syndiquer, à construire leur propre section syndicale. Parmi eux, bien des militants sont à la recherche d'une politique pour la lutte, refusant le dialogue social.

Mais le manque d'indépendance de classe des directions syndicales ne se résume pas à une question de « radicalisme ». Trotsky expliquait, en août 1940, dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, pourquoi, dans les époques de crise aiguë du capitalisme, il ne peut exister de syndicats réformistes indépendants : « *Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui* […] *se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne* ».

Le contexte international a certes changé, mais la conclusion reste profondément vraie et définit la perspective politique dans laquelle s'inscrit notre intervention de militants révolutionnaires marxistes au sein des syndicats comme au sein des entreprises : contribuer, par le débat démocratique, la solidarité, l'engagement militant, à aider les travailleurs à donner un sens politique global à leur lutte « économique », à prendre conscience que cette dernière débouche inévitablement sur la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie, à oser penser leur droit légitime à postuler, en tant que classe, à la direction de la société.

Une démocratie directe, en rupture avec les cadres institutionnels

Les cadres institutionnels à travers lesquels s'exerce le pouvoir de la bourgeoisie tentent de cantonner la révolte sociale à une simple « résistance ». S'affronter à la politique des classes dominantes et du gouvernement, c'est contester la légitimité du pouvoir politique et de ses rè-

gles, en rupture avec les délégations de pouvoir qui caractérisent le fonctionnement de la démocratie bourgeoise.

Cela passe en particulier, dans les luttes sociales, par la remise en cause du monopole qu'exercent les structures syndicales officielles, leur prétention à être les seuls représentants des travailleurs et uniques interlocuteurs du patronat et de l'État. Mener un mouvement social, une grève, partielle ou générale, est l'affaire des grévistes eux-mêmes. Cela passe par la mise en place, pour organiser et diriger ces luttes démocratiquement, de comités de grève élus par l'ensemble des grévistes et par imposer au patronat de discuter directement avec les délégués élus des grévistes et non avec les représentants des structures syndicales.

C'est d'autant plus crucial dans le cadre des mouvements sociaux plus généraux, dans lesquels ce sont les directions confédérales qui mènent les négociations, n'hésitant pas, comme on a pu le constater à de multiples reprises, à prendre le contre-pied des décisions prises par les grévistes, jouant leur rôle de pompier au service des intérêts de la bourgeoisie. Les travailleurs, les militants du rang, en ont bien conscience, et c'est sur cela que les militants révolutionnaires peuvent s'appuyer pour défendre une autre perspective, la mise en place d'une organisation des luttes réellement démocratique, comités de grève, coordinations locales, nationales, composés de représentants élus par les grévistes et leur rendant directement des comptes. Élus qu'il faudra imposer aux directions syndicales comme au patronat et aux pouvoirs publics comme seuls porte-parole reconnus des travailleurs en lutte.

S'organiser, c'est ainsi bien plus que se regrouper pour défendre ses droits d'exploités. C'est contester, refuser l'exploitation, affirmer ses droits pleins et entiers, non pas de simple citoyen, mais d'être humain qui lutte pour vivre dignement, être un acteur de sa propre émancipation sociale indissociable de celle de ses frères de classe, quelle que soit leur origine. C'est s'affranchir de la résignation que cherche à inculquer la morale bourgeoise aux exploités, avec l'aide des religions de toute obédience et des nationalismes. C'est mettre en œuvre une autre démocratie, directe, émanant des nécessités de la lutte, à travers laquelle la classe des producteurs, des exclus et des défavorisés affirme son droit à diriger la société, s'érige elle-même en classe dominante.

Construire un parti démocratique et révolutionnaire pour la conquête du pouvoir

Le parti prend ainsi racine, nécessairement, dans le monde du travail, au sein des entreprises. Mais il répond aussi aux aspirations bien plus générales des couches populaires, chômeurs, jeunes, travailleurs indépendants, animateurs de multiples associations qui organisent la solidarité sociale… Les forces vives d'un potentiel parti révolutionnaire des travailleurs existent déjà dans les classes populaires, les militants du mouvement social et politique, révoltés, écœurés par les reniements et trahisons des partis de la gauche institutionnelle. L'expression de la nécessité d'un tel parti jaillit depuis une décennie dans de multiples régions du monde, sous des formes diverses.

Mais pour devenir conscientes des perspectives politiques qu'elles portent, ces révoltes doivent surmonter la méfiance légitime que leur inspirent les vieux partis du mouvement ouvrier, et qui les conduit à l'aspiration à « *faire de la politique autrement* »…

Faire de la politique autrement, oui, mais certainement pas en s'alignant sur ceux qui prétendent qu'il suffirait d'en finir avec les structures dites partidaires, de les remplacer par des « *mouvements* ». La question n'est pas dans la forme, elle est : « *quelle politique, au service de quels intérêts sociaux ?* »

Faire de la politique autrement, c'est contester radicalement les fondements mêmes de l'ordre bourgeois, la propriété privée, comme l'idéologie et la morale qui la servent. Il n'y a pas d'émancipation sans abolition de ce droit à déposséder les autres d'eux-mêmes. Le parti, l'organisation qu'il nous faut, c'est celle qui nous permet de mener cette politique, en toute indépendance de classe.

A l'opposé des caricatures sanglantes du passé, actualité du socialisme et du communisme

Les mots socialisme et communisme ont été dénaturés, transformés en leur contraire par un siècle d'impostures, de trahisons, de crimes sanglants perpétrés par la social-démocratie et le stalinisme contre les travailleurs et les peuples. Ils n'en expriment pas moins, dans leur sens premier, l'objectif du combat que se fixe le parti dont les travailleurs ont besoin.

Cette tâche passe par un vaste travail politique pour construire une cohérence, une homogénéité fondées sur la compréhension de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, menant à un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, le socialisme, le communisme. L'outil de cette compréhension est, plus que jamais, le marxisme, le matérialisme militant et révolutionnaire.

C'est pourquoi une des tâches essentielles est celle de l'éducation, de la formation, de la construction d'une conscience collective qui passe par l'étude du passé du mouvement ouvrier, des idées de l'émancipation humaine, mais aussi de la société moderne, arène de nos luttes. En même temps, le parti est le cadre des discussions les plus larges et les plus ouvertes, des confrontations d'expériences, d'histoires et de parcours militants différents... dans le respect de chacun comme des divergences, soucieux de discuter en fonction des tâches et de la réalité du mouvement. La cohésion et l'unité d'intervention nécessaires aux luttes ne connaît d'autre garantie qu'une démocratie vivante qui s'appuie, pour l'efficacité du travail collectif, sur la discipline et l'engagement de chacun, sur la conscience de classe de ses membres. Conscience qui se construit au cœur de la lutte des classes, en lien avec la pratique militante, en défendant et en faisant vivre l'actualité de la révolution à travers le débat et l'action, l'élaboration d'un programme.

Cette démocratie, ce débat nécessaire au sein du parti dans le cadre de la délimitation claire définie par la référence au marxisme militant rend tout à fait possible le regroupement au sein d'une même organisation des révolutionnaires, de celles et ceux qui veulent préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Ce regroupement serait par ailleurs un accélérateur des évolutions en cours, un encouragement pour de nombreux militants à rejoindre nos rangs.

Un parti internationaliste...

Aujourd'hui, la mondialisation a créé les conditions d'une renaissance d'un internationalisme qui ne pourra se développer que contre les garants de la propriété privée bourgeoise que sont les États nationaux et les frontières, et contre l'idéologie nationaliste ou souverainiste qui les justifient. Les frontières et l'idéologie qu'elles sous-tendent sont condamnées par le développement des techniques, les aspirations des peuples, et surtout de la jeunesse qui ne peut y voir que des freins à sa révolte et à sa soif de liberté.

L'internationalisme est l'expression de cette réalité sociale, la claire conscience qu'il n'existe qu'une seule classe ouvrière, solidaire par-delà les frontières et toutes les divisions, porteuse d'un même avenir pour l'humanité.

Il s'exprime concrètement dans la nécessité d'une nouvelle internationale dans la continuité de l'histoire du mouvement socialiste et communiste.